

CAHIERS DES IFRE

ZOOM SUR LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE DANS LES INSTITUTS FRANÇAIS DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER (UMIFRE)

DÉCEMBRE 2015 | 2



L'AFRIQUE DANS LA GLOBALISATION



PARMI LES DERNIÈRES PUBLICATIONS DES INSTITUTS FRANÇAIS DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER



BAGDAD : LA CONSTRUCTION D'UNE CAPITALE MODERNE (1914-1960)
Cecilia Pieri
IFPO, Beyrouth
2015

www.ifre.fr/c/49333



L'INDUSTRIE DU PRÊT-À-PORTER ENTRE CONFIGURATIONS LOCALES ET FLUX MONDIAUX
Gilles Guiheux (dir)
CEFC, Hong Kong,
2015

Perspectives chinoises
2015/3

www.ifre.fr/c/49508



NOUVELLES LUTTES AUTOUR DU GENRE EN ÉGYPTÉ DEPUIS 2011
Leslie Piquemal (dir)
CEDEJ, Le Caire,
2015

Égypte/Monde arabe
2015/13

ema.revues.org/3492



PATRIMONIALISATION ET IDENTITÉS EN ASIE ORIENTALE
Christophe Marquet, Arnaud Nanta et Laurent Nespoulous (dirs)
MFJ, Tokyo,
2015

Ebisu Etudes japonaises
2015/52

www.ifre.fr/c/49413



INDIAN AFRICA. MINORITIES OF INDIAN-PAKISTAN ORIGIN IN EASTERN AFRICA
Michel Adam (dir)
IFRA/Mkuki na Nyota Publishers,
2015

www.ifre.fr/c/50087



ETHIOPIAN CITY GUIDES: GONDAR
A. Wion, Sisay Sahile, S. Hardy, J. Le Péchon, M. J. Ramos
CFEE/Shama Books, Addis Abeba,
2014

www.ifre.fr/c/22115



ATLAS PROBLEMÁTICO DE UNA METRÓPOLI VULNERABLE
Pascale Metzger, Pauline Gluski, Jérémy Robert, Alexis Sierra
IFEA/SGL, Lima,
2015

www.ifre.fr/c/49655



LES BÂTISSEURS DES DEUX RIVES DE LA MER ROUGE.
Traditions et innovations architecturales
Jean-François Breton
CFEE, Addis Abeba,
2015

Annales d'Ethiopie HS

www.ifre.fr/c/49582



EL IMAGINARIO DE LOS NÚMEROS ENTRE LOS ANTIGUOS MEXICANOS
Danièle Dehouve
Mexico, CEMCA,
2015

Bulletin d'études orientales 63

www.ifre.fr/c/2028



LE SOCIAL PAR LE LANGAGE. LA PAROLE AU QUOTIDIEN
Myriam Achour-Kallel (dir)
Paris/Tunis, IRMC/ Karthala,
2015

www.ifre.fr/c/49515



METAMORPHOSIS: STUDIES IN SOCIAL AND POLITICAL CHANGE IN MYANMAR
Renaud Egretteau et François Robinne (dirs)
Nuss Press Singapore/IRASEC,
2015

www.ifre.fr/c/47478



LITTÉRATURE ET SOCIÉTÉ EN ASIE CENTRALE
Gulnara Aitpaeva et Marc Toutant (dirs)
IFEAC, Tachkent,
2015

Cahiers d'Asie centrale 24

www.ifre.fr/c/22315

**Ministère
des Affaires étrangères et du
Développement international**

Direction générale de la mondialisation,
du développement et des partenariats

**Centre national de la
recherche scientifique**

**Fondation Maison des
sciences de l'homme**

Valorisation des IFRE

Comité éditorial

Sylvie Ballet (DGM-MAEDI), Karim
Ben Cheikh (CAPS-MAEDI), Gilles Boetsch
(CNRS), Adelino Braz (DGM-MAEDI), Nadège
Chouat (DAOI-MAEDI), Aude Debarle (DGM-
MAEDI), Jean-Pierre Dozon (FMSH), Nicolas
de Lavergne (FMSH), Gwenaëlle Lieppe (FMSH)

Crédit photos

Photos et illustrations fournies par
les auteurs ou en licence CC

Conception graphique

TALCOD www.talcod.net

Cahiers des IFRE

ISSN en cours
© FMSH-IFRE-MAEDI, 2015
Impression : SoBook
45 rue Rollin-59100 Roubaix
N°2 - Décembre 2015

Les IFRE

Les IFRE sont des unités mixtes placées sous la
cotutelle du ministère des Affaires étrangères
et du Développement international et du
CNRS. Un réseau de 27 centres de recherche
français, répartis sur tous les continents,
abordant toutes les sciences humaines et
sociales, en contact avec les institutions
de recherche locales et françaises.

**Les IFRE qui ont participé
à ce numéro**

CEDEJ, CEFC, CFEE, IFAS,
IFRA Nigeria, IRMC

Rejoignez-nous sur

www.ifre.fr
facebook.com/ifre.shs & [@ifre_shs](https://twitter.com/ifre_shs)

ÉDITO #1

Instruments de notre diplomatie culturelle et d'influence, présents sur tous les continents, les Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE/UMIFRE), placés sous la double tutelle du ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), sont des acteurs importants de la recherche en sciences humaines et sociales et en archéologie¹. Le MAEDI et la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH), dans le cadre de leur partenariat sur la valorisation de ces Instituts, présentent les deuxièmes *Cahiers des IFRE* sur « L'Afrique dans la globalisation ».



Le développement des relations avec le continent africain, objectif central dans notre diplomatie, vise à répondre à plusieurs enjeux : les continents européen et africain doivent coopérer pour conjurer plusieurs risques et menaces (terrorisme, piraterie, trafics illicites) ; l'Afrique est un continent-clé dans la lutte contre le réchauffement climatique ; la croissance démographique en Afrique est à la fois un défi à relever mais aussi une chance pour le continent et pour le monde, une source de dynamisme, de créativité et d'innovation ; l'Afrique représente aujourd'hui, avec l'Asie, l'un des deux principaux moteurs de la croissance économique mondiale. La France se doit d'accompagner ce mouvement et d'y associer ses entreprises. Enfin, la promotion de la diversité des expressions culturelles est un atout pour le continent africain, et fait partie du dialogue des cultures, préconisé lors de la dernière Conférence générale de l'UNESCO.

Dans ce numéro des *Cahiers des IFRE*, ont été regroupés des articles ou des textes élaborés récemment sur ces questions par les chercheurs, chercheurs associés et doctorants des six Instituts français de recherche en sciences humaines et sociales que nous avons la chance d'avoir en Afrique : en Tunisie, au Maroc, au Soudan, en Éthiopie, au Kenya, en Afrique du Sud et au Nigéria - ainsi qu'en Chine. Ce projet participe de la volonté du ministère des Affaires étrangères et du Développement international de mieux faire connaître la production scientifique et le travail de ces Instituts.

Ces articles contribuent à montrer que l'Afrique ne se tient nullement à l'écart des processus de globalisation en cours mais, au contraire, y prend une large part.

Anne Grillo

*Directrice de la coopération culturelle, universitaire et de recherche
Ministère des Affaires étrangères et du Développement international*

¹ Le réseau des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) a désormais un nouveau portail internet : www.ifre.fr, lancé en juin 2015. Celui-ci permet l'accès à l'ensemble de sa production scientifique, soit plus de 28 000 documents en ligne, ainsi qu'à ses différents colloques et séminaires programmés annuellement.

ÉDITO #2

Il est logique d'attendre des sciences humaines et sociales qu'elles contribuent de manière décisive à la compréhension des mutations du monde actuel. En Afrique, les dynamiques sont complexes et les changements qui affectent les sociétés, les cultures, les territoires relèvent de tous les champs scientifiques des sciences humaines et sociales. Ces disciplines fournissent des connaissances qui permettent de saisir l'imbrication des facteurs locaux, régionaux et globaux dans les difficultés mais aussi dans les promesses du continent africain.

Les grands changements planétaires et leurs conséquences économiques et sociales s'illustrent de façon massive dans l'espace africain. Qu'il s'agisse de la vulnérabilité face au changement climatique et des défis sociétaux de la gestion soutenable de l'environnement, des profondes mutations dans l'utilisation des ressources et des espaces, des voies de la mondialisation et de ses effets sur les cultures et les langues, dans tous ces champs les terrains africains sont des laboratoires pour les sciences humaines et sociales.

Sur l'ensemble de ces questions sociétales et scientifiques, il est capital que nos UMIFRE développent encore leurs relations avec les partenaires de recherche africains. L'Afrique est un immense réservoir de talents pour la recherche du XXI^e siècle. Certains pays sont déjà pleinement engagés dans le mouvement planétaire de diversification et de multiplication des lieux de production de connaissance de haut niveau. En 2050, près d'un habitant de la planète sur quatre vivra en Afrique. La recherche et l'enseignement supérieur y connaîtront un développement de grande envergure ; ils auront un rôle immense à jouer dans le dynamisme du continent et son cheminement vers des voies justes et durable de développement.

Il faut continuer à encourager les UMIFRE en Afrique à jouer le rôle de lieux de production scientifique ambitieux et inventifs. Cette activité scientifique doit se faire dans des formes de collaboration renouvelées. Mieux connaître les sociétés, les langues, les cultures, les territoires, les pouvoirs du continent africain est l'objectif assigné au développement des recherches aréales. Le GIS Afrique, que l'InSHS du CNRS a contribué à faire émerger, pourra jouer le rôle de connecteur entre les UMIFRE, leurs partenaires africains et les Unités mixtes de recherche en France. Les partenariats entre organismes de recherche français présents en Afrique et les forces de recherche des pays africains devront s'intensifier.

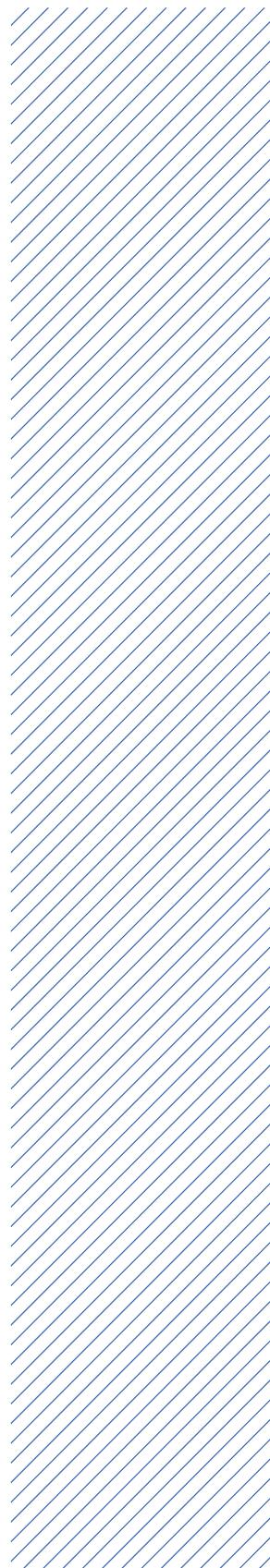
Mais la recherche en sciences humaines et sociales en Afrique n'a pas pour seul objectif de comprendre l'Afrique. Nos partenaires de recherche africains souhaitent désormais travailler avec nous sur d'autres dimensions de la science et en particulier le questionnement et le renouvellement des cadres théoriques, la résolution de questions à caractère générique en sciences humaines et sociales, le dialogue entre les SHS et la société.

Grâce aux relations que nous continuerons à tisser avec nos partenaires de recherche africains, nous réunirons les conditions de la créativité scientifique dans le domaine des sciences humaines et sociales. Avec eux nous devons continuer à co-piloter des programmes ambitieux et à former des générations futures de chercheurs talentueux. C'est le sens de l'engagement du CNRS aux côtés du ministère des Affaires étrangères et du Développement international dans les UMIFRE d'Afrique.



Patrice Bourdelais

*Directeur de l'Institut des sciences humaines et sociales
Centre national de la recherche scientifique*



SOMMAIRE

6 L'Afrique dans la globalisation

8 Youth on perilous journeys: irregular migrants from Təgray, Northern Ethiopia, to the Gulf region

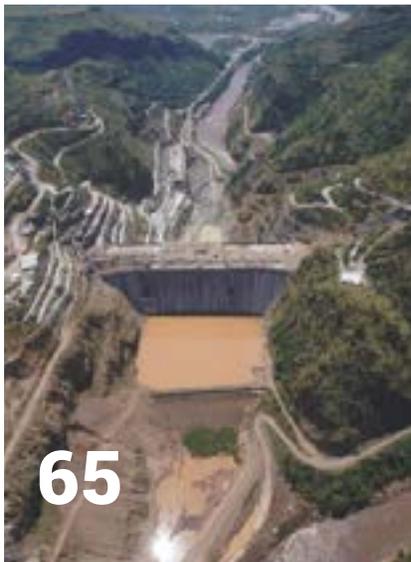
17 **Encart** Itinéraires d'une commerçante angolaise dans la mondialisation



24 Autour du lac Tchad, l'intégration régionale dans tous ses états

37 **Encart** Gaps in global media reporting on violence in Nigeria

42 Internationalisation : les nouvelles ambitions des groupes tunisiens et marocains



53 Seeing Dubai in Khartoum and Nouakchott: 'gulfication' on the margins of the Arab World

65 La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique

83 The Chinese ICT development strategy in Africa. Transparency, sovereignty and soft power



L'AFRIQUE DANS LA GLOBALISATION

Jean-Pierre Dozon
Vice-président du Directoire
Fondation Maison
des sciences de l'homme

6-7

Si'il fallait se convaincre que le continent africain n'échappait pas aux processus de globalisation en cours et, plus précisément, à la redistribution des rôles et des rivalités entre puissances dans un monde devenu largement multipolaire, les textes présentés dans cette nouvelle livraison des *Cahiers des IFRE* nous en font une éclatante démonstration. Pas forcément, ainsi que le montrent fort bien Daniel Dalet et Fesseha Berhe, pour y occuper la meilleure des positions puisque, parmi ces processus, les mouvements migratoires y prennent une place de plus en plus importante. Soit parce qu'ils sont consécutifs à des crises socio-politiques majeures, comme en Lybie, soit parce qu'ils obéissent à un ensemble complexe de déterminants (économiques, familiaux, relationnels, expérientiels) qui pousse de nombreux jeunes Africains à aller là où ils estiment pouvoir gagner de l'argent malgré les risques de mort qu'ils savent encourir. Mais, autant de déterminants qui amènent aussi bien beaucoup d'autres de leurs compatriotes, notamment des femmes, à se lancer dans des entreprises commerciales en se rendant dans les pays (Brésil, Chine, pays du Golfe, etc.) où les marchandises sont abondantes et bon marché pour les revendre avec bénéfice chez eux.

Lieu éminent d'une « mondialisation par le bas » suivant l'heureuse expression d'Alain Tarrus, l'Afrique l'est également en tant que terrain d'une mondialisation médiatique et de ce qui en est aujourd'hui le principal point de fixation, à savoir la violence terroriste. Sur cette scène médiatique, les horreurs perpétrées par Boko Haram au Nigéria et dans la région du lac Tchad sont

depuis quelques temps au tout premier plan. Ce qui se dit à leur propos, notamment dans la presse internationale occidentale, c'est qu'il s'agit en quelque sorte des manifestations extrêmes de l'islamisme tel qu'on peut l'observer ailleurs en Afrique ou ailleurs dans le monde. Mais parce qu'il fait ainsi l'objet d'un usage trop englobant, pour ainsi dire stéréotypé, l'islamisme, comme d'autres catégories en usage dans les médias au sujet d'une Afrique continuellement à problèmes, ne parvient pas à rendre compte, ainsi que nous le dit fortement Corentin Cohen, de ce qui fait la particularité de ce mouvement d'insurgés et de ce qui lui a permis de devenir, par une forte implantation locale, une puissance meurtrière.

En contrepoint de ces phénomènes qui, tout en relevant de la globalisation, ne donnent pas de l'Afrique une image particulièrement favorable, il en est d'autres qui, presque à l'inverse, en font un continent attractif, promis à d'imposantes métamorphoses. Ainsi, peut-on observer que nombre de pays africains connaissent depuis plusieurs années des taux de croissance élevés (7,8 %, voire à deux chiffres), et que cela est aussi bien dû à une augmentation de la demande de leurs produits d'exportation sur le marché mondial qu'à la présence sur leur sol de nouveaux acteurs économiques et politiques. Les pays ou les puissances émergentes, les BRIC au premier chef (Brésil,





Un train Metrorail quitte la station Kalk Bay à Cape Town

Russie, Inde et Chine), y sont les plus dynamiques et sont venues concurrencer, voire contester les places de choix qu'y occupaient « traditionnellement », dans le sillage des colonisations, pays et grands groupes européens. Parmi ces nouveaux acteurs, c'est de loin la Chine qui arrive en tête se focalisant tout particulièrement, mais non exclusivement, sur les grands pays comme l'Éthiopie, l'Angola, la République démocratique du Congo, le Nigeria, le Soudan du Nord, ou l'Afrique du Sud, aux ressources (fossiles, minières, foncières, etc.) et au marché intérieur particulièrement intéressants. Et, si elle est tout particulièrement présente en matière d'infrastructures routières et ferroviaires, d'aménagements urbains, de projets énergétiques ou de télécommunications, elle est aussi particulièrement active sur le terrain du *soft power*, au travers aussi bien de ses Instituts Confucius, d'offres de bourses à de nombreux étudiants africains, ou encore, comme le montre très bien Séverine Arsène, au travers de stratégies de développement des Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour faciliter notamment les échanges avec ses clientèles africaines. Quand elle ne s'offre pas elle-même comme un modèle économique et sociopolitique qui ne semble pas avoir besoin de passer par le stade « démocratique » à l'occidentale pour réussir son développement et qui peut de la sorte conforter les modes de gouvernement autoritaires, tel que celui de l'Éthiopie étudié par Jean-Pierre Cabestan, sévissant dans plusieurs pays du continent.

Mais, nous convainquent Armelle Chopin et Alice Franck, il n'y a pas que la Chine et les autres BRIC (l'Afrique du Sud pouvant s'y ajouter par ses investissements importants dans d'autres pays africains) à rebattre ainsi les cartes des relations internationales africaines et à inscrire davantage le continent dans les processus de globalisation. Des puissances du Proche et du Moyen-Orient, et spécialement les pays du Golfe, au travers des liens étroits que sont susceptibles de créer aussi

bien l'islam que le pétrole, y prennent aussi de plus en plus leur part. En Mauritanie et au Soudan tout particulièrement, ils y investissent ou y projettent des entreprises grandioses destinées à transformer complètement leur capitale respective (ce qui a été baptisé « golfication » ou « dubaïsation ») en y déployant l'accès au grand luxe et au plus enviable des confort, quitte à en faire des mirages bien peu propices à enrayer la pauvreté locale toujours grandissante.

Mais au-delà de tous ces phénomènes qui, pour le meilleur et le pire, font de l'Afrique un continent-monde, mais qui peuvent laisser penser qu'elle est aujourd'hui encore plus convoitée qu'à l'époque des colonisations européennes, il lui faut corriger ses faiblesses ou ses inclinations à la dépendance et, pour cela, ne plus se satisfaire de son éclatement en une multitude de plus ou moins grands États nationaux, héritiers précisément des découpages coloniaux. Engager ou accentuer, comme nous le rappelle Géraud Magrin, des processus d'intégration régionale, que ce soit pour développer les échanges commerciaux et les complémentarités économiques entre pays voisins ou pour permettre de créer des pôles susceptibles de peser sur la scène internationale, telle est la voie qu'elle sait depuis longtemps devoir prendre. L'Afrique de l'Ouest s'y emploie avec quelques succès autour de la CEDEAO, mais l'Afrique autour du lac Tchad, malgré une importante économie informelle transfrontalière et des intérêts pétroliers communs au Cameroun, au Nigeria, au Niger et au Tchad, parvient difficilement à dissiper les pesanteurs de l'histoire coloniale et les particularismes de chacun de ces États.

C'est pourtant dans le renforcement de tout ce qui les lie, y compris la lutte contre Boko Haram, dans la mise en œuvre de projets d'inter-territorialités du type chemin de fer, que cette grande région d'Afrique centrale pourra surmonter ses crises chroniques et peser fortement sur les dynamiques du continent.

YOUTH ON PERILOUS JOURNEYS: IRREGULAR MIGRANTS FROM TƏGRAY, NORTHERN ETHIOPIA, TO THE GULF REGION

Fesseha Berhel
Mekelle University, Mäqälä, Ethiopia

Source : *Annales d'Éthiopie*, vol. 28
(année 2013), 345-361.

Ethiopie
Tegray
Golfe
migrations
migrations irrégulières
passeurs

8-16

Ces dernières années, les migrations irrégulières ont augmenté non seulement dans la région du Tegray, mais aussi dans toute l'Éthiopie. L'émigration massive de la jeunesse a un impact socioéconomique, psychologique et politique négatif. Cela nuit à l'image de l'Éthiopie, et mine les efforts de développement du pays. Les voyages de ces migrants irréguliers sont associés à toutes sortes de risques vitaux, et pourtant leur ampleur a crû énormément ces dernières années ; l'émigration irrégulière se développe alors qu'il existe des moyens légaux de sortir du pays ; la nature du voyage est en train de changer, de la contrebande d'êtres humains au trafic d'êtres humains. Fondé sur des données empiriques recueillies lors d'enquêtes de terrain dans différentes localités du Tegray, cet article analyse les facteurs de migration, les procédés de la migration irrégulière et les acteurs qui y sont engagés, ainsi que les raisons de la migration irrégulière.

In recent years 'mixed migration' has become a characteristic feature of the Horn of Africa¹. To some observers, emigration out of Africa has entered a 'new phase' in which youngsters are becoming increasingly ready to make long and perilous journeys. They take life-threatening risks in the course of their journey². Ethiopia, in this regard is not seem an exception. In the last few years it is becoming common to hear or read stories of individuals dying while trying to illegally cross mainly to the Middle East, Europe and South Africa. What is puzzling is that it is not only the disfranchised, that is, persons in dare socio-economic, psychological and political conditions who emigrate but even those with secure jobs and regular income are involved in irregular migration.

The most perturbing fact about the movement is the readiness of the emigrants to face all sorts of risk including death. In the course of these arduous and indeed hazardous on foot and sea journeys the migrants encounter problems such as malnourishment, dehydration, acute diarrhea, food poisoning, physical violence, robbery, theft, rape, and extortion from smugglers, brokers, soldiers and villagers. The migrants have come across abduction and kidnapping (for ransom and organ trade; for sexual exploitation) by smugglers or traffickers, disability and death (because of suffocation, tiredness, diseases, wild beasts, boat drowning, hunger and thirst, gunshots from police/border guards).

¹ RMMS , 2013: 9; Soucy, 2011: 7-9; RMMS and IMI Oxford, 2012: 6

² de Bruijn, 2007: 119

Some migrants fail to cross to Saudi Arabia-final destination for most of the migrants; some remain stranded in Yemen and are exposed to psychological trauma and fatigue³. Even after reaching Saudi Arabia, they may be exposed to additional problems: they may be captured and detained by authorities and later deported. What is also disquieting is that this is happening in situations where the legal means of migration (through employment agencies) to the Gulf are available. Furthermore what is worrying is that it is transforming into professional 'human trafficking'.



Les montagnes de l'Irob, l'un des districts les plus touchés par le phénomène d'émigration.

© Photo Fesseha Berhe

Why is this irregular migration increasing at an alarming rate despite the perils associated with it? How could this be explained? This paper is aimed at providing explanations to this and other related questions based on empirical data collected from different localities of Təgray. It intends to give an overview of this perplexing and at the same time tormenting scenario. It provides explanations on the underlying causes and perpetuating factors. The paper also discusses why persons are resorting to irregular migration. The processes of the irregular migration and the role of the smugglers is also another focus of this paper.

Irregular migration has become a top national agenda in recent years, as it is not only resulting in adverse socio-economic, psychological and political effects but it is also damaging the image of the country. Some even fear that irregular migration may eventually obstruct the development endeavors of the country (even though de Haas, 2010 and Van Hear 2012 argue otherwise). Even though it is a timely and urgent issue that deserves urgent intervention, but it is not well understood because empirical research done on the issue are negligible.

While there are research reports on 'mixed migration' in the Horn of Africa in the recent years (such as DRC and RMMS, 2012; RMMS and IMI, 2012; Soucy,

2011; RMMS, 2013; and Yitna, 2006), empirical research conducted on local levels remain limited. The research works cited above have the following limitations: (1) they are more of a consultancy report mainly based on information collected from migrants in Yemen or Somalia or Djibouti than empirical research in the source areas, (2) they focus on a limited part of the migration process (on what is happening in Djibouti/Somalia, on the sea journey to Yemen and on the crossing from Yemen to Saudi Arabia) and hazards associated with it, (3) they are short of analyzing local peculiarities (the root causes and motives for migration not only differ from country to country but from province to province), (4) most of them jump into hasty conclusions putting political and economic oppressions and famine and drought as prime causes for emigration. Thus, this paper attempts to address local realities and in a way fills some gaps.

The data for this study were collected mainly through interviews made between February and March 2012 and between March and April 2013 with different sections of the societies in different localities in Təgray. This include 'returned' irregular migrants from the Gulf, people involved in the public transport sector, former 'smugglers', representatives of pertinent government offices including the Təgray Youth and Sports Bureau (TYSB), Təgray Bureau of Labor and Social Affairs, Təgray Police Commission, and officers from Təgray Youth Association, a civic organization functioning in the region. Moreover, two unpublished reports of the TYSB are also used in addition to the data collected through interviews.

³ de Bruijn, 2007: 72-75. There are indications that the migrants are ill-treated in transit areas such as Djibouti. The migrants are 'unwanted', at least by the authorities, as they are seen as source of problems. They are portrayed as cause of crime and other 'social evils'; threat to security and territorial integrity, and ones who pilfer jobs of the locals. Detention, deportation threats, inadequate provision of basic needs, unemployment, discrimination and harassment are some of the harsh circumstances that irregular migrants face. There are indications that xenophobia is also rising in the transit and destination areas including Djibouti.

UNDERSTANDING THE IRREGULAR MIGRANTS

Those who involve in irregular migration are mainly people of rural background and are by and large between the ages of fifteen and thirty five; and in rare cases persons between the ages of thirty five and forty five are also involved. They are essentially landless folks (though peasants having their own plots of land also take part, to a limited extent) and youths who completed high school and who have no chance of continuing their education or have no employment opportunities in the public and private enterprises. Few unemployed graduates from Technical and Vocational Training Centers (TVETs), colleges, and universities also fall in this category. To a limited extent, public servants mainly elementary (and to some extent high school) teachers, 'low level' health professionals, police, development agents (DAs), and *t'abaya*⁴ officials are also affected by this. Indebted individuals not in a position to repay their debt (particularly those who takes credit from Dädäbit Microfinance Institution, the only micro finance institution in the region) and persons who in some ways involved in criminal activities also take part in this irregular migration.

In terms of educational background, the majority do not have formal education and are second cycle (5-8 grades) and high school (9-10 grades) dropouts. Preparatory, TVET and university students and dropouts are also involved in limited extent. In terms of sex, at the outset, it was dominated by males but lately we see females deeply involved in this affair. This is the case because in the source areas, young potential male as migrants are scarce as almost all who fall in this category have already taken part in migration; hence females are taking the stage. The lion's share of those involved in the migration are bachelors seen in terms of marital status. In a limited extent, persons with broken marriages also engage in it. What is interesting here is the youth deliberately 'delay' their marriage as establishing a family is allegedly considered a 'hurdle' to this 'noble cause' that is, migrating to the Gulf.

According to the information collected, the following *wärädas* (hereafter districts) are the major source of the irregular migrants from Təgray: Atsəbi-Wonbärta, Sa'əsi'it Tsa'eda 'Emba, Gulo Mäkäda, 'Irob, Hənṭalo-Wäjjärat, Ahfärom (Əntich'o), Alamaṭa, Hawzén, Kiləttä Awla'əlo (Wuqro), and Ofła. Why these areas? According to my informants and unpublished reports of the TYSB⁵, these districts are the major source of irregular migrants mainly for the reasons detailed below.

⁴ Lowest administration unit in rural Təgray

⁵ TYSB, 2004; TYSB, 2005

For centuries, Təgray has been source for migrations⁶. Eritrea (especially after its colonization by Italy) was the major destination to these migrants. Particularly persons from the former 'Adwa, 'Agamä and Kiləttä Awla'əlo provinces⁷ were migrating to Eritrea to engage in the informal labor market. With time a 'culture of migration' has been developed in these provinces⁸. We also see a similar culture developing in southern Təgray (another major source of irregular migrants today) mainly in the last two-three decades. Closely related to the 'culture of migration' is the geographical factor. The fact that most of the districts are found in the border areas close to Eritrea and the 'Afar region have made them to be familiar with transnational migrations, contraband trade and other smuggling activities, including human smuggling.

Villages and towns of the former 'Adwa, 'Agamä and Kiləttä Awla'əlo provinces used to be economically tied to Eritrea. Due to the 1998-2000 Ethio-Eritrea border war and the existing stalemate between the two countries, the socio-economic conditions of the border are dormant. The war resulted in destruction and post traumatic stress among the residents of the border areas⁹. The 'no peace no war' condition, the presence of large military personnel, the interruption of cross-border trade, the relatively low flow of investments from both the federal and regional governments and entrepreneurs have halted normal socio-economic activities of the border residents.

The 2001/02 Ethiopian Agricultural Sample Enumeration (EASE) and the 2007 Population and Housing Census of Ethiopia show that the aforementioned districts' land-holding size is much lesser than the regional average. On top of that these districts (except Alamaṭa, Hawzén and Kiləttä Awla'əlo) have one of the highest population densities and one of the lowest land-holdings sizes per hectare as compared with other districts in the region¹⁰. In addition, in comparison to the other parts of Təgray, rural unemployment rate in these districts (except in Kiləttä Awla'əlo, Gulo Mäkäda and Hənṭalo-Wäjjärat) is higher than the regional average¹¹.

⁶ For more information on this see Smidt, 2010.

⁷ Except for Hənṭalo-Wäjjärat Alamaṭa and Ofła, the remaining districts stated above were under these three former provinces

⁸ The fact that between 2000 and 2005, around 110,000 Ethiopians (more than 75% are originally from Təgray) had returned to Ethiopia following the Ethio-Eritrea border conflict illustrate the above point. Even though in a limited extent, persons from these areas were also migrating to the Middle East.

⁹ For detail discussion on the effects of the border war on the border areas in the Ethiopian side refer Bahailu, 2009 and MOFED, 2009.

¹⁰ ESA, 1994 E.C.; ESA, 2007.

¹¹ For detail statistical data on this issue refer the 2007 population and Housing Census of Ethiopia.

DRIVERS OF MIGRATION

According to my informants and some reports¹², irregular migration in Təgray is the result of a host of interrelated social, economic, structural administrative problem, and psychological factors. The main factors identified so far are:

Assorted land problems are one of the root causes for migration. Land scarcity is a major problem in rural Təgray as a whole and particularly in the source areas. The last time that land has been redistributed in large scale in the region was in the late 1980s by the TPLF during the armed struggle¹³. As a result, the vast majority of the youth has no access to land. Inheritance and resettlement to the sparsely populated areas of the region and borrowing are major means of acquiring land. On top of that, the source areas have a high population density, highly degraded natural resource base, low per capita food production and are also prone to drought.

The rural unemployment rate of the districts identified as major areas of origin of the migrants is relatively higher by the region's standard. In most cases, those who finished technical and vocational training and tertiary level education have no access to employment, let alone those who have completed high school. Landlessness deter the youth from engaging in agricultural activities. According to my informants (including government officials) poverty also seems a driver factor. A recent study has shown that 84 % of the population of Təgray is unable to sustain itself¹⁴. This point seems in complete contradiction with the contention of de Haas (2010) and van Hear (2012) who argue that the poorest of the poor do not migrate.

Some of my informants underlined the fact that maladministration mainly related to land redistribution, getting aid, including participation in the 'Safety Net' packages and in relation to securing and settling of credits taken from Dädäbit Micro Finance Institution are forcing some persons to emigrate. Indebtedness is also identified as another driver (though less significant) of migration. There are stories about people who have migrated because of the failure to repay the loan taken from Dädäbit Microfinance Institution mainly to buy fertilizer and/or selected seeds from the government (there are indications that these purchases of fertilizers and or selected seeds are made more or less 'forcefully' and the loans carried high interest rates).

According to my informants, family breakup is one motivating factor for migration. When marriages crumble, divorced women (though rare it also happens to divorced men) instantly decide to migrate to the Gulf region. The reasons could be avoidance of societal rejection and/or the urge to economically support themselves and family members. For divorced women, the chance of remarrying is low. Divorced women may also want to show to their former husband they can be self-sufficient. Whatever the case may be, once divorce occurred significant number of divorced women leave their children to their parents and resort to migration.

Peer and family pressures are one basic cause for the people to resort to migration. Relatives of those who went to the Arab countries through illegal means persuade youngsters to follow suit. Parents also pressurize their children through different means to go to the Gulf countries even illegally. In some localities, those who hesitate to migrate to the Gulf are seen as being 'less of a man', according to my informants. The 'success stories' of those who have been working abroad and who have been able to buy a minibus or ISUZU or build houses in one of the major towns in Təgray entice others to do likewise. The relatively high living standards of those with migration experience earn them 'high class' status in the society. The agitation of the youth by those with migration experience in the Gulf is another factor associated with this 'success stories' of migrants¹⁵.

The 'culture of migration' mentioned earlier is another root cause for migration. Cyclical migration has become a long established feature in these areas that is, to the residents of these areas, migration was/is one of the adaptive strategies. This coupled with the migrants' network established between the potential migrants and migrants from these areas is making youngsters to resort to irregular migration. Most persons who are irregularly migrating have connections with individuals living in the destination areas. This network is highly related to the culture of migration established in most of the origin areas as King (2012) puts it: "migrant networks tend to have a multiplier effect and to perpetuate migration."¹⁶ The potential migrants have information about the journey, the kinds of job they will get, and the smuggling processes. They may get financial assistance from a migrant in the Gulf area. In short the migrants' network facilitates migration by reducing the potential risks to the migrants and by providing financial and psychological support systems. This observation goes hand in

¹² TYSB, 2004; TYSB, 2005

¹³ Mitiku Haile et al., 2005: 10

¹⁴ Tsegay Gebrehiwot, 2009:4-5. I feel that the figure may not accurately show the poverty level in the region as there is some improvement in recent years.

¹⁵ Yitna, 2006: 7-8 has made similar observations. The youths in the rural areas only see the 'success stories' of the few by not taking into consideration the dare fate of the majority who resort to irregular migration.

¹⁶ King, 2012: 22



© Photo Fasseha Berhe

Vue partielle du bourg d'Atsbi, capitale du district d'Atsbi-Womberta, l'une des sources majeures de migrants irréguliers.

hand with what Bijak (2006: 7) and King (2012: 22) have concluded regarding the function of migration networks.

The spread of information and communication facilities (particularly public transport and cell phones) to rural areas of Təgray is also encouraging persons to migrate. Thanks to these services, smugglers can now easily penetrate areas previously seen as inaccessible. Potential migrants are getting information from different sources through their social networks through the help of cell phones. Once they have decided to migrate they reach with relative ease the major towns by bus and establish contacts with smugglers through cell phones.

Low awareness is another cause for migration. The youth, their families and, by and large, some members of the society pay less attention to the danger associated with irregular migration. The delicate psychological makeup of the youth is another driver of migration. The majority of the youth 'loathe' their current condition and long to change it by any means necessary; even they are ready to risk their lives to escape from, according to them, their 'undesirable life'. Another manifestation of the delicate

psychology of the youth is the fact that significant numbers of the youth seem less ready to earn livings by engaging in demanding and low-paying occupations. The trend of the day, on the side of the youth, is to get economically well-off circuitously and instantaneously.

The erosion of the existing strong social relations and weak youth-adult communication, particularly between children and parents are also becoming cause for migration. Parents (and the society at large) do not know what is going on in the minds of their children. The fact that young adults influenced by the 'success stories' and because of the work of smugglers are unilaterally making decisions to migrate without the knowledge of their parents, substantiate this point. It goes with the idea of neoclassical microeconomic theory but contravene the idea of the new economic theory of migration which argues that migration decisions are made at household level rather than individually. The works of the smugglers is another factor in convincing persons to resort to undocumented migration.

The pull factor, that is, the existence of abundant capital and high demand for labor (with better salary) in the Gulf region is also another cause for migration. Along de Haas (2010) and Van Hear (2012), I argue that the economic development that Ethiopia is undertaking, in recent years, seems to serve as another driver of migration. Even if I conclude later that a combination of approaches explain the scenario, I argue along de Haas (2010) and van Hear (2012) that the recent increase in migration in general and irregular migration in particular could also be explained by the recent economic development seen in the country.

Development is serving as one driving force of migration. Even though it is paradoxical more persons are migrating with relatively better economic growth in the country. This, according to Van Hear, is because "...the poorest often cannot migrate since resources are needed to do so, especially for international migration...".¹⁷ He furthermore argues that development "...can stimulate more migration by giving people the resources to move...".¹⁸ Thus until the stage comes when persons see migration undesirable it seems that migration will continue. Therefore, instead of trying to 'stop the unstoppable'; a mechanism should be set in order to make the migration safe to the migrants. Furthermore, there should be realistic policy directions that would benefit all: the migrants, their family and the country and the destination areas as well.

WHY DO PEOPLE RESORT TO ILLEGAL MIGRATION?

The important question here is if the potential migrants decide to migrate, then why do not they choose the regular way? The following excerpt gives some answer to this question:

“ A relevant, and unexplained question surrounding continued Ethiopian irregular migration is that despite the severe risks, the numerous deaths, rapes and other disastrous outcomes, the demand to migrate is still high. The initial presumption might be that conditions in Ethiopia are sufficiently dire for people to try their luck, despite the dangers they must hear about from those who return – or, indeed, the untold stories of those who never return. But there may also be other factors that keep demand high, including the convincing propaganda of the smugglers and their agents, the fact that some migrants do eventually succeed or that many see the

hardships and suffering of the journey as a necessary 'rite of passage' to reach their dream. Additionally, the worst of the stories of the journey may never reach the community of origin for various reasons, and if they do are simply not believed¹⁹.

Another research result also strengthens the above argument: “[t]he hardship that migrants experience, fails to deter others from going. The causes of migration, as well as the high financial expectations of relatives and the fact that additional debts may have been taken on to enable the trip, are omnipresent and tend to eclipse all other concerns”²⁰. In my findings the reasons go beyond the above explanations. A range of additional factors work together in an inextricable manner to make persons resort to irregular migration; the major factors being:

Being 'unfit' to the labor demand in the Gulf region is one of the factors that made persons to resort to irregular migration. Regular migration to the Middle East is mainly for females (who are mainly unskilled and with low levels of formal education) who work in domestic services. It seems less attractive for males because the labor force demand is mainly for vocational jobs such as plumbing, driving, electricity, and construction. But most of those who wish to migrate lack the required skills and experience. Related to this, the work opportunity after arrival in the Gulf countries differs based on the nature of migration. Those who go through regular means are required to work in legal jobs with relatively unattractive payment (compared to the income they may get when engaged in the informal economy) which is against the interest of the youth. In other words, migrating through legal means may not quench their thirst for becoming rich instantly; and thus most prefer the irregular means. Most of those who end up in Saudi Arabia and in other Gulf states through irregular means mainly engage in the informal economy such as smuggling alcohol and drugs²¹; thus they get 'rich' quickly, though it has its own risks (they may get caught, end up in prison or deported and in the worst case scenario, they may face death).

The regular migration has the requirement of medical qualifications. Those who do not meet the medical requirements and/or those who do not want to go through the medical checkup for personal reasons thus chose the illicit path. Moreover, regular migration is for the majority of the migrants from the rural areas a costly

¹⁷ Van Hear, 2012: 7

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ RMMS, 2012: 21

²⁰ Monsutti, 2006: 30

²¹ This is in great contrast to the observation of Yitna (2006: 7) who stated that most men end up as "shepherds".

and time consuming venture. It requires huge money (in most cases between 40 and 70 thousand birr) compared to the irregular migration which on average only requires between 3 and 6 thousand Birr. They have also extra financial burden such as the costs of travel, boarding and lodging in Addis Ababa. The process of regular migration (medical checkup, getting visa, passport, and invitation letter from employer and an employment agency in the Gulf) takes longer time.

Besides, some lack the knowledge regarding the process and requirements in relation to the possibility of migrating to the Gulf region legally. Consequently, they easily become 'prey' to the smugglers. Smugglers play a crucial role in enticing individuals resort to the irregular migration. The primary tool of the smugglers is deception. The information that smugglers provide to would-be emigrants tend to be distorted, exaggerated and misleading. Smugglers not only tell stories of fortunes to be made in the Gulf, but also mislead persons regarding the legal migration.

Irregular migration is done in groups (mainly with persons who know each other closely) and with well experienced individuals. They support each other in the long and hazardous journey. This coupled with the existing migrants' network are additional factors that make individuals resort to irregular migration. According to my informants, deportation is another factor. A deportee from the Gulf countries has to wait five years and plus to once again start a legal process to migrate to Gulf region, for instance. Thus as most of the youth lack the patience to wait for five years, they, therefore, engage in illegal migration.

THE SMUGGLING INDUSTRY

According to the data collected, the smugglers are mainly local Təgrayans and in some cases 'Afar' who frequent Mäqälä city. According to the reports²², there are known or suspected smugglers or, to use the term of the bureau, *dälälti* (literally means brokers) in 'Adigrat, Atsbi, 'Edaga Hamus, 'Agula', Alamata, Irob and Gulo Maḳāda areas and are connected with the smuggling networks in Kombolcha, Dásé and Logəya towns. My informants told me similar stories but with slightest different version. To them, the 'owners' (it is the name given to the chief smugglers) mainly operate in the Addis Ababa- Djibouti or in Logəya-Djibouti roads. The recruitment and then the smuggling processes from the villages to Mäqälä or Addis Ababa are done by agents who are mainly friends, relatives, and wives of the 'owners', and brokers.

The smugglers or agents of the smugglers, such as friends, relatives or wives of smugglers deceptively incite the youngsters to make the uncharted journey. In some cases, the youths are introduced to the smugglers through friends, neighbors and relatives. Through them the migrants are made to finalize their preparations²³. The smugglers often redeploy the recruits to engage in additional recruiting of young people in their localities. In other words, there is a well-organized 'invisible hand' managing and profiting from the smuggling industry. In some cases, we see the involvement of public officials such as *qäbällä*²⁴ administrators and policemen in the smuggling processes. According to some informants, the smugglers produce 'Afar *qäbällä* ID cards, if needed, to the migrants by bribing *qäbällä* officials.

Once the recruitment process is finalized in the villages, the migrants are told to go to the nearby district towns using the available transportation, the migrants are supposed to move to Mäqälä or to Dásé or Addis Ababa individually. They are required to stay in hotels or pensions prearranged by the smugglers in the major cities. The smugglers arrange the mode of transportation that could take them to their next destination. Or the migrants are told to use the public transportation. Moreover, they are fed with false course of events to recite to police or authorities. The migrant 'clients' are often sheltered in the houses prepared by the smuggler and await their next movement. Then they continue the journey both by transportation and on-foot until they reach Djibouti. In all these process the 'owner' is 'invisible' for he doesn't make any contacts in person with the migrants. Starting from recruitment until the migrants reach Djibouti, the smugglers make contacts and pass instructions by mobile phone²⁵ or through their agents.

In the source areas in Təgray, the activities of the smugglers are evident to everyone. Hitherto the measures taken to curb the activities of the smugglers are trifling. This could mean three things: (1) it may possibly indicate lack of government's ability to control the existing robust smuggling networks which connect the source areas with Djibouti and even with Yemen and Saudi Arabia; (2) it could be a sign of the involvement of officials particularly the police in the smuggling industry; and (3) it may perhaps show the position of the government that impeding the activities of the smugglers alone may not bring the necessary result.

²³ The migrants are told to prepare *tihini* (local drink prepared from sorghum flour, sugar and water), short pants, *kongo* (sandal made of rubber), *jänin/biraka* (a container that could hold up to three liters of liquid), and recently ORS to help them resist the dehydration they face in the 'Afar desert.

²⁴ The smallest administrative unit in urban areas in Ethiopia

²⁵ Informants told me that the smugglers use five to six different SIM cards. They change or discard SIM cards after a while to avoid detection by the police.

²² TYSB, 2004; TYSB, 2005



Le lac Hashenge, terrain d'enquête de l'auteur.

The existence of dynamic and complicated smuggling networks is one factor which is making irregular migration rampant, convoluted, and extremely risky. Consequently, flouting the networks in a systematic and integrated manner seems a must to tackle the problem. Nevertheless this may have its own risk: “It is suggested that combating smuggling by stopping smugglers will not necessary reduce irregular migration. Rather, it makes it more clandestine and thus more costly because it becomes riskier, for both smugglers and their passengers alike”²⁶. Thus, “... [it] can lead to further victimization of the people who they [the smugglers] are smuggling”²⁷.

CONCLUSION

The review made on the dominant migration theories, ranging from the conventional push and pull approach to the recent one like the transnational social

spaces theory²⁸, has shown that some approaches are relatively close while others are fairly distant in explaining the realities on the ground in relation to irregular migration in Təgray/Ethiopia. In other words, no single approach or theory is able to capture the complex local realities in this regard.

The magnitude of irregular migration in Ethiopia (for that matter in Təgray—my study area) has been increasing enormously despite the hardships associated it. The reasons for this are not as simple as some works (for example Fransen & Kuschminder, 2009: 9-12 and Soucy, 2011) and the international organizations such as the UNHCR and IOM try to put it: lack of economic and livelihood opportunities, poverty, famine, drought, conflict, and political oppression. I argue that the causes for irregular migration are diverse and multifaceted; they range from social to economic to psychological to structural administrative problem. Thus, the measures to be taken in order to tackle the problem should be

²⁶ Jureidini, 2006: 7

²⁷ *Ibid.*

²⁸ As discussed in Bijak, 2006; Hagen-Zanker, 2008; King, 2012; and de Haas, 2008

comprehensive ones that consider this complex reality. But it seems that this is not the case.

Even though too early to conclude but my casual assessment shows that the interventions being made by the government and others seem short of solving or at least minimizing the problem mainly because they start from the erroneous premise that the driving causes are evident (the 'propaganda' of smugglers, unemployment, poverty, landlessness being the main causes) though the facts in the ground show that the factors are more complex. In other words, there is a misconception on the nature of the problem among those who are undertaking the interventions. Moreover, the international organizations and governments in the region seem to see migration as "anomaly or trauma". Consequently, their interventions seem to base on the premise that solutions come when people impede moving. In short, the approaches of the government and even the international organizations seem not to correspond with the complex nature of irregular migration in the region. Thus, they should introduce a new approach that takes into consideration local realities and the complex nature of the migration instead of imposing predetermined frameworks.

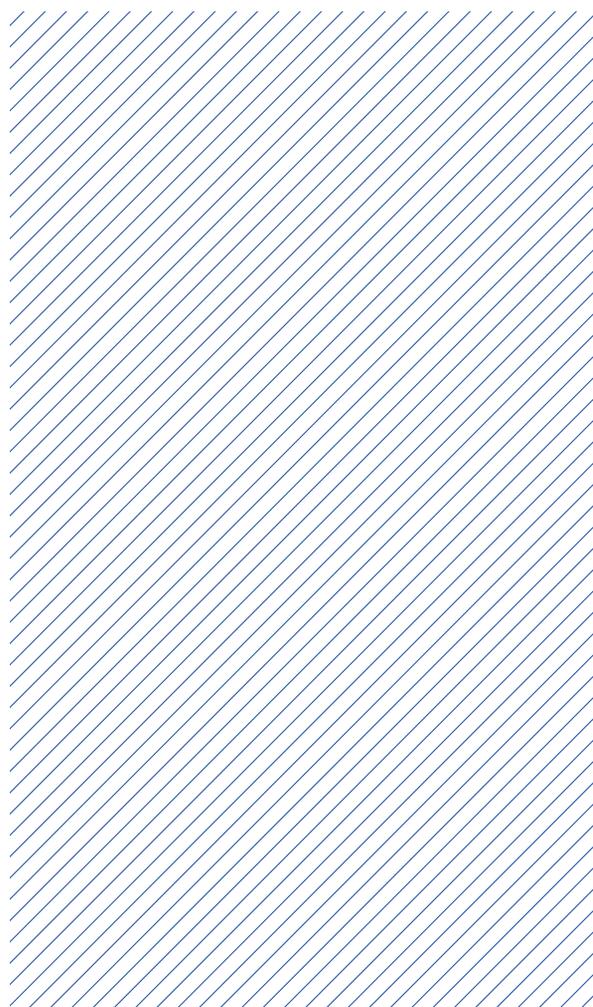
ACKNOWLEDGMENTS

The author extend his sincere gratitude to Jean-François Breton (PhD), director of CFEE for his overall support and encouragement. His sincere gratitude also goes to the French Institute, Djibouti and Mekelle University for making him participate in the International Colloquium in Migration in the Horn of Africa held in Djibouti on 24-25 April 2012. He would like to thank Ayele Bekerie (PhD) and Wolbert Smidt (PhD) for reading the text and commenting on it and the anonymous reviewers for their critical suggestions. He also thank his informants for their genuine information and assistance.

THE AUTHOR

Fesseha Berhe est professeur assistant au Département d'histoire et de patrimoine de l'Université de Mekelle. Il est titulaire d'un master en anthropologie sociale de l'Université d'Addis-Abeba (2008) et d'une licence d'histoire de l'Université d'Haramaya (2003). Ces dernières années, Fesseha Berhe s'est effectué des recherches en ethno-histoire et sur les traditions orales dans le nord de l'Éthiopie et plus particulièrement dans la région du Tegray. Il s'est notamment intéressé aux migrations internationales et aux déplacements de population internes à la région. Il a présenté ses recherches dans le cadre de différentes conférences, nationales ou

internationales, et notamment la conférence « Esclavage en Afrique : histoire, héritages et actualités », organisée à Nairobi les 27, 28 et 29 octobre 2014. Il a publié ses travaux dans différentes revues internationales. Fesseha Berhe est un chercheur associé au Centre français des études éthiopiennes, dans le cadre du programme de recherche « Migrations dans/à partir de la Corne de l'Afrique » dont il est l'un des principaux animateurs.



CFEE

Fesseha Berhe
*Youths on Perilous Journeys:
 Irregular Migrants from T gray,
 Northern Ethiopia, to the Gulf Region*

SOURCE : ANNALES D'ÉTHIOPIE,
 VOL. 28 (ANNÉE 2013), P. 345-361.

www.ifre.fr/c/50077

ITINÉRAIRES D'UNE COMMERÇANTE ANGOLAISE DANS LA MONDIALISATION

Léa Barreau
Doctorante LAM Sciences Po Bordeaux
Bourse de terrain IFAS en 2014

Source : *Lesedi #18, Lettre d'information
de l'IFAS Recherche*, mars 2015, 5-12.

mondialisation
femmes
commerce
Angola
mobilités
cartographie

POUR UNE COMPRÉHENSION « PAR LE BAS » DE LA MONDIALISATION

Les échanges commerciaux entre l'Afrique et les pays dits « émergents » font l'objet d'une attention croissante dans les sciences sociales. Ces études s'intéressent généralement aux impacts économiques et politiques de ces flux au sein d'accords régionaux ou bilatéraux. Cette façon de regarder la mondialisation par le « haut », prend surtout en compte la participation des agents institutionnels publics ou privés que sont les États et les firmes multinationales. Limitée sur beaucoup d'aspects, cette perspective occulte par exemple la participation de petits entrepreneurs migrants qui contribuent, avec des sommes capitales plus ou moins conséquentes, à la multiplicité des transactions entre pays du Sud. Au contraire, l'approche

de la mondialisation par « le bas » a pour point de départ une observation de « l'intérieur », au plus proche des réseaux tentaculaires et transnationaux du commerce informel (Portes 1996, Tarrius 2002). Cette approche s'intéresse donc aux hommes et aux femmes qui agissent à l'ombre du contrôle économique, fiscal et politique de l'État (Mathews and all 2012, Kernén & Mohammad 2014). En suivant les réseaux, les individus ou même les objets de la mondialisation « par le bas » sur plusieurs sites à la fois, ces méthodes d'enquêtes parviennent à donner un visage humain aux nombreux réseaux invisibles du système monde (Marcus 1995). La mise en lumière de ces parcours de vie engage à mettre en relief la capacité de réaction des acteurs et actrices du continent africain généralement considérés comme subordonnés (Bayart 1981). En effet, une littérature de plus en plus riche s'intéresse aux mouvements de ces petit(e)s commerçant(e)s

africain(e)s qui chamboulent notre perception de l'insertion de l'Afrique dans les mouvements capitalistes mondiaux (Lan & Xiao 2014).

Conformément à ces critères de recherche, notre enquête a pour ambition de d'accompagner plusieurs commerçantes africaines dans leur mobilité internationale grâce à une observation multisites entre le Brésil, l'Angola et la Chine¹. Elle s'inscrit dans une nouvelle tradition de recherches sur le genre et la mondialisation, qui valorise l'importance du rôle des femmes du Sud dans l'économie mondiale (Falquet *et al.* 2010). Dans notre cas, nous nous concentrons sur l'implication des femmes africaines dans le secteur de la confection qui fait l'objet d'un nombre croissant

¹ Ces enquêtes de terrain ont été financées par le Réseau français d'études brésiliennes (REFEB) pour le travail d'observation de trois mois à São Paulo de mai à juillet 2013. Pour le terrain angolais, l'enquête de trois mois à Luanda de juin à août 2014, a été financée par l'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS). L'enquête en Chine est en cours de préparation, elle aura lieu de juin à août 2015 à Canton. Nous remercions ces deux institutions pour leurs soutiens financiers sans lesquels nous ne pourrions pas réaliser cette enquête ambitieuse.

d'études empiriques (Bredeloup 2012, Diallo 2014). La contribution de cet article consistera à retracer l'itinéraire d'une commerçante angolaise dans la mondialisation en montrant les défis propres au fait d'être une femme et d'exercer une activité précaire. Dans cet article, nous nous focaliserons sur la présentation du parcours de vie de Linda², commerçante angolaise à l'échelle mondiale et revendeuse à l'échelle locale sur un marché de l'habillement à Luanda. À travers un travail expérimental sur la cartographie, nous proposons une réflexion sur l'internationalisation d'une trajectoire professionnelle, dans l'espoir de dévoiler les rapports de pouvoir sous-jacents à ce type de pratiques féminines.

En Angola, les femmes entrepreneuses sont depuis 2002 de plus en plus nombreuses à se diriger vers les pays dits « émergents » à la recherche de produits bon marché. Appelées Muambeira³ en Angola, elles achètent des vêtements, des accessoires de modes ou des chaussures directement en Chine, au Brésil, à Dubaï ou en Afrique du Sud. Ces produits sont ensuite revendus en gros ou au détail avec une marge plus ou moins grande en fonction de la qualité. Sur le

marché de la Thaïlande⁴, nom informel donné à un marché de l'habillement de Luanda, 95 % des vendeurs sont des femmes. Toutes n'ont pas les mêmes capacités d'investissements mais la grande majorité effectue, en dehors des périodes de vente, des séjours à l'étranger pour s'approvisionner sur les marchés internationaux. À coups de containers, de valises ou de baluchons, ces « femmes navettes »⁵ participent à la « mondialisation par le bas » du continent africain. La régularité de leurs voyages varient aussi, les plus fortunées feront des allers-retours Luanda-Canton une fois par mois, d'autres, moins chanceuses, attendent plusieurs mois pour écouler leur stock et réunir assez de fonds pour les voyages. Les trajectoires de ces commerçantes ne sont pas toutes des histoires de succès comme les fameuses Nanas Benz⁶ du Togo dont nous parle très bien Nina Sylvanus (2007). Ce sont des histoires de lutte au quotidien dans le cadre d'une

⁴ Traduction française de « Mercado da Tailandia », nom informel donné au Mercado Afrocampo fondé par un entrepreneur privé angolais en 2011. La construction de ces zones commerciales à ciel ouvert fait suite à une orientation politique du gouvernement angolais visant à formaliser la vente ambulante en réduisant le commerce de rue. La mesure la plus parlante de cette politique est la destruction du gigantesque marché du Roque Santeiro en 2010, marché dont l'histoire est intimement liée au lancement de beaucoup de carrières des commerçant(e)s à l'échelle internationale. Pour plus d'informations sur le marché voir : Lopes Carlos, *Roque Santeiro : entre a ficção e a realidade*, Príncipe, 2007.

⁵ Expression tirée du texte de Sylvie Bredeloup, « Mobilités spatiales des commerçantes africaines : une voie vers l'émancipation ? », *Autrepart*, vol. 61 / 2, avril 2012, p. 23-39.

⁶ Les Nanas Benz, célèbres commerçantes d'Afrique de l'Ouest sont connues pour avoir fait fortune dans la vente de pagnes ou Wax en provenance de Hollande il y a une quarantaine d'années. Aujourd'hui, ce sont leurs filles qui reprennent le négoce en achetant des tissus d'imitation en Chine. Voir l'article de Nina Sylvanus, « L'habileté entrepreneuriale des Nana Benz du Togo », *Africultures*, 20.02.2007.

économie du « poor to poor »⁷ où les risques sont nombreux et les revenus incertains. Cette activité semble d'autant plus contraignante pour les femmes qui doivent concilier l'organisation de la vie famille, les voyages à l'international et la concurrence de la vente sur le marché. On peut alors se demander pourquoi, malgré les contraintes qui semblent barrer la route à leur mobilité, les femmes sont plus nombreuses à pratiquer le commerce international dans le secteur de la confection ?

RÉCIT DE L'INTERNATIONALISATION D'UNE COMMERÇANTE DE LUANDA

Linda ouvre l'emballage de feutres colorés. Elle choisit le rouge car c'est l'une de ses couleurs favorites, elle porte d'ailleurs un T-shirt du même ton. La carte du monde⁸ est éclairée par une ampoule qui trône au-dessus de la table, le blanc du papier rayonne, le reste de la pièce est dans l'obscurité. Linda approche son feutre du continent africain, survolant les pays, hésitante. « Moi je vais au Brésil... Ah, voilà, je crois que c'est là le Brésil ». Elle inonde la Côte d'Ivoire d'un rouge foncé sous les regards admiratifs de ces deux petites filles en pyjama.

⁷ Le concept du « poor to poor » (du pauvre au pauvre) ne fait pas encore l'objet d'une théorisation solide. Nous l'avons utilisé pour reprendre l'expression de notre enquêtée qui qualifie son commerce d'un « négoce pour les pauvres » (traduction du portugais « o meu negocio para os pobres », entretien du 11 juin 2014). Lamia Missaoui (2014) dans son article sur les trans migrants définit le poor to poor comme « une puissante mobilisation internationale de la force de travail de populations pauvres : le poor to poor », ou l'entre pauvres, se déploie mondialement avec comme arrière-fond les grandes firmes multinationales ».

⁸ L'enquête a été réalisée auprès de plusieurs commerçantes angolaises pendant notre séjour de trois mois, de juin à août 2014, à Luanda en Angola. Les extraits d'entretiens présentés dans cet article datent du 11 juin 2014.



Baie de Luanda, Angola

Angolaise de trente-quatre ans, Linda a commencé à voyager à l'âge de vingt-quatre ans. À l'époque, un voisin de son quartier lui lance l'idée : « porquê não fazes Brasil ? », expression angolaise ayant pour signification littérale « faire le Brésil », c'est-à-dire prendre la route du commerce d'importations de produits brésiliens (à l'époque à Rio ou à São Paulo). Cette route vers le Brésil correspond, d'un point de vue historique, aux flux migratoires de la période de conflit armé en Angola. Les premières vagues migratoires se situent au début des années 1975 (à la période du *Governo de transição*), et s'intensifient dans un second temps dans les années 1990 au moment de l'intensification du conflit au lendemain des élections de 1992 (Tourinho Baptista 2009).

Le premier départ de Linda, quelques mois à peine après les accords de paix de 2002, correspond à la troisième vague de migration et à l'ouverture économique du pays. Grâce au soutien de son frère qui lui propose une petite avance, elle parvient à réunir suffisamment de fonds pour partir. Tombée accidentellement enceinte à l'âge de dix-sept ans, sans emploi et son jeune mari au chômage, le commerce à l'échelle internationale est donc une solution de survie. « Avant je bricolais, je vendais des trucs dans la rue mais ce n'était pas un vrai travail ». Les difficultés économiques de sa famille ne permettent pas à

Linda de poursuivre ses études qu'elle interrompt à la fin de sa troisième année de collège.

Élément déclencheur de l'entretien, la carte du monde vierge sur laquelle Linda dessine ses trajets dénoue la parole malgré ses difficultés à se représenter « son » monde sous cette forme. Elle délimite tout d'abord ses trajets en Afrique et en Amérique Latine, puis ceux vers l'Asie. Cet ordre chronologique respecte l'évolution de sa carrière internationale. Elle a d'abord débuté par l'achat de vêtements et de chaussures en Namibie, puis en Afrique du Sud et au Brésil. Même si elle ne parle pas anglais, Linda n'a pas vraiment de problème pour communiquer, il lui suffit de montrer les produits et de dire « *how much?* ». Comme ses collègues du marché, Linda a développé un ensemble de compétences acquises par l'expérience qui lui permettent d'adapter ses trajets aux évolutions du commerce international et à la demande locale.

Pour délinéer ses trajets en Asie, Linda choisit une autre couleur. « Maintenant, l'Asie c'est compliqué », dit-elle en cherchant la Chine sur la carte. Après quelques instants, elle colorie la Mongolie d'un vert bouteille et choisit du bleu turquoise pour marquer les circuits aériens. Pour se rendre en Asie, elle prend la compagnie éthiopienne Ethiopian Airlines qui est la plus économique, les escales à Addis Abeba sont donc

fréquentes. Comme pour beaucoup d'autres commerçant(e)s angolaises en Chine, la ville d'achalandage est Guangzhou (Bertoncello et Bredeloup 2007, Bodomo 2012, Diallo 2014). Linda ne sait pas écrire ni épeler le nom de la ville, elle ne parle pas non plus le chinois mais cela ne lui pose pas de problème, elle dit se « débrouiller » avec une calculatrice. Elle utilise aussi un langage corporel pour faire baisser ou montrer les prix en faisant des signes avec les mains.

L'évolution des trajectoires de ces Muambeiras qui peuplent le Marché de la Thaïlande, nous informe précisément sur les mouvements économiques de ces échanges Sud-Sud dont ces petites entrepreneuses sont le reflet. Comme elles, Linda avait débuté en Thaïlande il y a cinq ans et en Chine depuis deux. Son premier voyage en Chine n'a pas été facile, notamment à cause du racisme, lamente-elle. « Avant ils (les Chinois) pensaient que nous étions des singes mais maintenant c'est un peu différent, il y a beaucoup d'Africains là-bas. Les Chinois ne sont pas un peuple très « bon », les Thaïlandais et les Brésiliens sont « meilleurs » que les chinois. Le Chinois est plus raciste et il ne s'intéresse qu'à l'argent. Ce n'est pas une personne sincère, il peut te dire qu'il te vend une chose mais en fait il t'en vend une autre. » Linda a déjà de mauvaises expériences avec ses marchandises achetées en Chine, elle voit aussi beaucoup de ses collègues se plaindre à l'arrivée de la marchandise.

La carte pratiquement complétée, Linda reste muette pendant quelques temps comme si elle prenait conscience de l'ampleur de ses trajets dans l'espace monde. L'écart entre la perception de sa trajectoire professionnelle et la transfiguration de sa mobilité sur la carte du monde montre

clairement une dévalorisation de soi. L'étendue et l'audace de son parcours, révélées sur le papier, n'est pas évidente pour Linda, ni même pour son entourage.

LE « POOR TO POOR » : ORIGINES ET EXPANSION D'UN COMMERCE INTERNATIONAL POUR LES PAUVRES

Comme beaucoup d'autres commerçantes angolaises, les trajectoires de Linda témoignent des nouveaux rapports Sud-Sud dont le moteur est à la fois culturel et économique. En effet, Linda explique que pour choisir ses produits, et donc ses destinations, elle s'inspire des séries télévisées brésiliennes et mexicaines. Ses clients veulent s'habiller comme les actrices de leurs séries préférées diffusées sur la ZAP (chaîne angolaise exclusivement consacrée aux séries télévisées). La mode évolue vite, les destinations d'hier ne sont pas celles de demain. Le Brésil, qui était depuis une quinzaine d'années l'un des pôles les plus attractifs dans le secteur de la mode, commence à décliner⁹. Peu nombreuses à l'époque, les commerçantes angolaises qui se rendaient au Brésil et revendaient leurs produits sur le marché du Roque Santeiro pouvaient réaliser des bénéfices considérables ; Linda explique qu'un Jeans pouvait être revendu jusqu'à soixante (60) dollars pièce. « Aujourd'hui, la situation est différente, la concurrence est très grande », dit-elle. Le constat d'une décadence du

secteur du textile se retrouve dans d'autres contextes africains, comme en témoigne un commerçant camerounais qui explique que les marges dans le domaine de la chaussure et de l'habillement sont passées de 60 % à 20 % (Kernen & Mohammad, 2014 : 115).

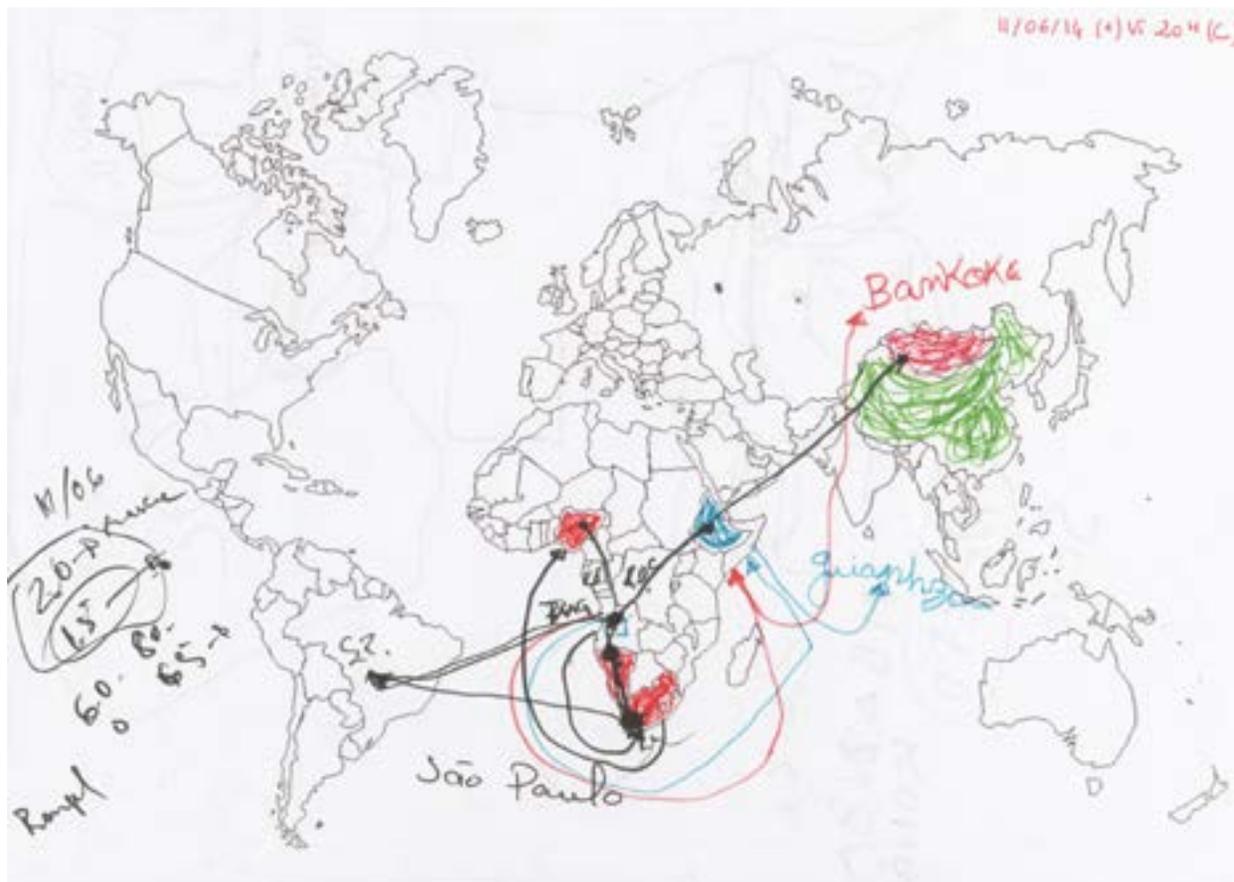
On constate également une grande hétérogénéité des parcours professionnels chez les commerçantes angolaises qui se rendent toutes dans le même quartier au Brésil (le quartier du Brás), choisissent des produits semblables (vêtements bon marché et chaussures en plastique de marque Havaianas) voire dans les mêmes hôtels (l'hôtel Gonzaga, l'hôtel Vitoria, l'hôtel 21 à São Paulo) (Santil 2003). Ce mimétisme fonctionne comme un réseau d'apprentissage et d'interconnaissances mais il augmente la probabilité d'échecs de la carrière puisque ces dernières éprouvent des difficultés à différencier leurs offres sur le marché. Ce phénomène s'observe aisément sur le Marché de la Thaïlande à Luanda où les produits proposés sont tous semblables, on trouvera par exemple une quantité innombrables de vêtements de couleurs fluos ou en motifs panthères à la coupe identique. Il serait par ailleurs intéressant de s'intéresser aux logiques de consommation en réalisant une enquête auprès des clients du marché : cette enquête pourrait révéler de façon plus précise sur quels critères reposent les choix de consommation, liant des logiques d'utilité, de distinction et de plaisir (Langlois 2005). On soulignera le rôle joué par les commerçant(e)s africain(e)s de produits chinois dans la diffusion d'une nouvelle culture matérielle en Afrique et l'impact de ce phénomène sur la reconfiguration des rapports de pouvoir liés à

cette nouvelle consommation de masse (Kernen & Khan 2014).

L'augmentation du nombre de femmes qui s'initient à la Muamba (activité d'importation de produits à l'étranger) est alimenté par les rêves de succès rapide dans un ailleurs fictif. Face à ces difficultés économiques et à l'arrivée d'une concurrence de plus en plus féroce, les commerçantes angolaises se détournent depuis le début des années 2000 du Brésil qui propose des produits de qualité mais beaucoup plus chers. Le succès grandissant des séries télévisées mexicaines ont également un impact sur le choix des produits, « avant on suivait tous les séries brésiliennes, mais maintenant les séries mexicaines ont des bonnes histoires et des bons vêtements. C'est fini la mode brésilienne, maintenant c'est la mexicaine ! » explique Linda. Pour pallier aux coûts d'achat des vêtements brésiliens, certaines commerçantes angolaises achètent seulement des prototypes fabriqués au Brésil pour les faire reproduire en Chine. Ici encore, nous soulignons l'intérêt heuristique d'une analyse de l'adaptation de la production textile chinoise aux critères esthétiques sud-américains et aux exigences de consommation africaine.

Pour rester concurrentielles, les commerçantes doivent donc adapter leurs trajets aux évolutions des conditions de production du textile. Elles doivent également s'adapter aux exigences de leurs clients, très souvent des revendeuses originaires des provinces voisines qui vivent à Luanda pour s'approvisionner en vêtements de premier prix. « Mon commerce est pour les pauvres, je vends seulement pour les pauvres. C'est pour ça que je préfère acheter des vêtements en Chine, parce que là-bas il y a des vêtements pour tous les porte-monnaies. Il y a des

⁹ Nous avons confirmé cette information lors de notre enquête à São Paulo où la fréquentation des angolaises dans les hôtels du quartier de la confection du Bras diminue largement. Les commerçantes de notre enquête expliquent cette baisse de fréquentation par la hausse du prix des vêtements brésiliens et par la baisse de la valeur du dollar en Angola.



Carte des trajets effectués dans le cadre du commerce transnational, remplie par une commerçante angolaise de Luanda, le 11 juin 2014.

vêtements adaptés au marché sur lequel je vends » commente Linda. Chaque voyage à l'étranger lui rapporte environ 2 000 dollars mais certains sont à perte, notamment quand les taxes de la douane sont trop élevées. Par voyage Linda investit 10 000 dollars directement dans le commerce, il faut rajouter à cela le prix du billet d'avion et du logement, ce qui réduit considérablement les bénéfices. « Parfois je ne parviens même pas à gagner 1000 dollars, parce que nous devons payer la douane mais ça varie, y'a pas un tarif fixe, ça dépend de la marchandise. Il faut que tu montres la facture de tes achats, ça dépend aussi du nombre de valises que tu as, c'est eux qui décident le prix ! ». L'extrait de cet entretien montre clairement

le caractère aléatoire des tarifs de douane ce qui réduit le commerce de Linda à une sorte de loterie.

Sans entrer dans les débats sur la corruption des fonctionnaires des douanes dans les États Africains (Debos & Glasman 2012), nous souhaitons souligner l'impact émotionnel du contrôle des douanes pour Linda qui considère ce moment comme particulièrement angoissant. Elle parle de « désespoir », de « larmes » au moment d'apprendre le verdict de la somme à payer aux douanes. Cette instabilité des prix participe à la précarisation de ce type d'activité professionnelle, et par conséquent, à la dévalorisation de soi causée par un sentiment d'illégitimité. Cette précarité du statut de commerçante internationale est caractéristique

d'une grande majorité de l'économie du « poor to poor » qui fonctionne généralement sur un tissu de non-droit.

UNE ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE EN TRAVAUX

Réunis autour d'une petite table carrée, les enfants de Linda écoutent avec une vague attention, le regard parfois hypnotisé par les dessins animés diffusés à la télévision, les récits de voyages de leur mère. Dans le vaste salon de la maison de Linda, il n'y a presque aucun meuble. Ici tout est en travaux, tout doit être imaginé. « Là nous allons mettre un grand sellier pour exposer la vaisselle, ici nous mettrons un

grand canapé pour recevoir des visites... » explique son mari. Seuls une télévision plasma, un congélateur et un cadre photo posé à même le sol occupent cette pièce rectangulaire couleur ciment d'une cinquantaine de mètres carrés.

Depuis trois ans, grâce à l'argent du commerce de Linda et au salaire de son mari, le couple économise pour construire leur maison dans la ville de Viana. Cette zone périphérique de Luanda située à 18 km au sud-est de la capitale compte environ 68 000 habitants, c'est l'une des plus peuplées de la région de Luanda. La population de Viana est socialement diversifiée, elle concentre à la fois la « petite classe moyenne » fuyant l'inflation des loyers du centre-ville pour construire une maison plus spacieuse et les populations délogées des centres urbains suite aux projets urbains de Luanda visant à détruire les « *Musseques* » (bidonvilles en français) pour les remplacer par des grands projets architecturaux. Ce qui oblige donc les populations locales à se retrancher vers la périphérie et notamment les nouvelles zones urbaines comme Viana¹⁰.

Ces difficultés quotidiennes sont accentuées par le coût de la vie à Luanda : « ici en Angola nous n'avons pas soutien du gouvernement, c'est sauve qui peut » dit le mari de Linda. Le coût de l'alimentation et de l'éducation revient comme un problème central de beaucoup de ménages de notre enquête. Résignée, Linda ne croit plus en la politique et qualifie le gouvernement d'injuste, elle dit ne pouvoir compter que sur Dieu ou sur ces propres efforts. Pour pallier à la mauvaise

qualité de l'enseignement public, Linda finance un collège privé pour ses deux filles qu'elle paye 25 000kz (250 US\$) par mois mais elle ne sait pas jusqu'à quand elle pourra continuer à financer cette école ». Elle et son mari parlent de conditions de vie très difficiles, ils refusent d'ailleurs de s'identifier à la catégorie de « classe moyenne »¹¹ : « je voyage énormément mais nous vivons une vie de pauvres » regrette-t-elle. Pour le moment, le rêve de Linda est de terminer la maison, d'acheter des meubles et peindre les murs. Elle espère un jour pouvoir s'approvisionner aux États-Unis mais les difficultés d'obtention du visa lui font comprendre que « le marché américain est très fermé pour les Africains ».

UNE ÉMANCIPATION FÉMININE NÉGOCIÉE À PRIX FORT

Une question reste en suspens, comment Linda parvient-elle à concilier son rôle de mère et d'épouse avec celui d'une commerçante au long cours ?

Fruit de négociations, les départs en voyages exigent en effet une organisation familiale parfois complexe et souvent stressante pour les femmes. Pour ses voyages d'affaires à l'étranger, Linda s'absente de la maison quinze voire vingt jours. La garde des enfants est à la charge du mari ou de l'aîné de quinze ans mais aucun des deux n'a souhaité témoigner à ce sujet. Pour concilier sa vie de famille avec son activité, Linda est parfois obligée d'emmener ses enfants avec elle,

notamment quand ses enfants sont en bas âge. C'était notamment le cas pour sa dernière fille qu'elle a emmené lors d'un de ses derniers voyages en Chine. Lorsque Linda laisse ses enfants à la maison, elle prépare son départ de façon à ce que sa famille ne sente pas son absence : « je laisse à manger pour deux semaines, je prépare des plats et ils n'ont qu'à les réchauffer ». Cette organisation permet alors à Linda de continuer à voyager sans perturber la répartition des tâches domestiques dans la famille.

Comme nous l'avons suggéré au début de cet article, le rapport à la carte du monde, complétée manuellement par Linda, lui permet de prendre conscience de son inscription dans le monde et de mesurer l'ampleur de son activité. La faible reconnaissance de son travail est signifiante en termes de rapports de genre et de pouvoir et s'observe notamment, à la fin de l'entretien, lorsque le mari de Linda intervient sur le travail cartographique en « corrigeant » les erreurs de localisation géo-spatiale de son épouse.

À la fin de l'entretien, la carte du monde remplie par Linda était restée sur la table, silencieuse au milieu de nos discussions. Le mari de Linda, qui s'était absenté pendant l'entretien (certainement pour nous laisser plus à l'aise avait-il fait comprendre) revient à table, un verre de vin à la main. Ses yeux s'arrêtent sur la carte du monde qu'il observe rapidement. Il repère rapidement les « erreurs » de localisation commises par sa femme et s'empare d'un stylo feutre noir pour « corriger » la carte. Licencié en gestion d'entreprise, le mari de Linda travaille comme agent de l'immigration à l'aéroport de Luanda. Sa fonction au Service des migrations pour étrangers (SME) est de contrôler l'arrivée des passagers à l'aéroport. Il repère tout

¹⁰ Voir à ce sujet le texte de Gastrow, Claudia, « « Vamos construir ! » : revendications foncières et géographie du pouvoir à Luanda, Angola », *Politique africaine*, vol. 132 / 4, décembre 2013, p. 49-72, qui montre l'implication politique de ces déplacements de populations.

¹¹ Sans entrer dans la profondeur du débat sur la classe moyenne, on préférera utiliser le terme de « petite classe moyenne » pour souligner le caractère précaire, voire éphémère de certaines de ces trajectoires. Voir l'article de Nallet, Clélie, « Trajectoires d'émergence : "classes moyennes" d'Addis-Abeba entre prospérité et précarité », *Les Annales d'Éthiopie*, 2012, s.p.

d'abord l'erreur du Brésil que Linda avait situé au niveau de la Côte d'Ivoire (voir carte). Embarrassée, Linda laisse son mari rectifier ses trajets entre l'Angola et São Paulo, signalé comme S.P. sur la carte. Il rectifie également ses itinéraires en Afrique du Sud et en Chine tout en gribouillant la carte de plusieurs chiffres sur le nombre de morts pendant la guerre civile¹².

Le décalage entre la connaissance acquise par Linda lors de ces nombreux voyages et les connaissances « théoriques » de son mari qui assume un rôle de domination dans cet exercice cartographique semble nous montrer que l'expérience professionnelle et l'autonomie financière acquise par le commerce ne conduit pas forcément à un renversement des rapports de pouvoir. La question de S. Bredeloup (2012), qui demande très justement si la mobilité spatiale des commerçantes est une voie vers l'émancipation, nous apparaît particulièrement pertinente. Dans le cas présent et d'après l'analyse que nous proposons de l'objet cartographique, nous pourrions conclure que les itinéraires de Linda dans la mondialisation par le bas témoignent d'un côté d'une formidable insertion des femmes dans le marché mondial mais, d'un autre côté, la précarité de ces parcours n'augure pas de changements significatifs en termes de rapports de pouvoir et de rapports de genre. C'est du moins, ce que nous pensons avoir été capable d'observer dans cette enquête.

¹² Nous n'aurons pas le temps de nous étendre sur la relation que le mari de Linda a lui aussi développée avec ce support cartographique. Nous notons simplement que ce travail sur la mappemonde a déclenché chez lui un récit de la guerre civile dans lequel il déplorait l'absence de données sur le nombre exact de morts au cours des longues années de ce conflit (1975-2002).

RÉFÉRENCES

- Baptista, Dulce Maria Tourinho, 2007, « Migração na metrópole: o caso dos angolanos em São Paulo », *Cadernos Metrópole*, 2007, [En ligne : revistas.pucsp.br/index.php/metropole/article/view/8766].
- Bertoncello, Brigitte et Bredeloup, Sylvie, juillet 2007, « De Hong Kong à Guangzhou, de nouveaux « comptoirs » africains s'organisent », *Perspectives chinoises*.
- Bredeloup, Sylvie, avril 2012, « Mobilités spatiales des commerçantes africaines : une voie vers l'émancipation ? », *Autrepart*, vol. 61 / 2, p. 23-39.
- Borgeaud-Garciandia, Natacha et Georges, Isabel, avril 2014, « Travailleuses en migration dans « les Suds » », *Revue Tiers Monde*, n° 217, p. 7-24.
- Debos Marielle et Glasman Joël, avril 2012, « Politique des corps habillés. État, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique africaine*, N° 128, p. 5-23.
- Diallo, Aïssatou, avril 2014, « Yakaar, Dakar-Dubaï-Guangzhou : trajectoire des commerçantes de Dakar », *Revue Tiers Monde*, n° 217, p. 97-112.
- Falquet Jules, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Le Feuvre, Fatou Sow, 2010, *Le sexe de la mondialisation, Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Presses de Sciences Po, 334p.
- Kernen, Antoine, et Guive Khan Mohammad, juin 2014 « La révolution des produits chinois en Afrique Consommation de masse et nouvelle culture matérielle ». *Politique africaine* 134, no 2.
- Miassaoui, Lamia, avril 2014, « Pour une anthropologie du poor to poor apparenté au peer to peer. », *Revue électronique des sciences humaines et sociales*, [En ligne : www.espacestemp.net/articles/pour-une-anthropologie-du-poor-to-poor-apparente-au-peer-to-peer/].
- Marcus, George E., 1995, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24 / 1, p. 95-117.
- Mathews, Gordon, Ribeiro, Gustavo Lins et Vega, Carlos Alba, 2012, *Globalization from Below: The World's Other Economy*, London ; New York, Routledge.
- Portes, Alejandro, 1999, « La mondialisation par le bas, l'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 129 / 1, p. 15-25.
- Santos, Orlando, décembre 2011, « Mamãs quitandeiras, kinguilas e zungueiras: trajetórias femininas e cotidiano de comerciantes de rua em Luanda », *Revista Angolana de Sociologia*, p. 35-61.
- Sylvanus Nina, 20 février 2007, « L'habilité entrepreneuriale des Nana Benz du Togo » [En ligne : www.africultures.com/php/?nav=article&no=5821]. Consulté le 30 octobre 2014.
- Tarrius, Alain, *La Mondialisation par le bas: les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Balland, 2002, 180 p.

IFAS

Léa Barreau
*Itinéraires d'une
commerçante
angolaise dans la
mondialisation*

SOURCE : LESEDI #18,
MARS 2015, 5-12.

www.ifre.fr/c/1999

AUTOUR DU LAC TCHAD, L'INTÉGRATION RÉGIONALE DANS TOUS SES ÉTATS

Géraud Magrin
CIRAD, CNRS-UMR PRODIG

Source : *La régionalisation du monde*,
IRMC/Karthala, 2014, 233-252.

bassin du lac Tchad
échanges informels
extraversion
infrastructures
intégration régionale
ressources naturelles

24 – 36

Le bassin tchadien est un Janus de l'intégration régionale africaine : enracinés dans l'épaisseur de relations anciennes, les échanges par le bas définissent une aire régionale bien identifiée en forme de carrefour continental, où l'urbanisation du xx^e siècle stimule les flux préexistants. Cette charnière oppose cependant des difficultés jusqu'ici insurmontables aux tentatives de construction régionale institutionnelle « par le haut », exprimant pour partie la faiblesse des États. L'échec de la gestion commune des ressources en eau du bassin du lac Tchad en fournit un exemple révélateur. Les dynamiques de la mondialisation contemporaine soulignent ces ambiguïtés : certaines infrastructures, comme les oléoducs d'exportation, désenclavent les ressources convoitées sur le mode d'archipels extractifs enclavés. Dans le même temps, la densification démographique et urbaine justifie de nouvelles formes d'investissements dans les infrastructures (chemin de fer, raffineries) pensées selon des logiques régionales.

L'intégration régionale est une vieille lune africaine, indissociable de l'histoire du développement. La région du Nord de l'Afrique centrale, autour du lac Tchad, en fournit un cas d'étude intéressant, car elle juxtapose la réalité d'une aire régionale vécue, la lenteur des constructions institutionnelles et l'influence de dynamiques récentes de la mondialisation marquées par les investissements extractifs et l'irruption de la présence chinoise.

Au sein des anciennes colonies françaises, l'idée de l'intégration régionale est née au moment de l'indépendance, en 1960. L'écho des premiers pas de la construction européenne - le traité de Rome consolidait en 1957 une Europe institutionnelle garante de paix et de prospérité - et les encouragements des partenaires au développement européens¹ ont conforté un processus qui a des racines africaines. En effet, l'indépendance d'une quarantaine de territoires appelés à fonder des États-nations sur la base des colonies a soldé la défaite des partisans du maintien, après l'indépendance, des structures fédérales coloniales - Afrique occidentale française (AOF) ; Afrique équatoriale française (AEF). L'intérêt d'une telle vision était de mobiliser de la manière la plus rationnelle les minces ressources humaines disponibles, les efforts de formation et d'investissement à l'échelle de territoires très vastes mais sous-peuplés, aux marchés exigus, et pourquoi pas de favoriser la paix en évitant la « balkanisation de l'Afrique » [occidentale] (Besnoit,

¹ Qu'il s'agisse de la France dans un cadre bilatéral, puis de l'Europe, qui s'affirme progressivement comme le principal partenaire au développement en Afrique.

1979). Des institutions régionales ont donc été mises en place dès les années soixante, faute de mieux, dans un contexte politique et économique favorable à l'affirmation des jeunes États. En Afrique anciennement française, le maintien de deux monnaies communes indexées sur le franc français puis sur l'euro (franc CFA d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale) a porté cette logique d'intégration. Les constructions régionales africaines ont connu ensuite des destins variés, dont l'interprétation tient autant à certaines dynamiques politiques ou économiques internes (fin de l'apartheid en Afrique du Sud) qu'aux grandes phases de l'histoire économique - les décennies d'ajustement structurel (1980-1990) et les influences néolibérales externes ne se traduisant pas de manière très explicite dans les succès ou les revers des politiques d'intégration régionale (Bach, 1998). Celles-ci sont présentées comme les plus consolidées en Afrique australe, la SADC² bénéficiant de la cohésion fournie par la puissance émergente de l'Afrique du Sud, et à un degré moindre en Afrique de l'Ouest, où des institutions régionales à géométrie variable ont fait leur preuve (le CILSS³ en matière de sécurité alimentaire, l'OMVS⁴ pour aménager et gérer le fleuve Sénégal, la CEDEAO⁵ pour répondre à des enjeux de sécurité). Autour du bassin du Congo et jusqu'en Afrique de l'Est, l'hétérogénéité géographique, les rivalités politiques et les séquelles non résorbées des conflits des Grands lacs gênent les avancées.

Autour du lac Tchad, les échanges par le bas, enracinés dans l'épaisseur de relations très anciennes, définissent une aire régionale bien identifiée en forme de carrefour africain, où l'urbanisation du XX^e siècle stimule le système des flux préexistants. Cet espace est pourtant indocile à l'idée canonique de l'intégration régionale : rivalités politiques, discordances entre espaces économiques vécus et territoires institutionnels, charnières multiples entre ensembles travaillés par des dynamiques centrifuges... opposent des difficultés jusqu'ici insurmontables aux tentatives de construction régionale institutionnelle « par le haut », exprimant pour partie la faiblesse des États. L'échec de la gestion commune des ressources en eau du bassin du lac Tchad en fournit un exemple révélateur. Le développement récent d'une économie pétrolière est ambivalent : les infrastructures de transport scellent des solidarités matérielles, quand les rentes minérales semblent conforter les logiques d'affirmation individuelle des États.

² *South African Development Community.*

³ *Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel.*

⁴ *Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal.*

⁵ *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.*

Notre hypothèse est que l'économie pétrolière contemporaine et les nouveaux acteurs qu'elle convoque ouvrent des choix de politique publique dont dépend notamment l'avenir de l'intégration régionale. L'orientation vers des modèles rentiers importateurs maintiendrait le *statu quo*, voire affaiblirait les logiques d'intégration, quand le renforcement d'États développeurs jouant la valorisation des potentiels de croissance régionaux par l'amélioration des infrastructures et des institutions régionales ferait de cet horizon une stratégie de développement en tant que telle.

La présente réflexion se situe à l'articulation de plusieurs types de travaux : elle s'inscrit dans l'intérêt intermittent suscité par les défis de l'intégration régionale en Afrique (Besnoit, 1979 ; Pourtier, 1993a ; 1993b ; Bach, 1998). Elle utilise l'étude des champs régionaux d'échanges par le bas et les dynamismes économiques frontaliers (Couty, 1996 ; Arditi *et al.*, 1990 ; Igué, 1995 ; Bennafla, 2002 ; Magrin *et al.*, 2010) qui fondent les réalités régionales du bassin du lac Tchad tout en posant d'insolubles difficultés aux cadres territoriaux modernes des États et à leur ambition de contrôle territorial exclusif (Herbst, 2000 ; Retaillé, 2005). Nous utilisons par ailleurs des approches questionnant le rôle de l'exploitation des ressources stratégiques, en l'occurrence l'eau (Raison, Magrin, 2009 ; Bertoncin, Pase, 2012 ; Blanchon, 2012) et le pétrole (Tulipe, 2004), dans les processus de régionalisation. Enfin, nous appliquons à l'intégration régionale des interrogations contemporaines sur les possibilités de changement structurel en Afrique liées à la densification démographique et urbaine (Alvergne, 2008 ; Severino, Ray, 2010 ; Magrin, 2010 ; 2013) et aux espaces de bifurcation - c'est-à-dire aux possibilités de changement - ouverts par l'exploitation pétrolière (van Vliet, Magrin, 2009 ; Magrin, van Vliet, 2012).

DISCORDANCES TERRITORIALES

L'intégration régionale dans le bassin du lac Tchad présente une double discordance entre les espaces vécus des populations et les territoires étatiques d'une part, les constructions politico-institutionnelles régionales d'autre part. Celles-ci se juxtaposent aux aires de solidarité historiques, économiques et culturelles, à contre courant de liens dominants qu'elles stimulent en retour par les différentiels ainsi créés.

UNE AIRE RÉGIONALE VÉCUE

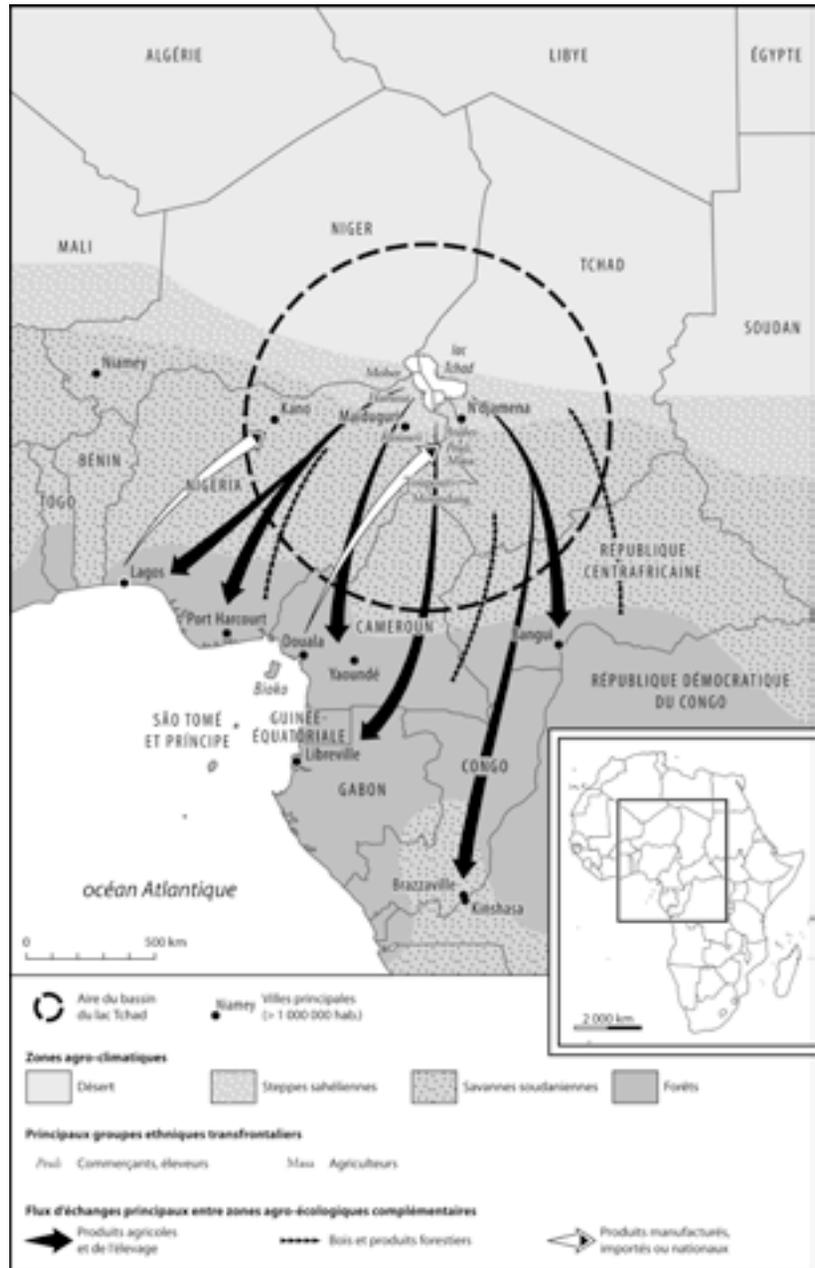
Officiellement, les échanges internes représentent moins de 6 % du commerce de l'Afrique centrale, dans un contexte d'économies extraverties faiblement intégrées et d'infrastructures insuffisantes (Kotcho Bongkawa,

2011). Ces données, fondées sur l'analyse de l'économie formelle, occultent d'autres réalités, plus diffuses, qui confèrent son unité au bassin du lac Tchad.

Des solidarités humaines ancrées dans l'histoire en font la réalité. Le bassin du lac Tchad désigne une vaste aire régionale aux contours mal définis, approximativement centrée sur la partie active du bassin hydrologique. Elle s'est organisée autour de constructions étatiques centralisées très anciennes, les empires du Kanem (IX^e-XII^e) puis du Kanem Bornou (XIII^e-XIX^e), auxquelles on peut adjoindre des constructions de même type en situation plus périphérique (Baguirmi ; États peuls de l'actuel Nord du Cameroun). Ces organisations politiques tirent leur puissance politique du commerce des esclaves, transsaharien (Kanem Bornou) ou atlantique (Peuls), prélevés sur des peuples non islamisés vivant sur leurs marges, au sud (pays Sara tchadien) ou réfugiés dans les montagnes (monts Mandara) ou dans les zones inondables (moyen Logone, lac Tchad).

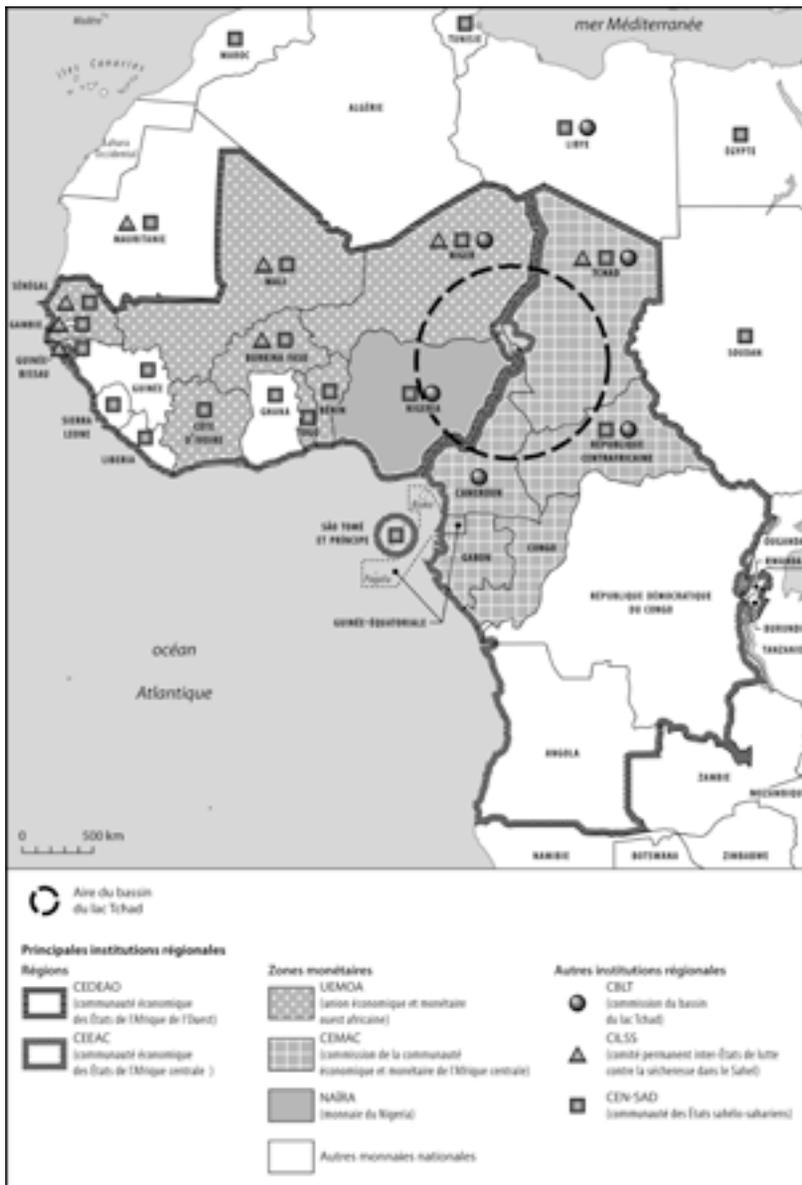
À la fin du XIX^e siècle, le découpage colonial de l'espace entre le Royaume-Uni (Nigeria), l'Allemagne (Kamerun) et la France (Tchad), qui va donner naissance aux territoires contemporains, tient compte de l'accès au lac Tchad, alors considéré comme stratégique (Magrin, 2009). Le dessin colonial des frontières, dans cette partie de l'Afrique, est de ceux qui séparent de nombreux peuples, d'agriculteurs (Kotoko, Masa, Toupouri, Moundang entre Tchad et Cameroun ; Haoussa et Kanouri entre Nigeria, Niger, Cameroun et Tchad) et d'agro-pasteurs (Buduma sur le lac entre Nigeria, Niger et Tchad ; Arabes des rives sud du lac Tchad entre Cameroun et Tchad ; Peuls plus au sud entre Nigeria, Cameroun et Tchad). Comme ailleurs en Afrique, les processus de construction nationale sont allés de pair avec la permanence de denses liens transfrontaliers entre ces peuples (Pourtier, 2011).

Ceux-ci sont d'autant plus vivants qu'ils s'appuient sur de vigoureux courants d'échanges. Au temps des royaumes musulmans précoloniaux comme à l'époque



Carte 1 : Une aire régionale intégrée par le bas

coloniale, les flux à longue distance avec l'extérieur de l'Afrique attirèrent l'attention par leur importance politique et économique. Ils ne cessèrent cependant de cohabiter avec une active économie d'échanges régionaux mettant en relation des zones écologiques complémentaires, du Sahel à la forêt en passant par les savanes soudanaises. Au cours du XX^e siècle, l'essor de l'économie coloniale fondée sur l'exportation de produits agricoles (coton dans le Sud du Tchad et le Nord du Cameroun, arachides et coton dans le Nord du Nigeria) fut un facteur stimulant pour cette économie d'échanges



Carte 2 : Un carrefour institutionnel ingouvernable ?

régionaux, qui profita notamment de l'amélioration des conditions de circulation. Ce secteur intermédiaire de l'économie (Couty, 1996) - entre économie de subsistance et économie moderne d'exportation - concernait des produits sahéliens comme le natron (Couty, 1966) et le poisson séché du lac Tchad (Couty, Durand, 1966), le bétail sur pied et les peaux, vendus au Nigeria et jusque dans les pays forestiers (Oubangui, Congo) ; certaines années, des céréales des savanes, des tubercules ou du bois de la zone forestière pouvaient aussi être commercialisés en zone sahélienne.

À partir des années quatre-vingt, les dynamiques croisées des crises des économies agricoles modernes

d'exportation (coton) et de l'urbanisation régionale stimulèrent toutes les formes de « vivrier marchand » (Chaléard, 1996), dont l'horizon régional constitua à nouveau l'aiguillon principal. Les principaux produits échangés à cette échelle sont le bétail tchadien (vers le Nigeria), le poisson du lac, l'arachide et le sésame (du Sud du Tchad vers les villes du Sud du Cameroun, Bangui, Brazzaville, Kinshasa et vers le Nigeria) (Jamin *et al.*, 2003). La croissance des deux principales villes de la région, N'Djaména au Tchad et Maïduguri au Nigeria (plus d'un million d'habitants chacune en 2013), et la constitution d'un réseau de villes secondaires (Maroua, Garoua, Ngaoundéré et Moundou ont autour de 200 000 habitants), fournissent à la fois des marchés de consommation pour les produits régionaux et l'ossature d'un système commercial organisateur de flux d'exportation plus lointains (vers les villes de la forêt : Sud du Nigeria, Douala et Yaoundé, Bangui, Brazzaville...).

Ce système est animé par des commerçants, dont les plus puissants sont musulmans, qui gèrent les circulations transnationales grâce à des réseaux familiaux ou ethniques qui disposent de relais dans chacun des nœuds urbains de l'aire régionale. Des langues véhiculaires se sont affirmées au croisement des constructions nationales et du fonctionnement de ces réseaux marchands : le haoussa (au détriment du Kanuri) au Bornou, le fulfuldé au Nord Cameroun, l'arabe

tchadien au Tchad.

En dehors du commerce, le bassin du lac Tchad constitue une aire de mobilités pour les pasteurs peuls et arabes, les pêcheurs haoussa, ngambaye ou Mmasa, qui suivent les ressources où elles se trouvent, convergeant notamment vers les pâturages de décrue et les eaux fertiles du lac Tchad. Sur un plan différent, il est aussi une aire de circulation d'hommes en armes, aux appartenances labiles, qui passent du statut de militaire ou douanier à celui de rebelle ou coupeur de route, d'un pays à l'autre, au gré des opportunités militaires qui se sont répétées au cours des dernières décennies (Debos,

2012). À ce sujet, la stupeur des autorités et des élites intellectuelles du Nord Cameroun à la suite de l'enlèvement d'une famille française, en février 2013 près du parc national de Waza, à quelques kilomètres de la frontière nigériane, par un groupe apparenté à la secte nigériane Boko Haram, dit bien la schizophrénie spatiale ambiante : alors même que tous vivent des flux régionaux permanents (commerce, échanges familiaux, etc.), la violation du sanctuaire territorial national résonne comme un coup de tonnerre. C'est que les territoires politiques ne comprennent pas - aux deux sens du mot - la réalité des pratiques de l'espace régional.

UNE INTÉGRATION INSTITUTIONNELLE DE PAPIER

Ainsi, la situation de l'intégration régionale dans le bassin du lac Tchad, vue sous sa forme institutionnelle, est le symétrique inverse de la vitalité des circulations et des échanges informels. Régulièrement proclamée comme une panacée face aux défis économiques et sociaux - le développement dans les années soixante, la recherche de nouvelles options pendant l'ajustement structurel et après la dévaluation du franc CFA (Pourtier, 1993a ; 1993b ; Igué, 1995), puis, en contexte post-ajustement, la réponse à la libéralisation commerciale portée par la négociation des APE⁶ à partir de 2003, ou encore la déclinaison du projet du Nepad⁷ -, l'intégration institutionnelle est à la peine. Plus que d'évidentes divergences d'intérêts, ces difficultés traduisent celles de la construction des États.

Le découpage territorial issu de l'histoire coloniale, reflet d'une position de double charnière africaine (le Sahel entre Afrique du Nord et Afrique plus humide ; entre Afrique de l'Ouest et Afrique nilotique et orientale), impose des contraintes particulières. Car le bassin du lac Tchad relève aujourd'hui de deux ensembles régionaux, la CEDEAO (Niger, Nigeria) et la CEMAC⁸ (Tchad, Cameroun), elle-même englobée dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)⁹. On y trouve trois monnaies : la naira au Nigeria, le franc CFA d'Afrique de l'Ouest et le franc CFA d'Afrique centrale - ces deux derniers ayant la même parité fixe face

à l'euro, mais étant gérés depuis l'époque coloniale par des institutions distinctes (aujourd'hui UEMOA¹⁰ et UMAC.¹¹ Les deux langues officielles léguées par le colonisateur - le français et l'anglais - ne facilitent pas les échanges lors des réunions régionales. Certains États appartiennent aux organisations du Sahel comme le CILSS (le Niger et le Tchad en font partie, pas le Nigeria ni le Cameroun), ou la CEN-SAD¹², en panne depuis la disparition de son promoteur libyen.

Cette complexité particulière, compliquée par les divergences d'intérêt que l'on imagine entre États soumis à des influences régionales centrifuges, n'est guère favorable aux progrès du mécano institutionnel. Ces difficultés traduisent celles d'États fragiles pour lesquels la construction nationale passe avant celle d'ensembles sous-régionaux intégrés, comme l'illustre la CEMAC. Celle-ci regroupe trois des six pays du bassin du lac Tchad (Tchad, RCA, Cameroun) - les deux premiers ayant traversé des troubles politiques quasi permanents depuis leur indépendance. La CEMAC est née, au lendemain de la dévaluation du franc CFA en 1994, d'une transformation de l'UDEAC¹³ créée peu après l'indépendance, en 1964. Ses objectifs sont de contribuer au développement des pays membres par la création d'un marché commun, l'harmonisation des politiques sectorielles nationales - on sent bien l'influence européenne - et, besoin plus spécifique, la sécurisation de l'environnement des affaires. Elle s'est dotée de quelques institutions spécialisées plus ou moins fonctionnelles, dans le domaine sanitaire (par exemple la CEBEVIRHA¹⁴ pour les produits animaux), la recherche ou la gestion des bassins fluviaux (CICOS¹⁵). Les institutions régionales, non prioritaires pour des États fragiles, sont peu financées et fonctionnent, sauf exception¹⁶, aussi mal que les autres.

Dans les faits, en dehors du domaine monétaire, où l'arrimage ancien au franc français puis à l'euro a permis une réelle stabilité, les avancées en matière de libre

¹⁰ Union économique et monétaire de l'Ouest africain.

¹¹ Union monétaire de l'Afrique centrale.

¹² Communauté des États sahélo-sahariens. Elle regroupe, depuis 1998, 29 États de la partie septentrionale de l'Afrique, au nord d'une ligne Kenya Nigeria ; le Sud de l'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Congo, etc.) n'y appartient pas.

¹³ Union douanière et économique de l'Afrique centrale.

¹⁴ Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques.

¹⁵ Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha.

¹⁶ Le cas du PRASAC (Pôle régional de recherche appliquée au développement des systèmes agricoles d'Afrique centrale) constitue une exception qui confirme la règle : projet appuyé à partir de 1998 par la coopération française et le CIRAD pour stimuler la coopération scientifique régionale dans le domaine agricole entre équipes du Tchad, du Nord Cameroun et de la RCA, il a obtenu de bons résultats au point d'être reconnu comme une institution de la CEMAC. L'extension de son champ d'action aux zones forestières, ainsi que les jalousies qu'il suscite au sein d'institutions nationales comprenant mal l'intérêt de la mise en réseau, contribue à ses difficultés au cours de la période récente.

⁶ Accords de partenariat économique.

⁷ Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

⁸ Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

⁹ Créée en 1984 avec le projet de mise en place d'une zone de libre échange, elle compte 10 membres (Angola, RDC, Burundi, Rwanda, et les 6 pays de la CEMAC). Reconnue comme région par l'Union africaine, dont elle est censée porter la stratégie de construction d'un marché commun africain, elle est profondément hétérogène et minée par les conflits de ses États membres, si bien qu'elle n'a pas encore réussi à mettre en place un tarif extérieur commun (Kotocho Bongkwaha, 2011).

circulation des biens et des personnes comme l'harmonisation des cadres réglementaires sont plus timides que ce que suggèrent les textes ou les déclarations d'intention qui émaillent chaque sommet de chefs d'États. En principe, il existe un tarif extérieur commun et un tarif préférentiel qui s'applique aux échanges inter-États membres : les « produits du cru » (matières premières et productions agricoles au sens large) circulent sans droits de douane d'un pays membre à l'autre. Cependant, ces règles ne sont pas appliquées par tous les États membres, et de nombreux régimes d'exception subsistent (Kotocho Bongkwaha, 2011).

L'Afrique centrale a aussi payé son tribut aux difficiles négociations entre l'Union européenne et les pays ACP dans le cadre des APE. Devant les obstacles rencontrés par des négociations engagées dans une configuration hybride (les pays de la CEMAC + Sao Tomé-et-Principe et la RDC, mais pas la CEEAC en tant que telle), l'UE a conclu un accord d'étape séparé avec le Cameroun en janvier 2009. Ses conséquences sur l'intégration régionale restent controversés : remise en cause de la libre circulation au sein de la CEMAC ou incitation à une intégration accélérée (Kotocho Bongkwaha, 2011) ?

Au-delà des règles, la réalité des échanges révèle le (dys)fonctionnement des États. Pour ceux-ci, le contrôle aux frontières permet l'affirmation du pouvoir central, mais aussi le déploiement d'agents que l'on récompense en les plaçant en position de prélever de l'argent, sans base légale, sur les circulations et les flux commerciaux. Ces pratiques participent à leur façon à la dynamique des échanges informels qui naît sur les frontières et contribue à la création de rentes et à la circulation des richesses : les différentiels monétaires (naira/franc CFA) et les contrôles des agents créent des discontinuités qui fondent des différentiels de prix stimulant l'activité économique et permettant le prélèvement de plus-values (Grégoire, Labazée, 1993 ; Debrie, Steck, 2001 ; Igué, 2006). Tout franchissement de frontière, d'animaux sur pieds comme de cargaison d'arachides, s'accompagne donc de paiements. À l'inverse, les industries nationales ont parfois souffert de la fragilité des contrôles des frontières. En 1990, la fragile Société des textiles du Tchad, de Sarh, qui venait d'être recapitalisée, a succombé à l'invasion de textiles nigériens, consécutive à l'ouverture totale des frontières liée à l'effondrement du régime d'Hissein Habré (Magrin, 2001). En 2011, un flux incontrôlable de petits intermédiaires conduisant des motocyclettes chinoises surchargées de coton a submergé les postes de contrôle camerounais : alors que les prix d'achat du coton au Nigeria avaient été augmentés, la société cotonnière nationale camerounaise, la Sodocoton, a été mise à genoux par la fuite de son coton vers le géant voisin (Seignobos, 2012).

Ces épisodes disent finalement le paradoxe central de l'intégration régionale dans cette partie de l'Afrique : le poids démographique incomparable du Nigeria (il oppose ses 150 millions d'habitants aux 36 millions d'âmes dispersées sur 3 millions de km² dans les six pays de la CEMAC) lui fait jouer un rôle moteur dans les échanges régionaux, alors que les dispositifs institutionnels d'intégration régionale lui tournent le dos. Ce « problème » est fort ancien : depuis le début du XX^e siècle, les colonisateurs français n'ont cessé de redouter l'influence du Nigeria, l'intrusion de sa monnaie dans les zones frontalières, la polarisation exercée sur les productions agricoles et pastorales des territoires voisins (Chapelle, 1987)... phénomènes qui demeurent d'actualité. Quand les institutions régionales intègrent le Nigeria, comme c'est le cas pour la gestion des eaux, son rôle reflète cependant ses fragilités géopolitiques internes plus qu'un *leadership* régional.

LA CBLT ET L'IMPASSE DU « SAUVETAGE DU LAC TCHAD »

La gestion de ressources communes stratégiques a parfois contribué à promouvoir les intégrations régionales : ce fut le cas en Europe avec le charbon et l'acier ; d'une manière plus ambiguë, en Afrique de l'Ouest, l'aménagement du fleuve Sénégal a montré une collaboration efficace entre États, sans pouvoir éviter la crise sénégal-mauritanienne de 1989 (Seck *et al.*, 2009). Dans le bassin tchadien, jusqu'à présent, les difficultés de gestion commune des ressources en eau, malgré leur importance et les pressions - quelque peu dramatisées - qui pèsent sur elles, apparaissent comme emblématiques des freins à l'intégration régionale.

LA SOLIDARITÉ HYDRAULIQUE EN PANNE

Créée à Fort Lamy en 1964 avec quatre États membres (Cameroun, Nigeria, Niger, Tchad), la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) est une des plus anciennes institutions de gestion de bassin en Afrique. Elle a aussi un bilan parmi les plus minces. Le champ de ses ambitions a varié au gré de la conjoncture internationale et de ses besoins de financement : initialement très large, la gestion des eaux étant adossée à une mission générale de développement économique comprenant jusqu'aux infrastructures de transport, la mission de la CBLT a été resserrée à l'agriculture et à l'élevage dans les années soixante-dix (LCBC, 2011), puis, dans les années quatre-vingt/quatre-vingt-dix à la gestion des ressources en eau et de l'environnement.

La CBLT a pâti de problèmes de financement structurels. Les minutes des sommets de chefs d'État de

l'institution laissent paraître, en filigrane, les problèmes structurels d'impayés de certains États (en particulier le Niger, frappé par les sécheresses des années soixante-dix/quatre-vingt, et le Tchad, touché en plus par des conflits civils à répétition des années soixante aux années 2000) et des querelles incessantes sur la répartition des postes entre pays (LCBC, 2011). L'adhésion à la CBLT de la RCA, en 1994, et de la Libye, en 2001, liée au projet de transfert des eaux (*cf. infra*), ainsi que la dépendance de l'institution à l'égard d'un grand nombre de bailleurs faiblement coordonnés, semblent rendre cette institution ingouvernable. Dans le courant des années 2000, une énième restructuration a débouché sur un exercice de planification censé permettre à la CBLT d'atteindre ses objectifs et de gagner la confiance des bailleurs de fonds. Elle se heurte cependant à la question du transfert des eaux.

Avant de l'aborder, il faut rappeler qu'un des problèmes majeurs de l'institution réside dans la géopolitique des États membres riverains du lac Tchad (Magrin, 2009) : pour le Cameroun et le Niger, le lac Tchad et son bassin relèvent d'enjeux ultra-périphériques qui ne justifient pas des engagements politiques et financiers significatifs : les enjeux sont ailleurs. Le poids lourd historique de la CBLT est le Nigeria, qui finance environ la moitié du budget de l'institution. À l'échelle de ce pays, le bassin du lac Tchad est aussi une marge peu importante en comparaison du cœur économique pétrolier du delta du Niger. Cependant, pour l'État du Bornou, un des 36 États fédérés actuels, le Lac compte. Érigé en espace de projet dans les années soixante/soixante-dix-1970 (Magrin, 2009 ; Bertoncin, Pase, 2012), il abrite quelques éléphants blancs : l'aménagement hydro agricole du *Lake Chad Development Project*, conçu sur des milliers d'hectares dans la période de hautes eaux des années 1960, a été construit au milieu des années 1970 au moment même où les eaux du lac reculaient sous l'effet de la sécheresse : les périmètres n'ont quasiment rien produit. Mais l'aménagement agricole reste une tentation pour les autorités nigérianes. Il n'y a que pour le Tchad, en fait, que le lac Tchad représente un enjeu majeur : 50 % de la superficie du lac relève de ce pays et cet hydro système est proche de son cœur politique (N'Djaména est à 120 km) et démographique. Mais ce n'est que dans un passé récent, à la fin des années deux mille, que le

Gouvernement tchadien s'est véritablement intéressé au lac, après de longues périodes où les conflits politico-militaires, les crises alimentaires et cotonnières, les perspectives pétrolières au Sud du Tchad orientaient ailleurs les priorités.

On voit là une autre raison de la marginalisation de la CBLT : avec les crises des années 1980-1990 (ajustement structurel, conflits au Tchad), les grands aménagements qui auraient pu menacer la ressource en eau commune ont été mis en sommeil (Magrin, 2009). La vallée de la Komadugu Yobé a été fortement aménagée côté nigérian, mais elle contribue pour une part intime aux apports au lac. Ceux-ci dépendent à près de 90 % du système Chari-Logone qui traverse les territoires tchadien et camerounais. À partir du moment où aucune velléité majeure de pompage unilatéral ne mettait en danger la ressource commune, la CBLT semblait moins nécessaire. L'aridification relative du climat intervenue dans les années 1970-1980, qui sembla menacer l'existence même du lac Tchad, la remit sur le devant de la scène régionale.

L'INTÉGRATION PAR LES INFRASTRUCTURES, OU LA TENTATION DU TRANSFERT

Le projet de transfert des eaux de l'Oubangui vers le lac Tchad apparaît comme un catalyseur possible de l'intégration régionale et du développement dans cette région. Or, il est construit sur un mythe et sur la d'intérêts hétéroclites qui contribuent davantage à affaiblir la CBLT qu'à renforcer les perspectives de gestion concertée des eaux du bassin.



Le lac Tchad vu d'Apollo 7, 1er octobre 1968.

L'idée de transfert des eaux de l'Oubangui, affluent du Congo, vers le bassin tchadien, a été d'abord proposée par un bureau d'études italien dans le contexte de la sécheresse des années soixant-dix/quatre-vingt (Bonifica, 1989), qui semblait menacer de disparition le lac Tchad et l'avait en tout cas réduit à la taille inquiétante d'un petit lac, quoique déjà connu par le passé (Magrin, 2007 ; Lemoalle, 2011). Le projet a été rapidement endossé par les chefs d'États de la région. Il est censé rétablir le lac Tchad au niveau de moyen lac connu lors de l'optimum pluviométrique des années soixante par un transfert d'une partie des eaux de l'Oubangui, qui passeraient par le Chari canalisé. C'est cette perspective qui a justifié l'adhésion de la RCA (et de la Libye !, cf. Magrin, 2014) à la CBLT. Dans les années deux mille, ce projet revient avec de plus en plus d'insistance dans les discours des chefs d'État de la région, en particulier du président tchadien, grisés par l'embellie post-ajustement (annulation de dettes) et les recettes pétrolières (Magrin, 2010) : ce projet prométhéen permettrait de régler d'un coup tous les problèmes régionaux (transports, pêche, agriculture irriguée, sécurité alimentaire, emploi, hydroélectricité, selon des mécanismes bien connus où se mêlent intérêts privés et ambitions publiques, cf. Sautter, 1987), et par là-même d'affirmer la légitimité des gouvernants et la puissance recouvrée des États après les vaches maigres de l'ajustement structurel. Une étude de faisabilité de 6 millions de dollars est financée sur fonds propres par la CBLT, en relation avec la CICOS, avec en outre l'objectif d'étudier plusieurs scénarii de transfert possibles parmi les nombreux proposés.

Or, la nécessité du transfert est justifiée par un mythe : celui de la disparition du lac, appelé à attirer la mansuétude internationale et mobiliser les financements escomptés. Si les conditions climatiques et les prélèvements anthropiques ne sont pas modifiées dans des proportions significatives, il n'y a pas de raison que le lac disparaisse à court terme si les pluies restent stables sur le bassin tchadien : il restera alors stable à un niveau de petit lac déjà connu au cours du xx^e siècle (Lemoalle, 2011). De plus, ce niveau de petit lac est propice à une agriculture de décrue très dynamique et à l'élevage, qui se sont développés sur les rives sud du lac en lien étroit avec l'approvisionnement de N'Djaména et Maïduguri (Magrin *et al.*, 2010). Un retour à un moyen lac bouleverserait ces systèmes, sans parler de l'écologie des plaines où le Chari serait canalisé. De plus, ce projet vise à augmenter l'offre de l'eau sans qu'on sache vraiment à quoi elle servira, à l'heure de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et de la gestion de l'eau par la demande (Magrin, 2011). Pour toutes ces raisons, les grands bailleurs de fonds internationaux (Banque

mondiale, FEM, Union européenne, BAD, France) y sont hostiles.

Ainsi, ce projet de transfert d'eau, rêvé par la CBLT qui y voit le moyen de se légitimer et de se mettre au centre du jeu politico-économique régional et désiré par des chefs d'États en quête de projet politique, apparaît finalement comme un point de blocage. Alors que les sommets des chefs d'États de la CBLT rappellent régulièrement leur soutien au projet et sa dimension prioritaire, les documents de planification officiels de l'institution¹⁷, réalisés avec l'appui du FEM et de la Banque mondiale, n'en mentionnent même pas l'éventualité. Cette utopie ressemble à une impasse.

UNE RÉGIONALISATION PÉTROLIÈRE ?

Longtemps, l'économie pétrolière n'a concerné que le littoral et les eaux du golfe de Guinée (Nigeria, Sud-Cameroun, Gabon, Congo). Depuis une dizaine d'années, l'exploitation des hydrocarbures a gagné son hinterland du Nord de l'Afrique centrale, le bassin tchadien : la position enclavée implique ici de construire des oléoducs de transport, parfois transfrontaliers. Il s'agit alors de se demander ce que cela change à la problématique de l'intégration régionale, si ces dynamiques sont davantage porteuses de nouvelles solidarités ou au contraire de fragmentation socio-spatiale et de repli national.

LES DISPOSITIFS PÉTROLIERS : ENTRE SOLIDARITÉS ET FRAGMENTATION

Plusieurs projets pétroliers ont été réalisés depuis le début des années 2000 dans le bassin du lac Tchad, et des prolongements sont en cours. Ils peuvent être vus de manière ambivalente : s'ils procèdent de la mise en place de systèmes extractifs mondialisés fonctionnant sur le mode de l'enclave, ils contribuent aussi à des solidarités bilatérales et renouvellent en partie les conditions régionales de circulation.

Ces projets pétroliers développés en contexte onshore ont tous, de manière directe ou indirecte, des implications transfrontalières qui scellent des formes de solidarité bilatérale spécifiques, inscrites dans la durée longue - souvent vingt à trente ans - des cycles extractifs. Le projet Tchad Cameroun est le premier et le plus important (Maounododji, 2009 ; Magrin *et al.*, 2012). Les travaux ont commencé en octobre 2000 et le pétrole a commencé à être exploité en octobre 2003, avec un

¹⁷ Notamment le Plan d'action stratégique et l'Analyse diagnostique transfrontalière du bassin du lac Tchad (CBLT, 2008; 2012).

pic de 200 000 barils par jour en 2005-2007, environ 100 000b par jour depuis. Rendu possible par la participation de la Banque mondiale et réalisé par un consortium dirigé par Exxon-Mobil, il a consisté à aménager initialement 300 puits de pétrole dans le Sud du Tchad et à les relier à un terminal d'exportation installé sur la côte camerounaise, à Kribi, au moyen d'un oléoduc de 1 070km traversant une bonne partie du territoire camerounais. Un traité bilatéral a été un préalable à la mise en œuvre du montage financier. Celui-ci prévoit la création de deux sociétés d'exploitation de l'oléoduc, Totco et Cotco, dans lesquelles les deux États tchadiens et camerounais sont intéressés¹⁸. Dans un contexte géopolitique considéré comme potentiellement instable et hostile au climat des affaires, la Banque mondiale a joué un rôle clé dans la mise en place du montage financier destiné à intéresser les deux États et à les rendre solidaires du destin du projet, tout en laissant la porte ouverte à des renégociations du contrat initial qui n'entament pas le fonctionnement d'ensemble (Donner, 2013).

Dans un deuxième temps, la première entreprise pétrolière chinoise, la *China National Petroleum Company* (CNPC), a développé en parallèle deux projets comparables au Tchad et au Niger (2009-2011) (Magrin, Maoundonodji, 2012). Il s'agissait dans une première phase d'exploiter un nombre limité de puits (gisement de Rônier au Tchad, Agadem au Niger) connectés à deux raffineries destinées à satisfaire les besoins intérieurs et régionaux, situées à Djermaya au Tchad (40 km de N'Djaména) et à Zinder au Niger. Les raffineries ne pouvant absorber que la moitié du potentiel de production initial de ces gisements, cette étape s'inscrivait clairement dans une stratégie développée partout par la Chine en Afrique, cherchant à gagner des contrats d'accès aux ressources naturelles en échange d'investissements ou de réalisations répondant aux demandes des dirigeants nationaux (Soares de Oliveira, 2008). La deuxième phase, en cours de réalisation, vise à exporter



Carte 3 : L'intégration par les infrastructures ?

les excédents. Pour ce faire, après avoir, comme souvent en matière de construction d'infrastructures de ce type, laissé envisager différentes options pour négocier les meilleures conditions possibles (Magrin, van Vliet, 2012), la CNPC a appuyé la signature d'un accord cadre entre le Tchad et le Niger en même temps qu'elle signait un accord avec Exxon, au printemps 2012. Son intention est d'utiliser l'oléoduc Doba Kribi, à présent sous-utilisé, pour y exporter ses excédents de production d'Agadem, de Rônier et des nouveaux gisements qui pourraient être mis à jour.

¹⁸ Le Gouvernement du Tchad aurait, selon des sources discordantes du groupe Banque mondiale, 8 à 15 % des parts de Totco et 5 % de celles de Cotco ; celui du Cameroun 5 à 10 % des parts de Cotco.

Une lecture courante amène à considérer ces développements pétroliers sous le registre de l'enclave : des investissements mondialisés concentrés sur quelques points voués à l'exportation de ressources, sans autre lien avec les territoires d'accueil que les rentes versées aux États (Ferguson, 2006). Mais ces enclaves méritent d'être interprétées aussi sous le registre archipélagique (Arrault, 2005), qui considère la manière dont l'ensemble des systèmes techniques nécessaires au fonctionnement de ces enclaves interagissent avec les territoires : modernisation de l'aéroport de N'Djaména et réalisation de nouvelles infrastructures, comme le pont sur la rivière Mbéré, à la frontière Cameroun Tchad, la route pétrolière ouverte à la circulation du public entre Doba, Komé, Donia et Bébédja, etc. De ce point de vue, les projets de la CNPC, qui semblent s'enclaver plus encore que celui d'Exxon par un recours massif à la main-d'œuvre chinoise, construisent aussi deux raffineries aptes à produire pour les besoins du marché intérieur et sont à l'origine de nouveaux flux régionaux de produits pétroliers, au Niger et du Niger vers le Bénin, au Tchad et vers la RCA. Trop peu, sans doute, pour voir dans le pétrole un vecteur de l'intégration régionale. Suffisamment cependant pour contribuer à un renouveau économique d'ensemble qui pourrait avoir des implications sur ce plan.

UNE EXTENSION DU GOLFE DE GUINÉE RENTIER OU UNE BIFURCATION POUR LE BASSIN TCHADIEN ?

L'extension de l'exploitation pétrolière dans l'arrière-pays sahélien du golfe de Guinée semble préfigurer une homogénéisation des économies au sein de l'Afrique centrale. Reste à savoir si une telle dynamique est plus favorable au principe de l'intégration que la valorisation des complémentarités entre zones fortement contrastées.

L'opposition historique entre une Afrique forestière et littorale riche de ses ressources (Gabon, Congo, Cameroun à un degré moindre) méprisant les enclaves soudano-sahéliens pauvres (Tchad, RCA) soupçonnés d'en vouloir à leur richesse, n'a plus cours. Elle était fort ancienne : c'est au nom de cette représentation que le Gabon n'avait pas suivi le reste de l'AEF derrière Félix Eboué, gouverneur du Tchad, pour rejoindre le camp du général de Gaulle en 1940. C'est aussi elle qui avait été à l'origine du rejet de la solution fédérale, en 1960, le Gabon ne voulant pas servir de « vache à lait » de l'Afrique centrale (et ayant même envisagé de demander un statut de département d'outre-mer (Dom) pour échapper à un semblable sort) (Pourtier, 1989). Depuis que la Guinée Équatoriale, qui a adhéré à la CEMAC en 1983, a connu un boom pétrolier spectaculaire, à partir de 1995, seule la RCA reste à ce jour pauvre et sans

ressource d'exportation significative hors du diamant vendu en contrebande. Pour le reste, la CEMAC se présente à présent comme un club de pays pétroliers. La plupart de ses membres ont appartenu à la « commission du golfe de Guinée », créée en 1999 pour servir de cadre de coopération entre anciens et nouveaux producteurs de pétrole de cette région (Tulipe, 2004). Mais celle-ci n'a guère joué de rôle face à l'imbroglie représenté par le découpage des frontières maritimes sur fond de compétition pétrolière (Augé, 2012).

L'image satisfaisante mais virtuelle d'un marché commun d'Afrique centrale valorisant des complémentarités entre productions animales et agricoles du sahel et des savanes (Tchad, RCA) et ressources énergétiques et forestières du Sud (Gabon, Congo) (Pourtier, 1993b) n'est donc plus d'actualité. Du point de vue des perspectives d'intégration régionale dans le bassin du lac Tchad, le contexte actuel d'affirmation des États grâce à un contexte politique et économique devenu plus favorable par l'augmentation des rentes, l'annulation des dettes et l'élargissement des partenariats (avec l'arrivée de la Chine et le maintien des partenaires traditionnels : France, États-Unis, Union européenne, Banque mondiale) est ambivalent. D'un côté, ici comme ailleurs, le retour des États n'est pas le moment du mouvement de balancier le plus favorable aux progrès d'intégrations régionales qui empiètent d'une manière ou d'une autre sur leur souveraineté. D'un autre côté, l'envie de renouer avec des politiques publiques ambitieuses se décline volontiers à des échelles régionales ou panafricaines, qui présentent l'avantage du gigantisme autant qu'une perspective pour capter les financements internationaux toujours nécessaires - le projet de transfert des eaux de l'Oubangui est un exemple, celui d'un chemin de fer transafricain Cameroun-Tchad-Soudan promis par la Chine en est un autre (Magrin, van Vliet, 2012).

Le contexte pétrolier post-ajustement se traduit finalement par l'ouverture du champ des possibles pour les pays du bassin tchadien, ouvrant la porte à des trajectoires différenciées en fonction des choix qui seront effectués. Alors que les rentes pétrolières promettent d'accélérer l'urbanisation et la croissance démographique, la mauvaise pente serait celle de l'inclinaison propre à la « malédiction des ressources naturelles » (Rosser, 2006) : recrutements dans une fonction publique hypertrophiée et grands travaux concentrés dans la capitale, biais urbain avec maintien de prix bas et subventionnés sur l'énergie et les vivres importées, abandon de l'agriculture et de l'économie productive, macrocéphalie... sur le modèle des émirats pétroliers du golfe de Guinée (Pourtier, 1989). Mais le moment pétrolier contemporain, avec les dispositifs d'accompagnement (régulations financières et environnementales, etc.) et les débats

citoyens qu'il véhicule, ouvre aussi des espaces de bifurcation (van Vliet, Magrin, 2009 ; Magrin, van Vliet, 2012). La valorisation du potentiel d'articulation entre des campagnes encore productives et des villes de plus en plus consommatrices, par des politiques publiques nationales et régionales adaptées, pourraient dessiner un modèle de développement alternatif exploitant les potentialités régionales.

CONCLUSION

L'intégration régionale est une notion ambiguë dans le bassin tchadien. Elle correspond à la vérité d'une vie de relations régionales anciennes, dynamisée par la croissance du réseau urbain, les progrès des infrastructures et les différentiels créés par l'existence des États modernes et de régimes monétaires différents. Le poids de la puissance nigériane, géant aux pieds d'argile garant de stabilité - ou d'immobilisme, c'est selon - dans les équilibres transfrontaliers plus qu'enclin à affirmer son *leadership* régional, la position de charnière entre de nombreux ensembles tiraillés par des forces centrifuges, facteur d'inflation stérile des institutions régionales, n'ont pas permis de grands progrès dans la prise en charge des problèmes de l'inter-territorialité (échanges et développement économique, gestion des ressources en eau, sécurité.). Les progrès de la construction régionale institutionnelle « par le haut » donnent donc l'impression de faire les frais de la vitalité des échanges « par le bas ». Les uns comme les autres révèlent les dysfonctionnements des États, trop peu sûrs d'eux-mêmes pour avancer dans la négociation de règles communes et trouver intérêt à les appliquer. La réponse aux enjeux communs de gestion des eaux du bassin du lac Tchad est révélatrice des intérêts dispersés et des insuffisances des États riverains - la séduction exercée par le mirage prométhéen du transfert des eaux de l'Oubangui par rapport aux modèles en vogue de gestion intégrée¹⁹, plus complexe et moins vendable aux opinions publiques, étant aussi un reflet de leur faible capacité institutionnelle. L'extension de l'exploitation pétrolière internationale sur l'arrière-pays du golfe de Guinée renforce quant à elle certaines solidarités bilatérales, sans que les enclaves extraverties sur laquelle elle repose modifient beaucoup la géographie régionale. Rentes pétrolières et nouveaux partenariats participent cependant d'un nouveau contexte favorable à des choix plus ouverts en matière de politiques publiques, dont le renforcement des infrastructures et

¹⁹ La GIRE (gestion intégrée des ressources en eau) est devenue la norme canonique internationale en matière de gestion des eaux, où elle décline les objectifs du développement durable : elle « encourage la mise en valeur et la gestion coordonnée de l'eau, des terres et des ressources associées en vue de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte d'une manière équitable, sans compromettre la durabilité d'écosystèmes vitaux » (Partenariat mondial de l'eau, 2000).

des échanges régionaux ne serait pas l'horizon le plus défavorable au développement.

BIBLIOGRAPHIE

ALVERGNE Christel, 2008, *Le défi des territoires. Comment dépasser les disparités spatiales en Afrique de l'Ouest et du Centre ?*, Paris, Karthala, PDM.

ARDITI Claude, HARRE Dominique, IGUE John O., 1990, *Échanges régionaux, commerce frontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : Les échanges marchands entre le Tchad, le Nord Nigeria et le Nord Cameroun*, Montpellier, Cotonou, Paris, INRA, UNB, IRAM.

ARRAULT Jean-Baptiste, 2005, « Du toponyme au concept ? Usages et significations du terme archipel en géographie et dans les sciences sociales », *L'Espace géographique*, n° 4, 315-328.

AUGÉ Benjamin, 2012, *Produire du pétrole en zone de conflit : cas de l'Afrique médiane*, thèse de doctorat en géographie, mention géopolitique, sous la direction de Béatrice Giblin, Paris, Université Paris 8-Vincennes-Saint Denis.

BACH Daniel, 1998, *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.

BERTONCIN Marina, PASE Andréa, 2012, *Autour du lac Tchad. Enjeux et conflits pour le contrôle de l'eau*, Paris, L'Harmattan.

BESNOIT Joseph-Roger de, 1979, *La balkanisation de l'Afrique occidentale française*, Dakar, Les nouvelles éditions africaines.

BLANCHON David, 2012, « Introduction. Du risque hydrologique au risque hydropolitique en Afrique », in « L'eau en Afrique, source de conflits ? », *Dynamiques environnementales* n° 29, 7-16.

CHALÉARD Jean-Louis, 1996, *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.

COUTY Philippe, 1966, *Le natron, secteur intermédiaire dans une économie de savane africaine*, Fort Lamy, ORSTOM.

COUTY Philippe, [1968] 1996, « La structure des économies des savanes africaines », in Ph. Couty, *Les apparences intelligibles. Une expérience africaine*, Paris, Arguments, 35-54.

COUTY Philippe, DURAND Pierre, 1968, *Le commerce du poisson au Tchad*, Paris, ORSTOM.

DEBOS Marielle, 2012, *Le métier des armes au Tchad : des combattants entre deux guerres*, Paris, Karthala, « Les Afriques ».

DEBRIE Jean, STECK Benjamin, 2001, « L'enclavement, réévaluation théorique et application à l'Afrique de l'Ouest », *L'espace géographique* n° 1, 26-36.

DONNER Nicolas, 2014, *De l'immunisation des enclaves pétrolières en Afrique*, thèse de doctorat en géographie, Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

GRÉGOIRE Emmanuel, LABAZÉE Pascal, 1993. *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, oRSToM.

HERBST Jeffrey, 2000, *States and Power in Africa. Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton, Princeton University Press.

IGUÉ John O., 1995, *Le territoire et l'État en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Paris, Karthala.

IGUÉ John O., 2006, *L'Afrique de l'Ouest entre espace, pouvoir et société. Une géographie de l'incertitude*, Paris, Karthala.

JAMIN Jean-Yves, GOUNEL Christian, BOIS Christophe (dir.), 2003, *Atlas Agriculture et développement rural des savanes d'Afrique centrale*, N'Djaména, Montpellier, PRASAC-CIRAD.

KOTCHO BONGKWAHA Jacob, 2011, « Les effets systémiques de l'APE sur l'intégration régionale en Afrique central », *Passerelles*, vol. 12, n° 3, [En ligne : ictsd.org/i/news/passerelles/112067/].

MAGRIN Géraud, 2001, *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Paris, Sépia-CIRAD.

MAGRIN Géraud, 2010, « En attendant le centenaire... Introduction au dossier Afrique, 50 ans d'indépendance. Territoires, frontières, identités et développement », *EchoGéo*, n° 13, [En ligne : echogeo.revues.org/12113].

MAGRIN Géraud, RÉOUNODJI Frédéric, NGARESSEM Goltob, MBAGOGO Audrey, ASSOUYOUTI Mahamat, 2010, « Le lac Tchad et N'Djaména : une relation porteuse de développement ? », communication au colloque PRASAC-ARDESAC « Savanes africaines en développement. Innover pour durer », Garoua, 20-24 avril 2009, [En ligne : hal.cirad.fr/cirad-00471340/fr/].

MAGRIN Géraud, 2011, « Sauver le lac Tchad autrement. Sur la piste du développement durable dans le bassin tchadien », in « La sauvegarde du lac Tchad », *Passages*, n° 166, numéro spécial, 18-22.

MAGRIN Géraud, 2013, *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris, Presses de la Sorbonne, « Territoires en mouvement ».

MAGRIN Géraud, 2014. « Double alchimie au lac Tchad : ou comment transformer la ressource en

pénurie et la pénurie en ressource », in M. Redon (dir.), *Ressources mondialisées : essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne (à paraître).

MAGRIN Géraud, VAN VLIET Geert, 2012. « Désenclaver le pétrole : une bifurcation pour le Tchad ? », communication au 15e colloque du réseau Mégatchad, « Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad », Université de Naples, 12-15 septembre 2012.

POURTIER Roland, 1989, *Le Gabon*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan.

POURTIER Roland, 1993a, *Atlas de l'Udéac*, Paris, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, centre de recherche Équateur.

POURTIER Roland, 1993b, « L'intégration régionale en Afrique Centrale : entre territoire et mémoire », table ronde du CERGP, Libreville, 13-15 octobre.

POURTIER Roland, 1995, *Atlas de la zone Franc en Afrique subsaharienne*, Paris, ministère de la Coopération, La Documentation française.

POURTIER Roland, 2010, *Afriques noires*, Paris, Hachette.

RAISON Jean-Pierre, MAGRIN Géraud (dir.), 2009, *Des fleuves entre conflits et compromis. Essais d'hydropolitique africaine*, Paris, Karthala.

RETAILLÉ Denis, 1997, *Le monde du géographe*, Paris, Presses de Sciences Po, « Références inédites ».

ROSSER Andrew, 2006, *The Political Economy of the Resource Curse : A Literature Survey*, IDS working paper n° 268, Brighton, Centre for the Future State.

SEIGNOBOS Christian, 2012, « La moto chinoise : une révolution urbaine et rurale (2005-2012) », communication au 15e colloque du réseau Mégatchad, « Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad », Université de Naples, 12-15 septembre 2012. SEVERINO Jean-Michel, RAY Olivier, 2010, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob.

SOARES DE OLIVEIRA Ricardo, 2008, « Making sense of Chinese Oil Investment in Africa », in C. Alden, D. Large, R. Soares de Oliveira (éd.), *China Returns to Africa. A Rising Power and a Continent Embrace*, Londres, Hurst & Company, 83-109.

TULIPE Simon, 2004, « Le bassin tchadien à l'épreuve de l'or noir : réflexions sur la nouvelle donne pétro-politique en Afrique centrale », *Politique africaine*, n° 94, 59-81.

VAN VLIET Geert, MAGRIN Géraud, 2009, « Public steering in the hydrofuel sector. Conditions for trajectory bifurcation in Chad and Mauritania », 21st world Congress of Political Science, Santiago du Chili, 12-16 juillet 2009.

SOURCES IMPRIMÉES

CBLT (Commission du bassin du lac Tchad), 2008, *Programme d'action stratégique pour le bassin du lac Tchad. Inversion des tendances à la dégradation des terres et des eaux dans l'écosystème du bassin du lac Tchad*, N'Djaména, CBLT, FEM, Banque mondiale, PNUD, UNOPS, [En ligne : lakechad.iwlearn.org/publications/reports/the-lake-chad-basin-sap-french].

CBLT, 2012, *Analyse diagnostique transfrontalière du bassin du lac Tchad, Inversion de la tendance à la dégradation des ressources en terre et en eau*, N'Djaména, CBLT.

LCBC (Lake Chad Basin Commission), 2011, *Collections of decisions of the LCBC heads of State and Government Summits*, vol. 1: 1964-2010, N'Djaména, LCBC.

Partenariat mondial de l'eau, 2000. *La gestion intégrée des ressources en eau*, TAC Background Papers n° 4, [En ligne : www.gwp.org/Global/ToolBox/Publications/Background%20papers/04%20Integrated%20Water%20Resources%20Management%20%282000%29%20English.pdf].

L'AUTEUR

Géraud Magrin est professeur de géographie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il mène depuis la fin des années 1990 des recherches sur les dynamiques des territoires en Afrique sahélo-soudanienne, s'intéressant aux enjeux politiques associés à l'exploitation des ressources naturelles, qu'il s'agisse de l'aménagement de bassins fluviaux ou des ressources extractives.

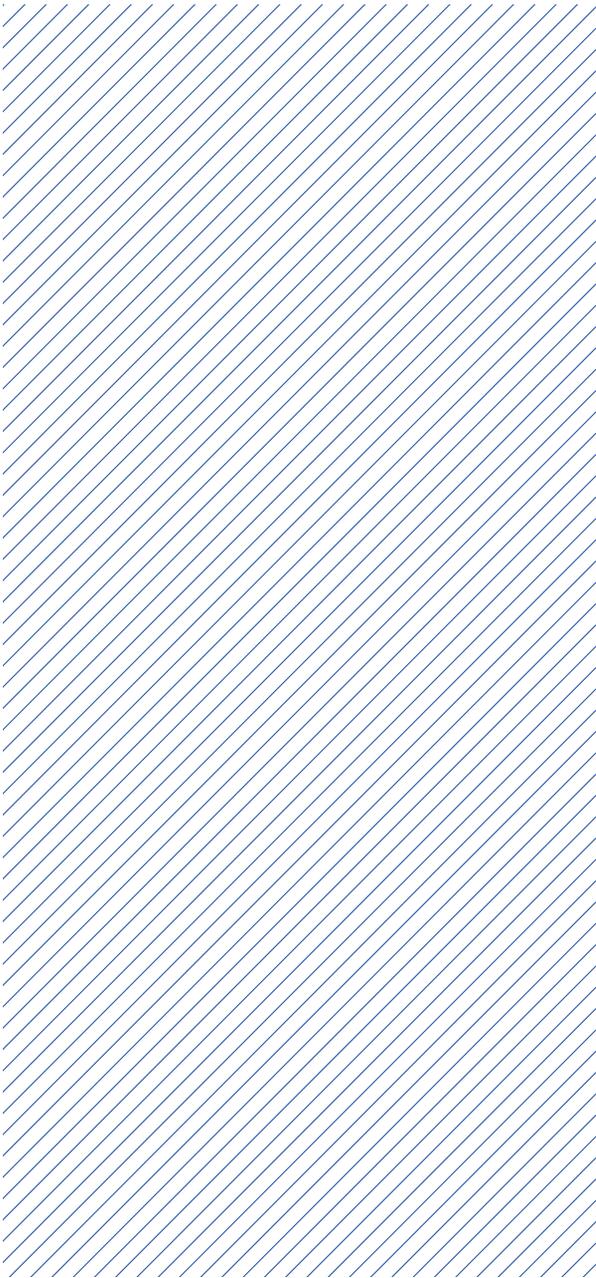
DERNIÈRES PUBLICATIONS

Redon M., Magrin G., Chauvin E., Lavie E., Perrier-Bruslé (dir.), 2015. *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. Territoires en mouvement.

Magrin G., Pourtier R., Lemoalle J. (dir.), 2015. *Atlas du lac Tchad*, Paris, Passages, République du Tchad, AFD, IRD, 227p.

Lemoalle J., Magrin G. (dir.), 2014. *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*, CBLT, Marseille, IRD-Editions, coll. Expertise collégiale bilingue français-anglais, 216 p.. + clé USB (contributions intégrales des experts : 638p.)

Magrin G., 2013. *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*, Publications de la Sorbonne, coll. Territoires en mouvements, 424 p.



IRMC

Géraud Magrin
Autour du lac Tchad, l'intégration régionale dans tous ses états

A. GANA (DIR.), LA RÉGIONALISATION DU MONDE : CONSTRUCTION TERRITORIALE ET ARTICULATION GLOBAL/LOCAL, PARIS, IRMC-KARTHALA, « HOMMES ET SOCIÉTÉS », 233-252.

www.ifre.fr/c/1643

GAPS IN GLOBAL MEDIA REPORTING ON VIOLENCE IN NIGERIA

Corentin Cohen
doctorant Sciences Po/CERI

**Boko Haram
islamisme
jihadisme
médias
Nigeria
violence**

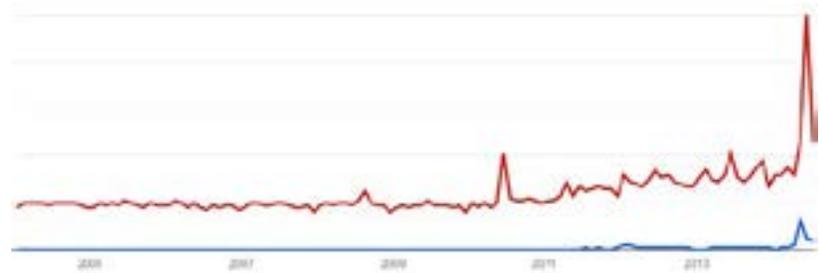
Source : Muslims, Christians and Religious Violence in Nigeria: Patterns and Mapping (2006 – 2014), by Akinola Ejodame Olojo with an annex by Corentin Cohen on media and religion

This contribution seeks to explore the global media's treatment of violence in Nigeria between June 2006 and May 2014. In the first six months of 2014, Nigeria attracted a high level of attention from the Western media. Based on the recent volume of articles inspired by increasing interest in on-going events in the country, there are a variety of reports and explanations unveiling the complexity of the phenomenon particularly in regard to the Boko Haram crisis. This section draws upon information in the Nigeria Watch database and it challenges the global media's perception of violence through two questions. First, how is the Boko Haram violence framed, how is it accounted for and what are the reasons or causes cited in media articles? Secondly, how are the conflict dynamics of Islamic group versus Islamic group framed and characterised? We analyse articles related to selected events published in three Western-based newspapers as follows: Two articles from the

'International New York Times' (hereafter referred to as INYT); five articles from the UK's '*The Guardian*'; and three articles from the French '*Le Monde*'.

The principal findings of this research is that most of the violent incidents examined were not reported at all by Western media until the abduction of schoolgirls from Chibok in Borno state on the 14th of April 2014. In other words, the Chibok incident marked a turning point and attracted record attention to the violent situation in the country. Despite this level of interest, the articles largely accounted for the violence in

religious terms with no regard accorded to the political, economic or social dimensions. Other explanations of violence were rendered following President Goodluck Jonathan's declarations which ascribed craziness and irrationality to Boko Haram's actions. Only opinion and comment articles provided alternate explanations of the violence. In addition, this limited Muslim-Christian religious framework has thus led Western media to completely ignore events that reflect opposition forces between Muslim communities or leadership.

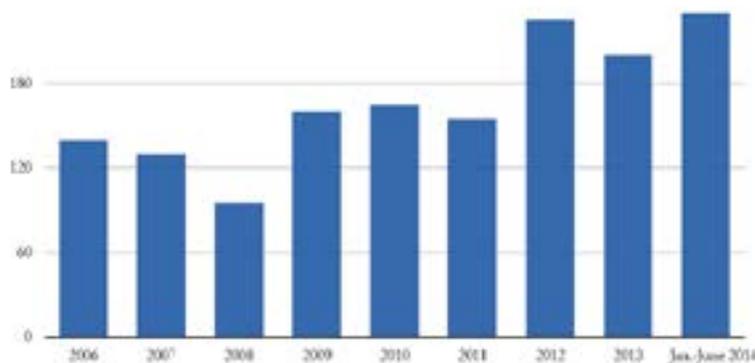


Volume of research on Google for the words 'Boko Haram' (blue) and 'Nigeria' (red) from mid-2005 to mid-2014.

© Source: Google Trends

WESTERN MEDIA'S 'DISCOVERY' OF RELIGIOUS VIOLENCE IN NIGERIA IN THE WAKE OF THE CHIBOK INCIDENT IN MAY 2014

Following the first six months of 2014, Nigeria and Boko Haram have been the object of unprecedented attention in Western media. This is illustrated by the number of articles and reports in the newspapers studied, as well as by the frequency of Google requests generated online. Information obtained from the Factiva database¹ are presented here reflecting the trend over the past 5 years. The number of articles we selected on Nigeria excludes



Number of articles relating to Nigeria published in the International New York Times (INYT), The Guardian and Le Monde between 2006 and June 2014 according to the Factiva database

the ones falling under the 'Sport and Leisure', 'Football' and 'Art and Shows' categories. As already noted, a similar peak level interest is displayed by the number of searches carried out on the Google platform in the wake of the Chibok incident. In the diagram below, the blue line represents searches on 'Boko Haram' while the red one represents 'Nigeria'. The frequency of articles published in the first 6

¹ Factiva is an information and research tool which aggregates content from both licensed and free sources.

months of 2014 already matches the frequencies of articles published in 2013 and 2012.

For this study we selected four events and studied how they were reported. The first finding is the global medias' generally low interest in reporting violent events occurring in Nigeria before the Chibok incident. The four events were chosen using the Nigeria Watch database (highest levels of violence in the month) combined with the Google research tools. The events selected coincide with peaks levels of attention and searches on Boko Haram. To increase chances of identifying articles, we focused on those issued in the first three days following

events/incidents. However, we only searched for articles tagged with the country 'Nigeria' ('Nigéria' in French) and no specific keywords, topics or fields were inserted to ensure that we obtain all the appropriate articles. The Chibok incident seemed to have provoked increased attention and this is clearly indicated by the soaring number of articles in April and particularly May according to the Factiva database. It is observable that the number of articles published in the sole month of May

Year	Estimated number of articles
2005	145
2006	140
2007	130
2008	95
2009	160
2010	165
2011	155
2012	225
2013	200
01/01/2014 06/30/2014	230

Number of articles relating to Nigeria published in the International New York Times (INYT), The Guardian and Le Monde between 2006 and June 2014 according to the Factiva database

2014 relating to Nigeria actually exceeds the number of articles published in the whole of 2008.

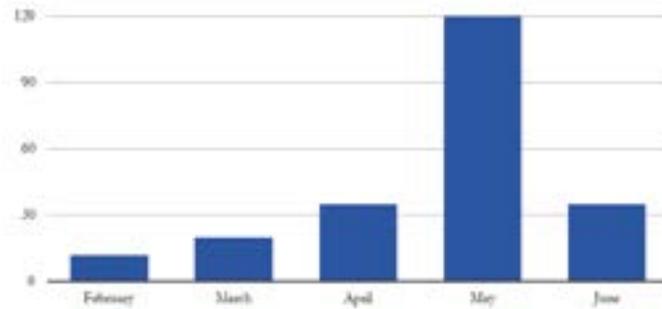
The first event selected is the 25 February Boko Haram attack on Federal Government College, Buni Yadi in Yobe state. Yobe is one of the three states placed under a state of emergency by the Nigerian government since May 2013. The group reportedly killed 43 male students after it stormed the student residential building². The only newspaper reporting it was The Guardian in its international pages. Le Monde mentioned the event in an article about Boko Haram on the

² AFP, "43 killed in Nigeria in suspected Boko Haram school attack," *Khaleejtimes*, February 26, 2014 accessed July 28, 2014, www.khaleejtimes.com/kt-article-display-1.asp?xfile=data/international/2014/February/international_February738.xml§ion=international

2014/Month	Number of articles
January	25
February	12
March	20
April	35
May	120
June	35

occasion of the French President's official visit to Nigeria. The second event considered is a market bombing in the town of Bama in Borno state which transpired on 23 March killing 31 people. It was not reported at all so another set of particularly violent events that occurred on 11 April was selected. On that day as well as the subsequent day, Boko Haram attacked students due to undertake the Unified Tertiary Matriculation Examination in four towns of Borno state (Dikwa, Kala-Balge, Gambulga and Gwoza)³. 210 people were killed and several public buildings destroyed. This incident was also not reported. The fourth event considered in our analysis is a succession of attacks that occurred on 19 and 20 May 2014. Two villages near Chibok were hit and on the same day a market in Jos was bombed killing 118 people. The attacks in the two villages were reported with comments appearing in two Guardian articles. The Jos bombings were reported in three Guardian articles and one INYT article. Le Monde covered

³ Kayode Idowu and Fidelis Soriwei, "Boko Haram kills Scores of UTME candidates in Borno," *Punch*, April 12, 2014, accessed July 28, 2014, www.punchng.com/news/utme-students-killed-in-boko-haram-attacks/



Number of articles relating to Nigeria published in the International New York Times (INYT), The Guardian and Le Monde between January and June 2014 according to the Factiva database

the event with an AFP video but no article. Overall, all the articles still made reference to the Chibok incident but the peak in May rather than just after the abduction in April let us think that it is not the incident per se that brought attention but rather the « Bring Back Our Girls » campaign.

IN SPITE OF STRONG INTEREST IN NIGERIA, BOKO HARAM VIOLENCE IS NOT ACCOUNTED FOR WITH CONTEXTUALISATION AND THE REPORTING OF EVENTS ONLY REFERS TO RELIGION

How were the events involving Boko Haram reported during this time of increasing global attention? How is violence accounted for? What are the explanations advanced in regard to the current upheaval? To understand how violence is framed, this study examined the descriptions ascribed to the group and its organisation. We also went further to understand how the situation in northern Nigeria was described, as well as what historical or contextual elements the readers of articles were provided with. Despite the international focus, most of the

articles examined in reference to Boko Haram attacks fall short of providing any explanation of violence even though they implicitly define the group's actions with an 'Islamic' identity. Indeed, most articles only offer a context of interpretation which recalls the violent actions of Boko Haram in the past and still in reference to the term 'Islamism'. The articles insist on the details of violence and on the modus operandi of the group. It is mostly in opinion articles or more analytic individual comments that alternate explanations and contextualisation of violence is provided, namely the shortcomings of the state, lack of regional cooperation, violent repression of protests and army brutality. The socioeconomic conditions of the affected states or northern region is also not mentioned at all.

In the three newspapers the events examined are mostly described in religious terms. In the article reporting the attack on the Federal Government College of Buni Yadi, Yobe State, the only adjective used to describe Boko Haram is 'Islamist' and in fact, it is repeated twice. The article details 'the Islamists' (...) want an Islamic state in Northern Nigeria'. In all the Guardian's articles reporting the Jos bombings, Boko

Le Nigeria annonce un accord avec Boko Haram sur la libération des lycéennes enlevées



Le 15 avril, des hommes armés avaient pris d'assaut l'internat d'un lycée public pour filles de Chibok, et enlevé 276 jeunes filles de 12 à 17 ans.

Haram is referred to as 'Islamic militant' or as a sect. Le Monde uses 'groupe islamiste' ('Islamic group') or 'secte sunnite' ('sunnite sect'). The only rationale proposed to readers trying to understand the violence is one that describes a group desiring to 'carve out a caliphate in northern Nigeria'. The INYT article reporting the same event refers to Boko Haram with the tautology of 'Islamist extremist group' that emphasises the religious aspect of the violence. One other article of The Guardian also employs the term 'Islamist sect Boko Haram'. This religious dimension can be found in one of Le Monde's description of the conflict that further situates the Islamic group in opposition to President Jonathan (a Christian from the southern part of Nigeria).

Violence is not comprehensively accounted for and no historical context is given. In majority of the articles, the 'presentation' of the group or its contextualisation is depicted by reference to past bombings and once again the Chibok incident. The only other description of the group that serves as an explanation for its violence stem from the official declarations of President Goodluck Jonathan stating that the government should not be 'cowed by the atrocities of enemies of human

progress'⁴. In relation to the Buni Yadi event, the claim that Boko Haram members are 'deranged terrorist and fanatics who have clearly lost all human morality and descended to bestiality' constitutes the only other additional information the reader is given. Le Monde reports the official communiqué regarding the same attack mentioning 'des terroristes fous et des fanatiques'⁵ ('crazy terrorists and fanatics'⁵) as the only element offering understanding. After the Chibok incident the renewed interest in Nigeria paved way for longer articles with more analytic frames. Some exceptions to the pattern we found can be observed even though they do not directly concern the reporting of the events we had chosen to study.

One Guardian opinion article carried the title 'Coups and terror are the fruit of NATO's war in Libya: The dire consequences of the West's intervention are being felt today in Tripoli and across Africa, from Mali to Nigeria'⁶. It expresses the Boko Haram and Nigerian situation in a few words but also considers that the group's violence can be accounted for by 'deprivation, drought and brutal state repression in the

⁴ Presidential statement released by Reuben Abati "We will not be cowed by the enemy" - President Jonathan condemns Jos Bomb Blast," *Talk of Naija*, May 20, 2014, accessed July 28, 2014 www.talk-ofnaija.com/politics/we-will-not-be-cowed-by-the-enemy-president-jonathan-condemns-jos-bomb-blast-read-statement

⁵ AFP, "43 killed in Nigeria in suspected Boko Haram school attack," *Standard Digital*, February 26, 2014, accessed July 28, 2014, www.standardmedia.co.ke/mobile/?articleID=2000105562&story_title=43-killed-in-nigeria-in-suspected-boko-haram-school-attack

⁶ Seumas Milne, "Coups and terror are the fruit of Nato's war in Libya, The dire consequences of the west's intervention are being felt today in Tripoli and across Africa, from Mali to Nigeria," *The Guardian*, May 22, 2014, accessed July 28, 2014 www.theguardian.com/commentisfree/2014/may/22/coups-terror-nato-war-in-libya-west-intervention-boko-haram-nigeria

Muslim North'. Another article in the INYT focuses on Abubakar Shekau's life and religious radicalisation. It barely mentions the history of the northern region or its socioeconomic conditions. An additional article discusses the Nigerian state's action and explains violence through the state's failure and inefficiency, while finishing with an interview with a vigilante group's representative. A much broader article that was examined deals with the conference organised in Paris in May 2014 in relation to the Boko Haram crisis. It explains that the porous frontiers and the little cooperation among the countries of the West African sub-region allowed the attacks and the development of the group. Finally, one Le Monde article, though capitalising on a religious frame, gives voice to different individuals who underscore the absence of trust in the government or the lack of resources to fight the group, as well as the army's failure.

ABSENCE OF REPORTING ON ISLAMIC VERSUS ISLAMIC GROUP CLASHES

Although we acknowledge that religion as well as other issues bordering on socioeconomics are central factors accounting for violence, we also want to briefly shed some light on how the attacks by Boko Haram against Muslim groups or communities has been reported. In regard to this, in the articles studied the religious explanation of violence is often not nuanced with the dimension that deals with intra-group violence within religion itself. We searched within three the newspapers with a view to identifying articles

related to Nigeria and a focus on violent incidents involving different Muslim communities. The following three incidents were thus identified in the Nigeria Watch database: The first relates to the assassination of Sheikh Muhammad Auwal Albani, a major Salafi leader in Nigeria who had openly criticised Boko Haram. He was ambushed with his family on 1 February 2014 in Zaria, Kaduna State⁷. The second incident involves a violent encounter reported as a clash between the Izala and the Tijaniyya Sufi brotherhood in Bauchi state in March 2014⁸. A third and final violent event transpired on 30 May 2014 involving the assassination of Idrisa Timta, Emir of Gwoza who was arguably a representative of religious and political power in the community⁹. Using the Factiva database and confirming data with the websites of the selected newspapers, this study set out to inquire exactly how these aforementioned incidents were reported and to compare the frames used. In the end, the findings were unequivocal: there was indeed no report of these three events in any of the selected newspapers.

CONCLUSION

Three trends that are to be explored and questioned come out of this study. The first one regards the means given to reporting. To which extent have global

⁷ Isaiah Benjamin, Midat Joseph, "How Sheikh Albani, Wife, Son Were Killed – Eyewitnesses," *Leadership*, February 3, 2014, accessed July 28, 2014 leadership.ng/news/342760/how-sheikh-albani-wife-son-were-killed-eyewitnesses

⁸ Ahmed Mohammed, "Nigeria: Bauchi - Man Killed in Clash Between Darika, Izala Sects," *Daily Trust*, March 29, 2014, accessed July 28, 2014 allafrica.com/stories/201403311789.html

⁹ Ola' Audu, "Emir of Gwoza killed after abduction by Boko Haram," *Premium Times*, May 30, 2014, accessed July 28, 2014 www.premiumtimesng.com/?p=161738



Logo de Boko Haram

newspapers deployed their own means of reporting on the issue. Do they exploit local newspapers and use their informations, do they rely only on press agencies with official sources and declaration or did they sent reporting team in the country, i.e. do they more report than investigate ? The second finding that should be accounted for is the global disinterest for Nigeria and Boko Haram violences before the Chibok abduction. The event was a turning point and led to a security oriented coverage of the country. But what were the global peaks of attention to Nigeria before the BH crisis ? Was it elections violences, the Niger Delta insurgency, political life or other issues...? Can we consider that the mediatization of african political life grounds itself on security or violence oriented event ? Thirdly and to further this question, do religious interpretations of the conflict reflect the field reality and understanding of the conflict or international medias way of thinking about Africa and ethno religious conflict ? In this case the terrorist or islamism explanation of the conflict should bring more and more attention to it. It is

also likely that the local conflict is going to be more and more integrated in the narrative of global jihadism and international fight against terrorism.

L'AUTEUR

Corentin Cohen est doctorant en Science politique et relations internationales à Sciences Po et au CERI. Sa thèse porte sur les iconographies des conflits armés en Afrique, particulièrement sur Boko Haram au Nigéria, au Tchad et au Cameroun, et sur les violences urbaines au Brésil.

IFRA-Nigeria

Corentin Cohen
Gaps in global media reporting on violence in Nigeria
Projet Nigeria Watch, Working paper n°3 (Annexe)

www.ifra-nigeria.org/IMG/pdf/muslims-christians-religious-violence-nigeria.pdf

INTERNATIONALISATION : LES NOUVELLES AMBITIONS DES GROUPES TUNISIENS ET MAROCAINS

Sylvie Daviet
Université Aix-Marseille
Délégation CNRS à l'IRMC 2010-2012

Source : *L'entrepreneuriat transméditerranéen*
Paris, IRMC-Karthala, 2015, 99-116.

économie
internationalisation
Maroc
mondialisation
Tunisie

42–52

La proximité géographique, les liens historiques, culturels, migratoires avec l'Europe, le statut avancé du Maroc puis de la Tunisie au sein de l'Union européenne, façonnent la primauté d'une dynamique euromaghrébine. Or, la mondialisation et l'échange international sont des facteurs de changement structurel profond. Cet article sonde les impacts du polycentrisme mondial sur le Maghreb, et plus généralement sur la Méditerranée. Nos enquêtes de terrain nous ont mis sur la piste d'entrepreneurs résolument tournés vers le continent africain. Pour comprendre les stratégies d'internationalisation des entreprises et leurs destinations géographiques, nous nous intéressons aux facteurs externes, en commençant par poser le cadre des dynamiques de mondialisation et régionalisation, puis en expliquant l'émergence de groupes maghrébins à l'international, avant de présenter quelques cas d'entreprises se déployant sur les nouveaux marchés africains, moyen-orientaux ou européens.

UNE VISION LONGTEMPS PASSIVE DE L'INTERNATIONALISATION DU MAGHREB

L'internationalisation des économies maghrébines a longtemps été étudiée et perçue sur la base d'indicateurs limités, en insistant sur le rôle des investissements directs étrangers (IDE), promouvant des exportations dirigées vers l'Europe, avec une conception passive de l'internationalisation, le Maghreb en étant le réceptacle. Nous avons choisi de ne pas nous en tenir à ce constat et d'en cerner les limites. La démarche n'allait pas de soi¹ ; presque tout donnait à penser que cette vision bénéficiait d'une inertie et d'une stabilité à toute épreuve : la proximité géographique, les liens historiques, culturels, migratoires avec l'Europe, le statut avancé du Maroc puis de la Tunisie² au sein de l'Union européenne, façonnant la primauté d'une dynamique euromaghrébine. Or, la mondialisation et l'échange international sont des facteurs de changement structurel profond. Nous sommes donc partis de cette hypothèse pour sonder les impacts du polycentrisme mondial sur le Maghreb, et plus généralement sur la Méditerranée. Les rapports des organisations internationales (OCDE, 2010) soulignant, chiffres à l'appui, l'évolution des rapports de force internationaux, ont conforté notre appréciation ; tandis que la littérature a

¹ En particulier avant 2010.

² Après la révolution du 14 janvier 2011.

bientôt émis des signaux d'alerte, invoquant le risque d'une « Méditerranée sans l'Europe » (Abis, 2010). Autant de « bruits », de perturbations, justifiant un regard neuf. Enfin, nos enquêtes de terrain nous ont mis sur la piste d'entrepreneurs résolument tournés vers le continent africain ; un horizon non moins évident pour le Maghreb, mais des recompositions qu'il nous a fallu éclairer, pour mettre en adéquation les nouvelles réalités et leurs représentations.

Nos enquêtes ont porté sur un panel d'entreprises tunisiennes et marocaines (Daviet, 2013), en considérant que ces deux pays sont les plus ouverts du Maghreb central. En effet, le stock d'investissements directs étrangers entrants était en 2010 de 42 milliards de dollars US pour la Tunisie et de 31,4 milliards de dollars US pour le Maroc, contre seulement 19,5 milliards pour l'Algérie (Abbas, 2012, 63). Le profil économique de l'Algérie est spécifique dans la mesure où 97 % des exportations relèvent des hydrocarbures. L'ouverture commerciale n'y a donc pas la même ampleur ni la même signification.

Notre approche méthodologique s'est appuyée en premier lieu sur la bibliographie, la littérature grise (Ubifrance, 2010) et une large consultation de la presse économique. Nous avons, en second lieu, réalisé des entretiens auprès d'institutions marocaines et tunisiennes d'appui à l'exportation (cf. CEPEX, 2008) et de suivi des IDE, auprès d'associations et d'organismes patronaux (UTICA, 2006), d'organisations internationales (cf. Banque mondiale, 2008) ou de coopération bilatérale, et naturellement auprès d'entrepreneurs ou de leur entourage. Nous citerons également les éclairages fournis au cours d'une dizaine de forums et de rencontres sur l'investissement qui se sont déroulés entre 2011 et 2012, au Maroc et en Tunisie. Avec le souci de ne pas négliger le cadre macro-économique, nous nous efforçons ici de mettre en regard un ensemble de données statistiques et de cas empiriques, en nous focalisant sur le concept de stratégies spatiales³.

Pour comprendre les stratégies d'internationalisation des entreprises et leurs destinations géographiques, nous nous intéressons aux facteurs externes, en commençant par poser le cadre des dynamiques de mondialisation et régionalisation (section 1), puis en expliquant l'émergence de groupes maghrébins à l'international (section 2), avant de présenter quelques cas d'entreprises se déployant sur les nouveaux marchés africains, moyen orientaux ou européens (section 3).

MONDIALISATION, RÉGIONALISATION, DIVERSIFICATION

SPHÈRES D'APPARTENANCE ET ACCORDS COMMERCIAUX

Les stratégies des entreprises sont influencées par deux grands types de facteurs externes : l'environnement géographique et culturel, d'une part, et d'autre part, l'environnement institutionnel dans lequel elles évoluent. Sur le plan géoculturel, le Maghreb s'inscrit dans trois sphères d'appartenance (Daviet, 2013) : la Méditerranée et les relations à l'Europe au Nord, le monde arabe et le Moyen-Orient au Centre, l'Afrique subsaharienne au Sud. Sur le plan institutionnel, les accords de libre-échange signés par les pays du Maghreb reflètent en grande partie ces aires d'appartenance, mais présentent des états d'avancement inégaux.

En 1995, dans le cadre du processus de Barcelone, la signature de l'Accord euro-méditerranéen (Euro-Med) a donné une forte impulsion aux échanges internationaux. Du côté du monde arabe, la grande zone arabe de libre échange (GAFTA) qui a été signée en 1997, est entrée en vigueur en 2005. L'Union du Maghreb arabe (UMA), conclue en 1989, regroupe en principe le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie, la Libye et la Tunisie, mais ne s'est pas réunie depuis 1994, date à laquelle la frontière entre Maroc et Algérie a été fermée, en raison du différend entre les deux pays au sujet du Sahara occidental. De ce fait, l'Algérie ne participe pas aux accords d'Agadir qui regroupent, depuis 2004, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et la Palestine. Les accords d'Agadir bénéficient d'une structure permanente soutenue par l'Union européenne. Enfin, en direction de l'Afrique, la Tunisie et le Maroc négocient des accords de libre-échange avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA⁴).

Par ailleurs, une multitude d'accords bilatéraux sont régulièrement conclus ; Maroc et Tunisie ont respectivement conclu un ALE (Accord de libre-échange) avec la Turquie en 2004 et 2005, tandis que le Maroc a conclu un ALE avec les États-Unis en 2004. Grâce aux accords commerciaux préférentiels signés avec des partenaires bilatéraux ou régionaux, le Maroc et plus encore la Tunisie ont accru la part de leurs exportations dans le PIB. De plus, les ALE ont été un argument de poids pour attirer des investissements directs étrangers (Banque africaine de développement, 2013, 152), agissant à leur tour sur la réaction en chaîne des transformations internes et

³ Le concept a donné lieu à une bibliographie notable, synthétisée en termes géographiques par François Bost dans son HDR (2012, 157, et sq).

⁴ L'UEMOA est composée de 8 États (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo).

externes des économies maghrébines et plus généralement du paysage régional.

© Source : WDI 2011, Banque mondiale.

Pays	1995-1999	2000-2004	2005-2009
Maroc	26,8	29,2	35,5
Tunisie	42,8	45,7	57,5

Tableau n° 1. Exportations en pourcentages du PIB

LA RÉGIONALISATION COMME CADRE D'ANALYSE

La question des relations entre régionalisation et mondialisation est de plus en plus prégnante dans la littérature (Baldwin, 1997). La régionalisation apparaît comme la construction de nouveaux espaces de régulation (Union européenne, ASEAN⁵, ALENA⁶) dans une mondialisation multiforme (Beckouche, 2011). Dans une dynamique de régionalisation, les échanges internes à un espace tendent à devenir prépondérants par rapport aux échanges externes avec d'autres espaces. Ces échanges ne se limitent pas aux indicateurs macro-économiques, mais peuvent concerner d'autres relations, comme les flux touristiques, les migrations et les mobilités... La régionalisation désigne par conséquent l'augmentation d'un ensemble d'interactions économiques et sociales dans une même région du monde (Gana, Richard, 2013).

Les relations entre l'Europe et le Maghreb se sont construites sur la longue durée ; héritant de la période coloniale et postcoloniale, elles ont pris par la suite la forme d'un régionalisme Nord-Sud (Beckouche, 2008), avec une nuée d'entreprises européennes, implantées dans les zones franches de la rive Sud, alimentant des flux d'exportation vers la rive Nord (Daviet, 2014). La diversification récente des relations économiques et commerciales du Maghreb apparaît comme une évolution logique (Ben Hammouda *et al.*, 2009). Elle est même facilitée par le processus de Barcelone. C'est ce que montrent les données sur l'échange international, tout particulièrement dans le cas du Maroc (Figure 1). En 1995, le niveau total des échanges se confondait encore avec le montant des échanges à destination de l'Europe. Quinze ans plus tard, les deux courbes se séparent nettement. Ce n'est guère au profit des échanges avec les autres pays d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne, mais au profit d'autres

⁵ Association des nations de l'Asie du Sud-Est fondée par cinq États : Philippines, Malaisie, Singapour, Indonésie, Thaïlande. Ont suivi le Brunei, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Birmanie.

⁶ Accord de libre-échange nord-américain (États-Unis, Canada, Mexique).

régions du monde, notamment la Chine dont la place grandit parmi les importateurs. Autant d'éléments qui confirment « le basculement du monde, et l'émergence de nouveaux acteurs dans l'économie mondiale » (Ben Hammouda *et al.*, 2012). Le recul relatif de l'Europe en Méditerranée et au Maghreb n'est donc pas spécifique. Plus généralement, c'est le poids des vieux pays industrialisés qui a régressé passant de 60 % du PIB mondial en 1990 à 43 % en 2010. La place de l'Europe s'érodant montre toutefois la nécessité de construire, avec les pays du Maghreb, un partenariat au contenu plus adapté à ce nouveau contexte.

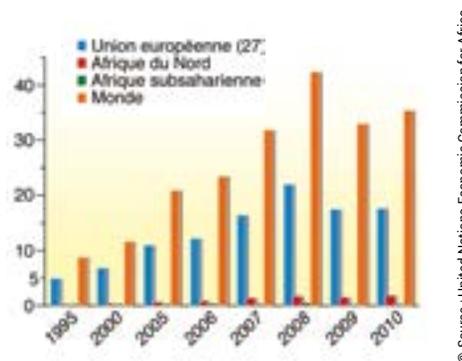


Figure n° 1. Évolution des importations du Maroc en millions de dollars US

CULTURE ENTREPRENEURIALE ET ÉMERGENCE DES GROUPES MAGHRÉBINS À L'INTERNATIONAL

L'ESSOR DU MONDE ENTREPRENEURIAL DANS LES SOCIÉTÉS MAGHRÉBINES

L'entrepreneuriat maghrébin a retenu de longue date l'attention des chercheurs en sciences sociales. Si l'on s'en tient à la période contemporaine, la figure de l'entrepreneur n'a cessé de s'affirmer sous l'influence de différents paramètres, constituant une véritable élite économique (Vermeren, 2002 ; Affaya, Guerraoui, 2009). Dès les débuts des indépendances, le Maroc initie le mouvement avec le processus de marocanisation des anciennes entreprises coloniales (El Aoufi, 1990), tandis qu'en Algérie un petit entrepreneuriat coexiste à l'entreprise publique (Peneff, 1981). Puis, la montée en puissance de l'ouverture économique, les privatisations (Assouali, 1996 ; Bouachik, 1993 ; Kichou, 2001 ; Sadi, 2005), l'appel généralisé à l'entrepreneuriat, vont favoriser le développement d'un tissu d'entreprises petites et moyennes (Denieuil, 1992 ; Nabli, 2008 ; Denieuil, Madoui, 2010 ; Madoui, 2012) ; mais aussi de groupes (Catusse, 2008 ; Srairi, 2001 ; Chabchoub Kammoun, 2006 ; Karray, 2005 ; Mzid, 2009), portés par les nouvelles impulsions

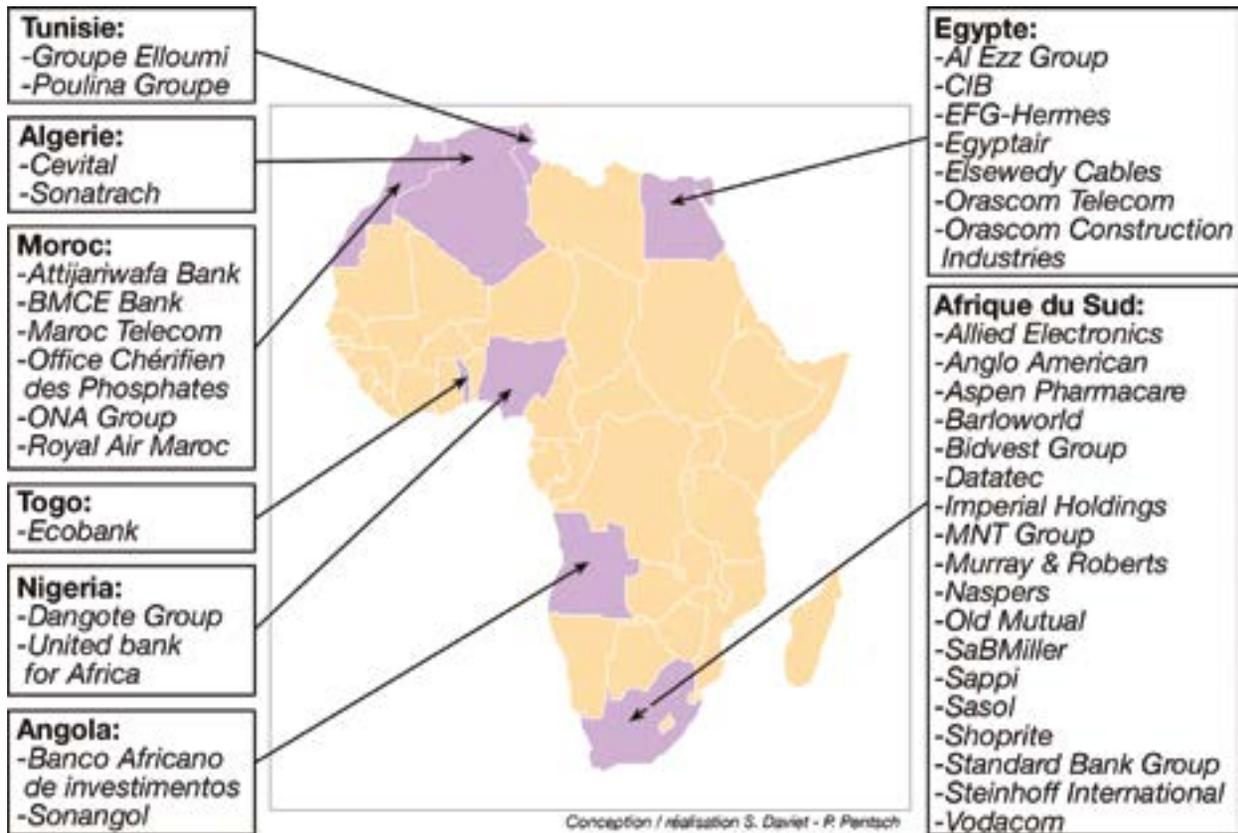


Figure n° 2. L'émergence de groupes africains aux ambitions globales

d'économies en voie d'émergence (Mathlouthi, Planel, 2008). Ce sont ces groupes qui ont retenu notre attention et qui ont bénéficié d'un encadrement d'ingénieurs passés par de grandes écoles⁷. Près de 20 ans après le processus de Barcelone, une métamorphose s'est opérée.

HYPOGROUPES ET GRANDS GROUPES FAMILIAUX

La notion de groupe désigne un ensemble d'entreprises distinctes, mais entretenant des liens financiers (participations ou contrôle) et organisationnels (dirigeants, stratégies). Le contexte général d'ouverture des économies maghrébines joue naturellement un rôle déterminant, mais nous verrons que l'histoire et les contextes nationaux contribuent également à les façonner dans leurs structures comme dans leurs ambitions. Leurs conditions d'émergence, leurs structures et leurs stratégies permettent de dégager quelques profils emblématiques de groupes en Tunisie et au Maroc.

⁷ Cf. dans cet ouvrage les articles de Éric Gobe, Catherine Marry, Françoise Chamozi, 299-311, et Sonia El Amdouni, 283-298.

En Tunisie, les travaux sur les groupes se sont développés à partir des années deux mille. Ils révèlent l'existence de petits groupes familiaux - qualifiés parfois d'hypogroupes (Srairi, 2001 ; Chabchoub Kammoun, 2006 ; Karray, 2005 ; Jarbou, 2008 ; Mzid, 2009). Si certaines entités existent dès l'après-guerre dans la Tunisie indépendante, d'autres naissent à la fin des années soixante. À partir des années soixante-dix, la politique économique donne la priorité à l'investissement privé étranger et national, faisant coexister deux secteurs faiblement articulés. Dès lors, parallèlement au développement du secteur *offshore*, le tissu autochtone se tourne vers la diversification de ses activités qui est à l'origine de conglomérats hétéroclites. Concentrés dans un premier temps sur le marché national, leur développement international est sensible seulement à partir des années 2000 et constitue une réponse à l'étroitesse du marché intérieur (10 millions d'habitants). Plusieurs types sont identifiés. Les uns sont diversifiés comme Poulina, tandis que d'autres se spécialisent, à l'instar d'Elloumi (câblerie). Les groupes internationalisés se distinguent de ceux qui se sont développés sur le marché intérieur, dans l'agroalimentaire (Délice) ou les services (Princesse El Materi Holding et Mabrouk). La relation entre l'atomisation

des structures entrepreneuriales et le régime autoritaire tunisien des années quatre-vingt-dix et deux mille a bien été mise en évidence par Béatrice Hibou (2008, 127) qui a explicité l'adage « rester petit pour se protéger du pouvoir ».

Cet éparpillement contraste avec le Maroc où les grands groupes familiaux réalisent près du tiers du PIB⁸, dont une part notable est imputable à la famille royale (Diouri, 1992). En outre, le Maroc n'est pas passé par l'étape des expériences socialistes optant, après l'indépendance, pour un « capitalisme d'État » (Richards, Waterbury, 1990, 317) conforté par la loi de marocanisation de 1973 qui obligea les sociétés étrangères à céder 50 % de leur capital et le poste de PDG à des nationaux. Après le plan d'ajustement structurel qui fut l'un des premiers de la région (1983), l'investissement étranger est de nouveau encouragé. L'accord de partenariat avec l'Union européenne (1996), puis l'accord de libre-échange avec les États-Unis (2006), placent d'emblée le royaume chérifien dans une stratégie spatiale ouverte et diversifiée. Dans ce contexte, les groupes marocains s'appuient sur un important secteur bancaire comme le groupe Benjelloul (BMCE) et le groupe Kettani (Wafabank) impliqués dans une forte dynamique d'internationalisation. Et les privatisations apparaissent comme un facteur décisif de la restructuration et de l'expansion des groupes marocains (Catusse, 2008).

L'ÉMERGENCE DE GROUPES AUX AMBITIONS GLOBALES

En 2010, une étude du Bosting Consulting Group a identifié sur le continent africain 40 entreprises émergentes à croissance rapide avec des ambitions globales. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte (Figure 2) totalisent, avec 17 de ces entreprises, près de la moitié de l'effectif, tandis que l'autre moitié se concentre en Afrique du Sud. Il s'agit pour le Maroc d'Attijariwafa Bank, BMCE Bank, Maroc Telecom, Office Chérifien des Phosphates, ONA group et Royal Air Maroc ; pour l'Algérie, de Cevital et de Sonatrach ; pour la Tunisie, du groupe Elloumi et de Poulina. Ces groupes - qui émergent souvent à la suite d'importants programmes de privatisations⁹ - incarnent et traduisent les mutations profondes des capitalismes nationaux dans le sillage de la globalisation. On peut signaler aussi que des groupes publics se maintiennent dans plusieurs secteurs touchant à l'énergie, aux transports et aux services publics de l'eau. Ils sont eux aussi acteurs de stratégies internationales et

⁸ Au Maroc par exemple, les grandes entreprises sont celles dont l'effectif est de plus de 800 salariés (et non de 100 comme en Tunisie), toujours cité par Béatrice Hibou (2008, 83).

⁹ C'est sans doute cette vague libérale qui a le plus retenu l'attention des chercheurs.

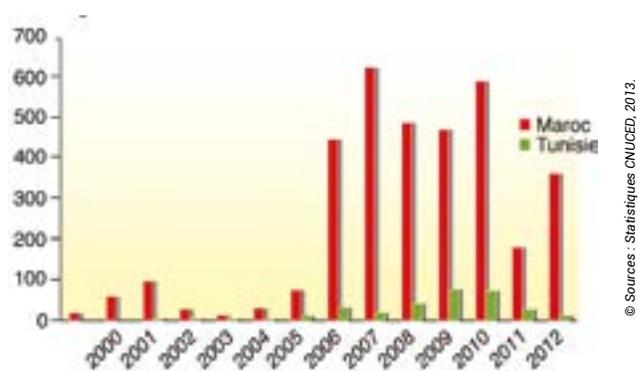


Figure n° 3. Flux sortants d'IDE 1999-2011 en millions de dollars US

ont développé depuis le milieu des années deux mille des capacités d'implantation à l'étranger. Toutefois, l'investissement à l'étranger est un vecteur d'internationalisation active bien plus prégnant dans le cas du Maroc que dans celui de la Tunisie (Figure 3).

Les groupes publics représentent en Tunisie 20 % du PIB. À l'échelle du Maghreb et dans le secteur de l'énergie, l'ONE (l'Office national de l'électricité) au Maroc, la STEG en Tunisie et Sonelgaz en Algérie sont des entreprises qui développent des stratégies internationales. Au-delà de ces groupes qui sont les plus visibles, il faut mentionner des groupes de plus petite taille dans le secteur des services comme l'ingénierie et les médias, ou encore la santé et l'éducation qui exploitent de nouveaux marchés issus de la libéralisation et des mutations technologiques. Sur la base de ces indications, nous nous pencherons sur quelques études de cas.

DES STRATÉGIES SPATIALES AUX HORIZONS MULTIPLES

Les profils d'exportation de la Tunisie et du Maroc en direction de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne (Millogo, Oulmane, 2012) soulignent des différences sensibles : tandis que la Tunisie a multiplié par trois ses exportations en direction de l'Afrique du Nord depuis le milieu des années 1990, le Maroc s'est tourné majoritairement vers l'Afrique subsaharienne avec des flux plus faibles (Figure 4). En prenant en considération la géographie des marchés visés, on identifie quatre types de stratégies spatiales. Le type A correspond aux entreprises se développant essentiellement dans l'espace maghrébin, profitant de la proximité géographique et culturelle la plus étroite. Le type B correspond aux entreprises partant à la conquête des nouveaux marchés africains, en valorisant tout particulièrement les dynamiques de croissance du continent et la capacité du Maghreb à tirer parti d'une stratégie Sud/Sud. Le type C correspond

aux entreprises développant une position pivot, en se déployant conjointement sur la rive européenne et sur le continent africain. Le type D émergent correspond enfin aux entreprises maghrébines s'implantant sur la rive Nord, à la faveur de la crise qui sévit depuis 2007, en rachetant des unités européennes en difficulté et en quête de repeneur.

LE DÉPLOIEMENT DES ENTREPRISES TUNISIENNES SUR L'ESPACE MAGHRÉBIN (TYPE A)

Le groupe Poulina en fournit une bonne illustration. Il s'agit d'un groupe industriel tunisien à rayonnement maghrébin directement impacté par la nouvelle donne des révolutions arabes. Dans le paysage industriel tunisien où domine la sous-traitance, Poulina est un groupe qui s'est développé sur une logique d'intégration de ses activités et autour de la maîtrise de la chaîne de valeur. Poulina fut créé en 1967 par Abdelwaheb Ben Ayed, un ingénieur en agronomie d'origine sfaxienne qui a fait ses études en France. En 2008, le groupe est introduit en bourse, échappant à la définition stricte du groupe familial, bien que la famille reste prépondérante dans l'actionnariat. Parti du secteur avicole qui représente 45 % du chiffre d'affaires et demeure la « colonne vertébrale de PHG », le groupe Poulina s'est diversifié en développant des activités à l'amont (emballage) et à

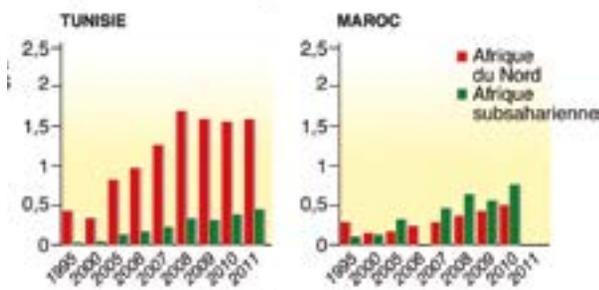


Figure n° 4. Évolution des exportations de la Tunisie et du Maroc en millions dollars US

l'aval (produits agroalimentaires) du secteur avicole. Il se développe au-delà dans l'immobilier, la céramique... Il compte 78 entreprises réparties dans 10 secteurs d'activités, employant 8 500 salariés (dont 4 000 permanents) dans six pays. La croissance interne par création d'établissements semble la voie privilégiée et les acquisitions sont rares. Poulina s'est affirmé comme un champion national avant de devenir un groupe régional à l'échelle du Maghreb et d'entrer dans une logique mondiale grâce à son premier investissement en Chine. L'exportation représente 25 % de son chiffre d'affaires. Poulina - qui ambitionne d'être un compétiteur de rang international

- est une des plus célèbres entreprises tunisiennes (AFD, 2011). Comme toutes les grandes entreprises qui ont plusieurs décennies d'existence, cette entreprise est entrée dans l'imaginaire collectif tunisien. En 2009, elle a obtenu à New York le prix de la deuxième plus grande introduction en bourse du continent africain.

L'internationalisation de Poulina s'amorce dans les années 1980 et le Maroc en est la première cible. Parallèlement, les années 1990 sont marquées par la croissance de l'entreprise en Tunisie. Au cours des années 2000, de nouvelles implantations sont réalisées en Algérie et en Libye. En dehors d'une implantation en France en 2004, la décennie 2000 se termine par une implantation en Chine en 2010. De futures implantations sont projetées en Afrique subsaharienne. C'est donc le Maghreb qui domine dans cette stratégie internationale. Cette stratégie maghrébine, qui s'inscrit dans une logique de proximité, ne bénéficie pas toutefois de conditions très favorables. L'expérience algérienne est jugée décevante, avec un climat d'affaire défavorable et un manque de transparence des fonctionnements. L'implantation en Libye où le secteur manufacturier est très peu développé, présente un potentiel de croissance évident. Mais, depuis la chute du colonel Kadhafi en 2011, l'instabilité politique du pays n'est pas favorable à la stabilité des investissements.

En conséquence, le groupe ne tarde pas à réajuster sa stratégie. En juin 2012, Poulina annonce deux implantations au Sénégal et au Maroc. Au Sénégal, il s'agit de MED OIL Sénégal, filiale de MED OIL Tunisie, qui exporte déjà plus de 70 % de sa production vers l'Afrique subsaharienne. En août 2012, d'autres investissements sont annoncés sur le territoire tunisien au profit des régions déshéritées. L'ancrage national et maghrébin demeurent cependant dominants (Figure 5).

À LA CONQUÊTE DES MARCHÉS AFRICAINS, LA NOUVELLE STRATÉGIE SUD-SUD (TYPE B)

Cette stratégie Sud-Sud se déploie tout particulièrement dans le cas des groupes publics de l'eau et de l'énergie, en Tunisie et au Maroc. Mais on l'observe également dans le cas des entreprises du secteur privé tunisien de l'ingénierie. L'internationalisation des groupes publics, tels que STEG International (Tunisie) et l'ONE (Maroc), illustre cette volonté de coopération Sud-Sud en Afrique et au Proche Orient. La STEG a été créée en 1962 par regroupement de sept sociétés pour le développement et l'équipement électrique de la Tunisie indépendante. Le pari est réussi avec en 2010 un taux d'électrification de 99 %. L'idée d'une branche internationale de la STEG existe depuis les années quatre-vingt. Un département « Coopération avec le Moyen Orient » a ainsi comporté



Figure n° 5. Stratégie spatiale du groupe Poulina

jusqu'à 1 000 agents détachés spécialement en Arabie saoudite. Mais l'impact de cette politique était décevant car les compétences de ces expatriés n'étaient pas valorisées à leur retour et les départs étaient nombreux. Le besoin de réfléchir à d'autres formules s'est concrétisé avec l'idée d'une filiale privée en 2006 : la SIS (Steg International Service). Celle-ci s'est constituée comme société anonyme avec un actionariat composé à 35 % par la STEG, 20 % par le personnel de la STEG, 30 % par des bureaux d'études tunisiens (SCET, STUDI, IDC) et 15 % par des institutions bancaires (STB, BTK). Elle réalise 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Les deux marchés sont l'Afrique pour l'électrification et le Moyen Orient pour la maintenance et la production de centrales. SIS cherche par conséquent à occuper une place à l'échelle régionale (Afrique/Moyen Orient). L'approche tunisienne en matière d'électrification rurale repose sur les compétences acquises, les coûts raisonnables pratiqués, une méthodologie de planification éprouvée et le rôle dévolu à l'État qui pilote la structuration du territoire. La Banque mondiale, intéressée par le modèle tunisien, a d'ailleurs encouragé la création de STEG International pour répondre aux appels d'offre internationaux et favoriser l'exportation de ce modèle.

Les contacts ont été établis avec le Rwanda, d'abord pour un projet pilote de 4 000 foyers, puis pour un projet plus ambitieux de 50 000 foyers. La volonté de la STEG est d'être reconnue comme entreprise citoyenne œuvrant pour l'instauration d'une coopération Sud-Sud efficace, afin de gagner la confiance de clients et de partenaires internationaux. D'autres projets ont été engagés avec le Cameroun. STEG International Services focalise ses efforts sur l'efficacité énergétique (audit), la cogénération (études de faisabilité et assistance technique) et les énergies renouvelables.

Dans les mêmes domaines d'expertise, l'ONE (Office national de l'électricité), au Maroc, a tissé des liens de partenariat avec plusieurs pays arabes et du continent africain. Le grand programme d'électrification rurale réalisé par le Maroc dans les années quatre-vingt-dix est aussi à l'origine de cette philosophie de coopération Sud-Sud. L'effort accompli en termes de développement a permis de nouer avec les pays africains des liens de proximité, sur la base de problématiques communes. L'objectif est de capitaliser une expérience transférable, selon des approches applicables au continent africain. Il y a dans cette démarche commerciale et de coopération, la volonté de valoriser l'appartenance à une même

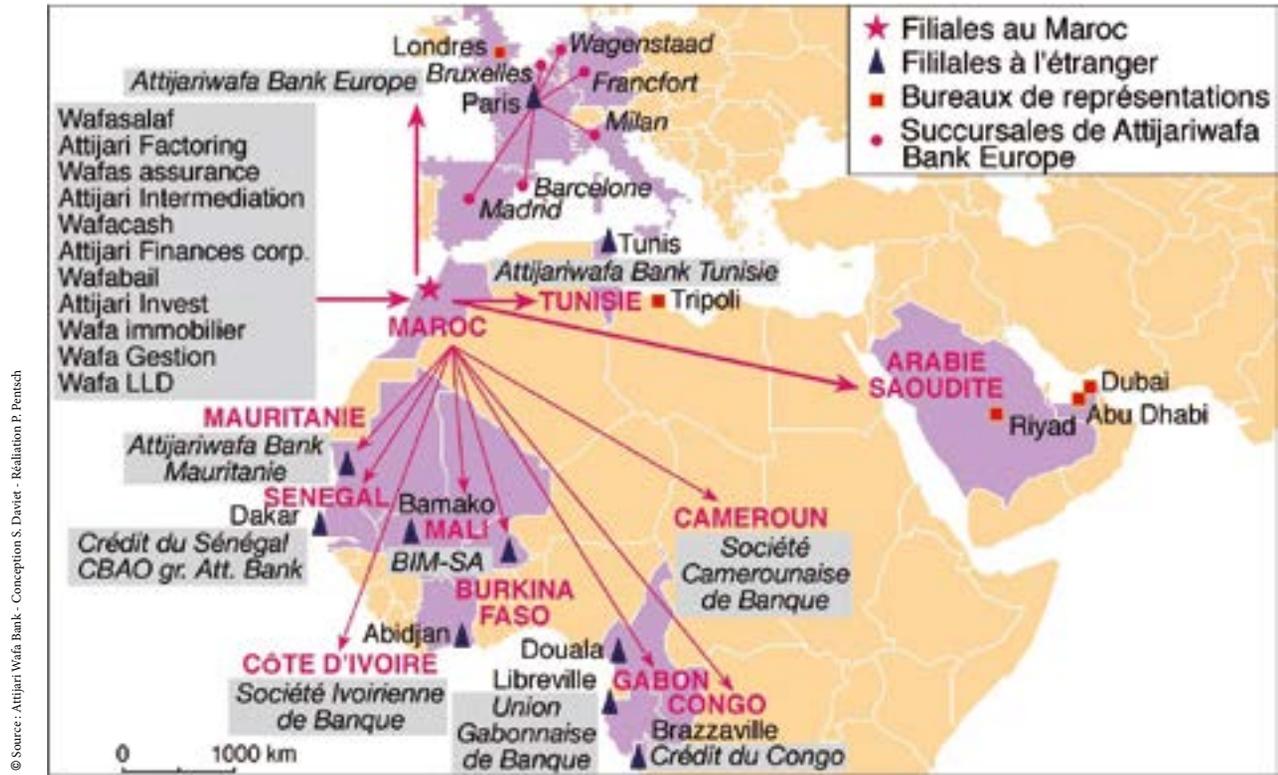


Figure n° 6. Stratégie spatiale d'Attijari Wafa Bank

communauté d'intérêt¹⁰. D'autres entreprises dans le secteur de l'eau, telles que la SONEDE pour la Tunisie et l'ONEP pour le Maroc, ont entrepris des démarches analogues.

LES STRATÉGIES D'INTERFACE ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE (TYPE C)

Avec deux banques parmi les plus grands groupes africains (Attijariwafa Bank et BMCE Bank), le secteur bancaire marocain, qui se déploie conjointement vers l'Europe et l'Afrique, est le fer de lance des stratégies d'internationalisation des entreprises. Le cas d'Attijariwafa Bank est emblématique de ce processus. Première banque marocaine, Attijariwafa Bank rassemble près de la moitié des dépôts bancaires du pays ; elle est dirigée par Mohamed El Kettani. Attijariwafa Bank (AWB) est issue de la fusion en 2003 de la Banque commerciale du Maroc (fondée en 1911) et de Wafabank. La Wafabank trouve son origine en 1904 quand une compagnie française fonde la CACB qui devient en 1964 la CMCB et prend en 1985 le nom de Wafabank (groupe Kettani). De 1985 à 1991, Wafabank met en œuvre une

politique de filialisation et elle est introduite en bourse en 1993¹¹.

Le développement international se fait en direction de l'Europe, du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne (Figure 6). En Europe, il est fondé sur le réseau des Marocains résidents à l'étranger (MRE) et sur le transfert d'argent de la diaspora vers le pays d'origine. Au Maghreb, il est fondé sur le rachat de la Banque du Sud en Tunisie¹² en 2005 (145 agences), en attendant d'autres implantations. Par la suite, AWB part à l'assaut de l'Afrique à travers diverses acquisitions, en particulier les sessions de filiales africaines du Crédit Agricole. En 2006, Attijariwafa Bank a confirmé sa vocation africaine en concluant un accord de rachat de 66,67 % du capital de la Banque sénégalotunisienne (BST). En 2007, Attijariwafa Bank a acquis auprès du groupe Mimran 79,15 % du capital de la Compagnie bancaire de l'Afrique Occidentale (CBAO), la première banque au Sénégal (créée en 1853, c'est la plus ancienne banque de l'Afrique francophone). En 2008, Attijariwafa Bank reprend les parts du Crédit Agricole en Afrique. Elle détient ainsi les parts de banques dans cinq pays d'Afrique subsaharienne

¹¹ En 2012, le groupe SNI (famille royale) détient 47 % des actions d'AWB, l'espagnol Santander 5,8 %, les institutionnels nationaux 28,4 %, pour ne citer que les principaux actionnaires.

¹² Dans le cadre d'une privatisation.

¹⁰ Bakary Sambe (2010) souligne de son côté la place essentielle de l'Islam dans la stratégie africaine du Maroc.

francophone : Crédit du Congo (81 % du capital), Société ivoirienne de banque (51 % du capital), Société camerounaise de banque (65 % du capital), Union gabonaise de banque (59 % du capital) et Crédit du Sénégal (95 % du capital), auxquels se sont rajoutés par la suite le Burkina Faso et le Cameroun.

L'Europe et l'Afrique correspondent à deux périodes et à deux philosophies. L'implantation en Europe remonte aux années soixante-dix. Elle accompagne le flux des émigrés marocains, dans une logique nationale ; il s'agit d'être là où sont les Marocains résidents à l'étranger (MRE) et par extension les Maghrébins. L'implantation en Europe est donc guidée par la logique de capture d'une clientèle : le « *migrant banking* ». Mais elle évolue en 2005 avec la transformation des établissements en banque de droit européen, permettant de développer des activités commerciales internationales entre l'Europe et l'Afrique. Cela conforte l'implantation d'AWB sur le continent africain, pour les entreprises qui ont des projets en Europe, et pour les services qu'AWB est en mesure d'offrir aux Marocains ayant un compte en Europe et un autre au Maroc. AWB se positionne alors comme un chef de file de la bancarisation qui contribue à l'intégration économique du Maghreb et de l'Afrique.

La stratégie spatiale de la firme est doublement articulée à sa vision des dynamiques régionales à moyen et long termes et à la stratégie de « *hub* pour l'Afrique » portée par le Maroc. Le maintien d'une implication dans l'aire euro-méditerranéenne reste d'actualité, mais l'option africaine - qui entre désormais dans une phase de décollage (avec pour AWB des taux de croissance de 30 % par an) - est perçue comme l'option d'avenir. Cette option se trouve au cœur de la communication du groupe « au service de l'Afrique qui avance¹³ ». Elle s'impose aussi comme une nécessité pour être moins exposée aux effets de la crise européenne. Attijariwafa Bank n'est pas un cas unique car d'autres banques marocaines sont également implantées en Afrique et en Europe, comme BMCE Bank.

QUAND LE SUD RACHÈTE LE NORD (TYPE D)

On n'omettra pas de signaler que les IDE sortant du Maghreb en direction de l'Europe sont apparus à la faveur de la crise européenne et des reprises d'entreprises qui se sont multipliées vers la fin des années 2000. Ainsi, dans le secteur des nouvelles technologies, le groupe marocain HPS a racheté ACP Qualifie en 2010. Puis Intelcia, dirigé par Karim Bernoussi, a racheté en décembre 2011 les cinq sites du groupe français « Phone

Marketing » et se place désormais dans le top 10 des centres d'appel en France. Dans le câblage automobile, le tunisien COFICAB est implanté de plus longue date sur la rive Nord¹⁴. En janvier 2014, c'est l'Algérien CEVITAL qui se positionne pour le rachat du français Fagor-Brandt, après la reprise en juin 2013 du groupe Oxxo spécialisé dans les fenêtres en PVC. Il s'agit encore de cas isolés, qui n'ont pas de valeur statistique, mais qui pèsent symboliquement. Une nouvelle génération d'entrepreneurs émerge, formée dans des écoles et universités françaises, européennes ou américaines, elle est consciente de son potentiel et des perspectives offertes par un XXI^e siècle qui voit une redistribution des cartes du jeu mondial.

CONCLUSION : D'UNE INTERNATIONALISATION PASSIVE À UNE INTERNATIONALISATION OFFENSIVE

L'ensemble des dynamiques à l'œuvre témoigne d'une mutation profonde de l'internationalisation qui est passée d'un mode relativement passif, avec l'arrivée au Maghreb d'entreprises étrangères dans un contexte d'ouverture, à un mode plus offensif en termes de projection à l'international des entreprises maghrébines. C'est aussi le signe d'une requalification du Maghreb jouant le rôle d'une plateforme entre Nord et Sud. La vision d'un Maghreb exclusivement tourné vers l'Europe semble désormais en discordance avec la réalité. Plus que jamais, les trois sphères d'appartenance de l'espace maghrébin se redessinent à la faveur de la crise économique européenne, du printemps arabe et du décollage africain, qui servent de révélateur ou de catalyseur.

Sur le continent africain, la croissance annuelle a été soutenue au cours des années 2000 (4,5 %), avec un développement de la banque, des télécommunications, du commerce et des infrastructures..., c'est « le temps de l'Afrique » (Severino, Ray, 2010). De façon tendancielle, cet essor africain devrait se confirmer si l'on considère le potentiel démographique (1,8 milliards d'habitants en 2050), la jeunesse de la population (deux Subsahariens sur trois ont moins de vingt-cinq ans), les progrès de l'urbanisation, l'essor des classes moyennes. Les intérêts économiques sont donc à prendre sur ces marchés émergents, et les groupes tunisiens et marocains s'y positionnent, encouragés du reste par les experts des organisations internationales. Mais, dans une Afrique occidentale dont la stabilité politique reste fragile, à l'instar de la crise malienne depuis la fin de l'année 2011, quel sera l'impact de cette instabilité sur l'attractivité économique de ces territoires ?

¹³ Comme l'indique un slogan publicitaire. Cf. aussi le rapport annuel d'Attijari Wafa bank 2011, 193 pages.

¹⁴ Cf. *infra*, La contribution d'Hamadi Tizaoui, 11S-129.

Depuis les années 2000, le Maroc fait de plus en plus valoir sa stratégie en direction de l'Afrique de l'Ouest¹⁵ (Vloeberghs, 2011), tandis que les investisseurs internationaux viennent s'implanter sur son sol pour bénéficier d'un accès aux marchés maghrébins et africains. Le Maroc se place donc en position de territoire relais entre l'Europe et l'Afrique, après avoir engagé une politique d'infrastructures (port de Tanger-Med, réseau de Royal air Maroc) et développé un vaste réseau bancaire dans toute l'Afrique occidentale et centrale dont il promeut l'intégration. Il remporte à cet égard d'indéniables succès dont témoigne l'imposant forum Afrique Développement ayant réuni 1 300 décideurs économiques et politiques venus de douze pays africains en 2012. En Tunisie, le contexte post-révolutionnaire (2011-2013) a momentanément affaibli l'attractivité du pays et favorisé des reports d'implantation au profit du Maroc. Les équilibres entre États maghrébins se sont modifiés et les stratégies des firmes sont impactées par leur appartenance nationale. Explorer les nouvelles dynamiques entrepreneuriales révèle donc un nouveau paysage géoéconomique, permettant de pointer trois lignes de forces en devenir : l'émergence de nouveaux marchés subsahariens, la requalification du Maghreb comme espace relais entre l'Europe et l'Afrique, et un redéploiement intra-maghrébin au profit du Maroc.

Tandis que le Maghreb des entrepreneurs se (re)déploie sur son Sud, les indicateurs migratoires témoignent d'un Maghreb devenu terre d'accueil pour les Subsahariens. Qu'il s'agisse d'étudiants fréquentant les universités maghrébines (Mazzella, 2009) ou de migrations transsahariennes de travail (Bensaâd, 2004), l'africanité du Maghreb se voit ainsi (ré)affirmée (Pouessel, 2012), au moment où cet espace entend participer à l'émergence capitaliste des Suds.

BIBLIOGRAPHIE

ABBAS Mehdi, 2012, « L'ouverture commerciale de l'Algérie, apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme », *Revue Tiers Monde*, n° 210, 51-68.

ABIS Sebastien, 2010, « Il était une fin... l'Euroméditerranée », *Confluences méditerranéennes*, n° 74, 9-24.

AFAYA Noureddine, GUERRAOUI Driss, 2009, *L'élite économique marocaine, étude sur la nouvelle génération d'entrepreneurs*, Paris, L'Harmattan.

AGENCE FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (AFD), 2005, Poulina, un management tunisien; *Rapport annuel Poulina*, 2011.

ASSOUALI Mohamed, 1996, *Le processus de privatisation au Maroc*, Rabat, Remald.

BAILLY Antoine S., GUENIER Bernard, PAELINCK Jean HP, Salles Alain, 1995, *Stratégies spatiales : comprendre et maîtriser l'espace*, Montpellier, Reclus. BALDWIN Richard, 1997, « The Causes of Regionalism », *The World Economy*, vol. 20, n° 7, 865-888.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD), 2013, *Étude comparative sur les politiques d'exportation de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie et de la Corée du Sud*. Abidjan.

BANQUE MONDIALE (BM), 2008, *L'intégration mondiale de la Tunisie*. Washington, Banque mondiale.

BECKOUCHE Pierre, 2011, « Quand le printemps arabe redessine la Méditerranée », *Annales de géographie*, n° 681, 554-571.

BECKOUCHE Pierre, 2008, *Les Régions Nord-Sud : Euromed face à l'intégration des Amériques et de l'Asie orientale*, Paris, Belin, « Mappemonde ».

BECKOUCHE Pierre, RICHARD Yann, 2005 [2004], *Atlas d'une nouvelle Europe*, Paris, Autrement.

BEN HAMMOUDA Hakim *et al.*, 2009, « D'une diversification spontanée à une diversification organisée, Quelles politiques pour diversifier les économies d'Afrique du Nord ? », *Revue économique*, vol. 1-60, 133-155.

BEN HAMMOUDA Hakim, BEN SOLTANE Karima Bounemra, OULMANE Nassim (dir.), 2012, « Basculement du monde, émergence de nouveaux acteurs dans l'économie mondiale », *Mondes en développement*, numéro spécial, vol. 40, n° 158.

BENSAÂD Ali, 2004, « De l'espace euro-maghrébin à l'espace eurafricain : le Sahara comme nouvelle jonction intercontinentale », *L'Année du Maghreb 2004*, vol. 1, 83-100.

BOUACHIK Ahmed, 1993, *Les privatisations au Maroc*, Rabat, Printing and Publishing Co.

BOST François, 2012, *Entreprises industrielles et territoires à l'épreuve de la mondialisation de l'économie*, HDR, Paris, Université Ouest Nanterre.

CATUSSE Myriam, 2008, *Le temps des entrepreneurs ? Politique et transformations du capitalisme au Maroc*, Paris, Maisonneuve & Larose/IRMC. CENTRE DE PROMOTION DES EXPORTATIONS (=CEPEX), 2008, *Étude sur l'implantation privée à l'étranger*, Tunis, ACC.

CHABCHOUB Kammoun Salma, 2006, *Les problèmes de gouvernance des groupes : le cas d'un groupe familial tunisien*, thèse en sciences de gestion, Montpellier, université de Montpellier 1.

DAVIET Sylvie, 2014, « Stratégies d'entreprises et « dysfonctionnements » de la régionalisation euro-méditerranéenne », in Y., Richard, A., Gana (dir.), *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local*, Paris, Karthala-IRMC, 95-112.

¹⁵ 16. Cf. *infra* Bakary Sambe, 149-158.

DAVIET Sylvie, 2013, « Entrepreneurs maghrébins, les horizons du Sud », *L'Année du Maghreb*, n° IX, « Le Maghreb avec ou sans l'Europe ? », in A., Mahiou, R., Ben Achour, K., Elmadmad (dir.), 193-210.

DENIEUIL Pierre-Noël, 1992, *Les entrepreneurs du développement, l'éthno-industrialisation en Tunisie : la dynamique de Sfax*, Paris, L'Harmattan.

DENIEUIL Pierre-Noël, MADOUÏ Mohamed (dir.), 2010, *Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement*, Paris, Karthala/IRMC.

DIOURI Moumen, 1992, *A qui appartient le Maroc ?* Paris, L'Harmattan. EL AOUFI Noureddine, 1990, *La marocanisation*, Casablanca, édition Toubkal.

ELLOUZE Karray Henda, 2005, *Représentations et logiques d'action : cas des dirigeants des entreprises familiales tunisiennes face à la mondialisation*, thèse de doctorat en Sciences de Gestion, Montpellier, Université de Montpellier 1.

GANNA Alia, RICHARD Yann (dir.), 2014, *La régionalisation du monde : construction territoriale et articulation global/local*, Paris, IRMC-Karthala. HIBOU Béatrice, 2008, « Nous ne prendrons jamais le maquis. Entrepreneurs et politique en Tunisie », *Politix*, n° 84, 115-141.

JARBOUI Anis, 2008, « Impact des mécanismes de gouvernance sur la stratégie de diversification des groupes tunisiens », *Management Prospective*, n° 17, 83-104.

KICHOU Lyazid, 2001, *Institutions et organisations : réformes économiques et processus de privatisation en Algérie -1990-2001*, thèse de doctorat, Amiens, université de Picardie.

MADOUÏ Mohamed, 2012, *Entreprises et entrepreneurs en Algérie et dans l'immigration*, Paris, Karthala.

MATHLOUTHI Yamina, PLANEL Anne-Marie (dir.), 2008, « Les économies émergentes, trajectoires asiatiques, latino-américaines, est-européennes et perspectives maghrébines », *Maghreb et Sciences sociales 2008*, Paris, L'Harmattan/IRMC.

MAZZELLA Sylvie (dir.), 2009, *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, Karthala/IRMC, « Hommes et sociétés ».

MILOGO Albert, OULMANE Nassim, 2012, « Potentiel de commerce dans l'espace maghrébin », *Mondes en développement*, n° 158, 115-126.

MZID Ines, 2009, *L'approche stratégique de développement des groupes familiaux le cas des hypogroupes*, thèse en sciences de gestion, Sfax-Toulon, Université de Sfax / université du Sud/Toulon-Var.

NABLI Rabah, 2008, *Les entrepreneurs tunisiens. La difficile émergence d'un nouvel acteur*, Paris, L'Harmattan.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (=OCDE), 2010, *Les perspectives du développement mondial : le basculement de la richesse*, Paris.

PENEFF Jean, 1981, *Industriels algériens*, Paris, Éditions du CNRS.

POUESSEL Stéphanie, 2012, *Noirs au Maghreb. Enjeux identitaires*, Paris, Karthala-IRMC.

RICHARDS Alan, WATERBURY John, 1990, *A political economy of the Middle East*, Oxford, Westview Press.

SADI Nacer-Eddine, 2005, *La privatisation des entreprises publiques en Algérie. Objectifs, modalités et enjeux*, Grenoble, L'Harmattan.

SEVERINO Jean-Michel, RAY Olivier, 2010, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob.

SRAIRI Samir, 2001, *Les fondements des choix stratégiques de développement des groupes privés tunisiens*, thèse en sciences de gestion, Tunis, Institut supérieur de gestion.

TAHAR Mohamed, 2011, *Privatisation des entreprises publiques en Algérie*, Tunis, *Géo-économie*, n° 56, 133-157.

AGENCE FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DES ENTREPRISES (UBIFRANCE), 2010, *Les grands groupes privés en Tunisie*, Mission de Tunis.

Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (=UTICA), 2006, *Internationalisation des entreprises : Les expériences internationales et la situation de la Tunisie*, Tunis.

Vermeren Pierre, 2002, *Formation des élites marocaines et tunisiennes*, Paris, La Découverte.

Vloeberghs Ward, 2011, « Quand le Royaume rayonne. La géopolitique marocaine au prisme du commerce extérieur », *Confluences méditerranéennes*, n° 78, 157-170.

L'AUTEUR

Sylvie Daviet est professeur de géographie à Aix-Marseille Université. Elle a été en délégation CNRS à l'IRMC de 2010 à 2012 où elle a coordonné un programme de recherche dédié à l'entrepreneuriat trans méditerranéen.

IRMC

Sylvie Daviet
Internationalisation : les nouvelles ambitions des groupes tunisiens et marocains

S. DAVIET (DIR.), L'ENTREPRENEURIAT TRANSMÉDITERRANÉEN : LES NOUVELLES STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION, PARIS, IRMC-KARTHALA, "HOMMES ET SOCIÉTÉS", 2015, 99-116.

www.ifre.fr/c/22224

SEEING DUBAI IN KHARTOUM AND NOUAKCHOTT: 'GULFICATION' ON THE MARGINS OF THE ARAB WORLD

Armelle Choplin
Université Paris-Est

Alice Franck
CEDEJ, Université Paris I-Sorbonne

Source : *Under Construction: Logics of Urbanism in the Gulf Region*, London: Ashgate, 2014, 271-284.

gulfisation
Khartoum
Nouakchott
Soudan
urbanisme

53 – 64

Cet article propose d'analyser comment le modèle urbain des villes du Golfe se diffuse en Afrique aux marges du monde arabe au travers de deux exemples : Nouakchott et Khartoum. L'article revient sur la genèse de projets urbains pharaoniques, « résolument modernes » dans les deux capitales, en lien avec le développement de la rente pétrolière. L'approche comparative permet de questionner les processus communs comme la place des autorités urbaines et de l'État en général dans le développement de projet de renouvellement urbain ainsi que les résistances et conflits que ces projets engendrent.

This article aims to understand how the urban model of Gulf cities has spread out to the margins of the Arab world, in Nouakchott, Mauritania, and Khartoum, Sudan. Since the 2000s, the expression 'Learning from Dubai' has replaced the famous 'Learning from Las Vegas' (Venturi and al. 1977). The Gulf cities have become symbols of capitalist success and economic richness, especially in the Arab world, but also in other developing countries like in West and East Africa. Since then, Dubai, Abu Dhabi and Doha epitomize global urban transformations and new development patterns that are perceived to go beyond the urban model of the West (Edensor and Jayne 2012).

Like many emerging capital cities of the Maghreb and the Middle East (Elsheshtawy 2006, 2008), Nouakchott and Khartoum are undergoing massive urban transformations characterized by the construction of new residential areas and central business districts. Until recently, these cities did not attract significant global capital because they were located simultaneously at the margins of the Arab and African world. But, the situation has changed. Even if previously unexpected, contemporary modernization of urban settings and financial over-investment in real estate show how they are now entirely involved in globalization and capitalism. As David Harvey (2001) observes, capitalism is always looking for new 'spatial fix', that is to say new spaces, infrastructures, buildings, to fix assets of capital accumulation, in order to resolve its inner crisis tendencies. This capitalist expansion is now affecting global peripheral areas,

and more particularly urban areas. In this new context, the margins of the Arab world could be seen as new frontiers of urban capital expansion. Even remote areas and cities, considered “off the map” (Robinson 2003), in the middle of the desert like Nouakchott and Khartoum, become interesting spaces to unlimited capital conquest and investments. One of the manifestations of these trends are the widespread prestige urban projects, inspired by the Gulf models and financed by Qatari, Kuwaiti or Saudi companies (Barthel 2008, 2010).

This chapter discusses why and how urban projects in Khartoum and Nouakchott take inspiration from postmodern and fascinating urbanism from the Gulf (Schmid 2009, Lavergne 2009, Elsheshtawy 2010). We will shed light on these projects that represent a strategy to trace a proper pathway to modernity emerging from geopolitical marginality onto the international stage. However, this prestige urban transformation stands in stark contrast to the reality of these marginal states hampered by chronic economic poverty and social and political unrest. But this contrast is also symbolic: for these marginalized countries, new prestige urban projects also have a cultural meaning in expressing their governments’ geopolitical orientation to the Arab world, marginalising (‘black’) African identities. Thus, the management of such projects is of utmost significance for two countries whose Arab identity is a point of constant contestation.

Relying on long-term fieldwork in Khartoum and Nouakchott¹, the article employs a comparative approach in order to expose the common urban dynamics resonating with the emergent model of ‘gulfification’ or ‘Dubaiization’ (Elsheshtawy 2008). We will first demonstrate how the genesis of these urban projects is intricately linked to the discovery of oil and to foreign investments. An in-depth analysis of the main

¹ The article is based on research evidence collected during long-lasting fieldworks in Sudan and Mauritania. Alice Franck carried out a 4 years fieldwork in Sudan between 2001 and 2005 for her PhD (Franck 2007) and regular fieldworks every year since 2009 until the present. Armelle Choplin’s fieldwork experience in Sudan consists of two field researches in 2003 and 2005, and of regular fieldworks in Mauritania (20 months), from 2000 to the present (Choplin 2006). This article relies on data gathered during interviews with companies’ managers, civil servants in charge of urbanism and inhabitants.



El Waha, mall du centre ville de Khartoum

urban projects will prove that the state, as the primary landowner, actively takes part in this privatization process with new neoliberal policies. Then, the article will focus on conflicting issues arising within local society, such as people displacement and claims to land, illustrating the side effects of urban transformations in various popular neighbourhoods. Finally, this chapter highlights the flagrant discrepancy between such luxurious, ostentatious and extravagant projects and the harsh realities within urban and national settings heavily characterized by poverty.

CRUDE OIL, FOREIGN INVESTMENTS AND URBAN CHANGES

A wind of change has been blowing through Nouakchott and Khartoum since the integration of Mauritania and Sudan into the petro-countries circle. This has generated a two-tier process: these capital cities have become new eldorados for foreign investors, and they try to follow the path of the Emirates’ development. In Khartoum, new office towers, stores, malls, lush golf courses and gated communities are rapidly sprouting on the banks of the Nile as well as within the wealthy



© A. Franck, 2007

Burj El Fatih, Coryntia Hotel, Rue du Nil, Khartoum Centre

districts. The building called Burj al-Fatih, with its sail outline that evokes the Burj al-Arab in Dubai, embodies this Sudanese change. The image of downtown Khartoum is one of a vast construction site. The suburban areas are no less untouched by the construction of luxurious compounds. The airport, currently located at the heart of Khartoum, is due to be relocated from the downtown area towards the south-western fringe of the city².

All of these physical transformations inscribed on the face of the city epitomize the new economic wealth of Sudan. Heralded by the discovery of crude oil, the economic growth is one of the fastest in the world in the last decade. It has been exponential reaching a high of 9 per cent in 2006. The discovery of oil has provided the

² In February 2011, a state-owned Chinese company has signed a \$1.2bn contract to build this new airport.

Sudanese government with millions of dollars in surplus. The country prides itself on the production of 500,000 barrels of crude oil per day. Foreign companies, generally Asiatic (China National Petroleum Corporation/CNPC, the Malaysian Petronas), control the oil industry and penetrate the whole of the Sudanese economy. The latter interest of foreign companies has been ignited by a favourable economic climate that has been enhanced by the signing of the peace agreement between the Sudanese state and the Sudan People's Liberation Movement/Army (SPLM/A; in the south) in 2005³. It brought an end to a protracted civil war and has allowed investing money in real estate programs rather than in war efforts. The frenzied development of the urban space is also palpable within the transport sector: road and bridges are under construction.

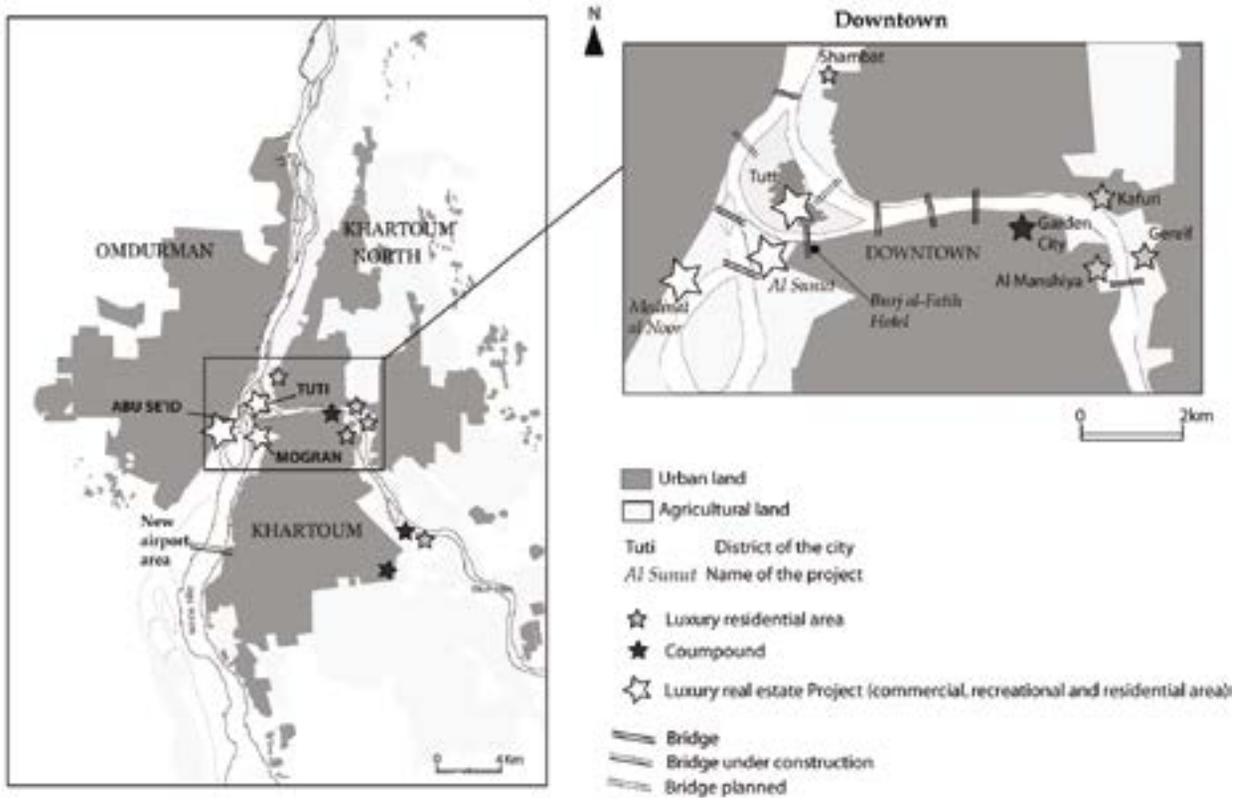
Although China is Sudan's biggest business partner, new investments also come from European and Arab companies. In particular, Saudi Arabia and Qatar interests reactivate the long-established economic links between Sudan and the Gulf. Sudanese immigrants have been living in the Gulf since decades and their remittances have fostered the construction of residential areas called 'Imarat',

'Taif', 'Riyad' in reference to the Arabian Peninsula. Obviously, the creation of the Republic of South Sudan as an independent State, in July 2011, affects the situation. Conflicts for resources have been recurrent since Sudan independence, and are even growing now in the border region between the two separated countries. The Republic of the Sudan has lost part of its control over oil resources of the region, but it is still too early to measure the impact of that on urban investments.

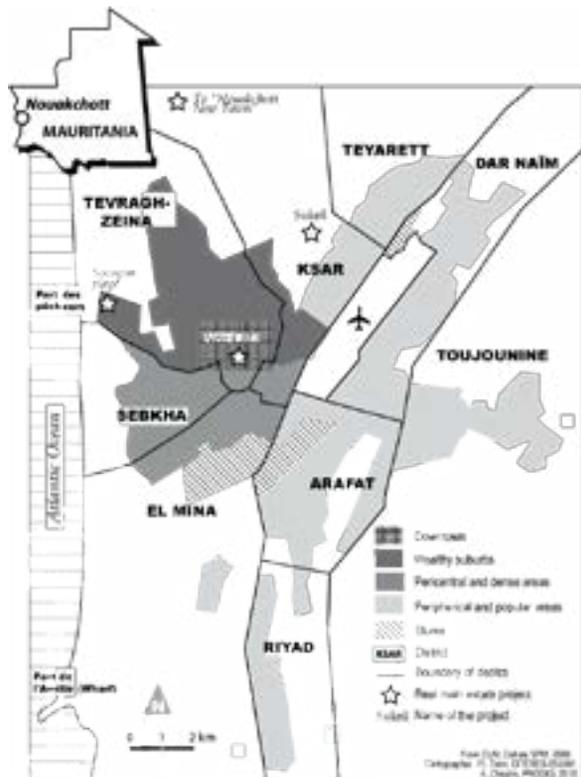
In juxtaposition, Mauritania has followed a similar path in recent years. In July 2009, Mauritians watched on the Internet a video clip supporting the soon to be elected presidential candidate Mohammed Ould Abdel

³ In January 2005, a Comprehensive Peace Agreement (CPA) was signed between the central government of Khartoum and the SPLM/A, which has struggled for the independence of the South. As specified in the CPA, a referendum took place in January 2011 where the Southern Sudanese decided to become an independent nation. The Republic of South Sudan officially obtained independence separating it from the Democratic Republic of Sudan on 9 July 2011.

© Source : Ministry of Urban planning, Drawn by Alice Franck



Main Real Estate Projects in Greater Khartoum



Nouakchott

Aziz⁴. ‘The constructive change’ video showed plans for a new modern city, dotted with skyscrapers, malls, pipelines, and luxury resorts. A running water tap symbolized the victory of Aziz-driven development of the desert. Although this virtual video still seems a mirage, Mauritians were swayed to conceive of it as reality due to the announcement of oil exploitation that proclaimed economic development, success, and opulence. Government wants to give a ‘modern’ view of the country. Since modernity is here represented by the Gulf Arab world, the Moorish elite dreams to be compared to Qatar or Emirates elites. When they refer to the Emirates’ success, Moors draw ideal parallelism between the desert and the nomadic traditions in Mauritania and the Gulf states⁵. Oil reserves have been exploiting them since 2006, fostering hopes of Mauritania becoming a new ‘Oil Emirate’. This discovery of oil heralded a new phase of economic growth. It equally signals a political change: the Mauritanian government has attempted

⁴ www.youtube.com/watch?v=NE5tJgEq4 [accessed: 27 February 2013]

⁵ If we look carefully at the video, we can see a quite subliminal message: there is the shadow of the Chinguitti mosque on the background. The Chinguitti mosque is the symbol of the Moorish identity and glorious past during the Middle Age. This is a symbolic reference to the ancient past of the Moorish space, known all around the Arab world as *Bilad ash-Chinguetti* (the area of Chinguitti). The name ‘*Ehel Bilad ash-Chinguetti*’ (‘People from Chinguetti area’) was given to pilgrim Moors in Saudi Arabia.

	KHARTOUM			NOUAKCHOTT		
	Al Mogran	Medinat al-Nour	Tuti	Socogim Plage	Diar	Sukuk
Developers	Alsunut development company	Medinat al-Noor company	Tuti Island Investment private company	SOCO GIM	Diar company	I'mar company
Investment	USD 4 billion	USD 7 billion	USD 5 billion	USD 12 million	USD 1 million	USD 3 millions
Main partnerships	PPP: DAL Co., Khartoum State and the National Social Insurance Fund	PPP: Grand Real estate company and Khartoum State	Private investments	PPP: Public real estate program + banks agreements	Private investments	PPP: FCI company, Mauritanian state, Shelter Afrique (international real estate investor)
Type of projects	Economic, commercial, residential and leisure resort	Economic, commercial, residential and leisure resort	Economic, commercial, residential and leisure resort	Residential project	Economic, commercial, residential and leisure resort	Economic and residential resort
Origins of contractors	Dubai, Abu Dhabi, Malaysia	Kuwait, Egypt	Sudan, Egypt, Kuwait, Malaysia, China	Mauritania	Qatar	Mauritania
Infrastructures	a CBD, 1,100 villas, 6,700 apartments, a marina and a golf course	120,000,000m ² Shopping malls, office blocks, high rise accommodation, a zoo and a golf course	Residential Road networks	400 villas high-standing	A 5 star hotel, and luxurious villas	50 villas, 60 allotments, a CBD
Websites	www.alsunut.sd/amir	www.youtube.com/watch?v=S-tW7IKXnW0	www.tuti-island.com/media.html	www.iskan.fr	www.qataridiar.com	www.imar.mr

Comparative table of projects in both cities

to regain recognition on the international stage and to attract foreign funds, especially Gulf countries ones.

Nowadays, this economic transition is materially visible: the first historic colonial buildings located downtown were destroyed leaving room for a new central business district (CBD). The town council planned to build five skyscrapers. One of them will be the 'Oil tower'. Gulf companies promoting urban development have their headquarters in luxury buildings like the 'Al-Khaima City Centre', the new shopping mall erected in Nouakchott downtown. A new town called 'Ribat el

Bahr' is planned in the North of the city⁶. Rumours have it that funds are coming from Kuwait. The Qatari Diar Real Estate Company is also promoting a one million dollar luxurious resort 20 kilometres north of the capital. Even if the overall (overall/tourism/Gulf?) financial investment is lower in Mauritania than in other countries, it is comparatively important for still one of the poorest and most underdeveloped countries which significantly lacks private investments. It is often considered as a potential frontier of investments towards

⁶ www.ribatalbahr.mr/index.php [accessed: 27 February 2013]



© A. Franck, 2012

Compound El Yasmin en périphérie urbaine de Khartoum

sub-Saharan Africa from other Arab countries. In light of these plans, the representative of Qatari Diar in Nouakchott, the former Mauritanian foreign minister and ambassador in Doha, stated:

“ Now Mauritania is the place to be. It is remote from the main Arab centres. The Qatar government is interested in alternative Arab countries such as Mauritania, Somalia, Sudan, and the Comoros Islands that are not very influential, but which have the potential to become a starting point to extend similar opportunities to other neighbouring countries. Other countries (Egypt, North African countries) are too influential and complicated. (Interview, Nouakchott, 22/01/2009, personal translation)

Nowadays, these capital cities are attractive to foreign investors, due to neoliberal policies and strategic political alliances. They benefit from the increase in revenues accrued from land tenure, and the transformation of petro-income into real estate projects. The State is not only encouraging them to invest. It is involved

in these projects as one of the main actors of the urban metamorphosis.

RACE FOR COMPETITIVENESS: WHEN AUTHORITIES SELL 'THEIR' CITY

In the neoliberal economic climate, the execution of prestige projects is accompanied by a certain number of conflicts pitting small-scale landowners, the state and important investors against each other. Segments of the city are for sale or reclaimed in order to concede a place for these colossal programmes. Unmistakably, the main actor of this privatization is the state. Since in such instances the state is the main landowner, the new context of speculation has serious implications for urban policies and priorities in urban planning. In this international race for competitiveness, politics of these marginal countries have two main assets for attracting foreigner investors: cheap urban land and lax economic policies.

In Khartoum, the increasing interest of the state in land tenure creates novel forms of public-private

partnership (PPP). In 2004, the Governorate of Khartoum, the Ministry of Physical Planning and the National Social Insurance Fund signed a partnership agreement with Dal Property Development, one of the most powerful Sudanese private companies⁷. The aim of the agreement was to establish the Alsunut Development Company. This PPP was convened to reactivate an 'area of business prosperity' in the Al-Mogran zone – the confluence of the Blue and White Niles. This \$4 billion development project consists of two main phases: the first comprising the construction of a CBD and the second a residential estate portion. Completion is expected by 2014 with 630 hectares of office space, 1,100 villas, 6,700 apartments affording living space for 40,000 residents and visitors, a marina and a golf course. The site is expected to generate jobs for 50,000 people⁸. The Sudanese government clarifies in its website that 'this state-of-the-art, prime commercial real estate will act as a hub for Eastern Africa's modern business market'.

On the opposite bank of the Nile within the Abu Se'id area, another waterfront project *Medinat al-Noor* is under construction. The urban structures are reminiscent of the Al-Mogran project: shopping malls, office blocks, luxury household (communal buildings as well as individually owned villas), a zoo and a golf course. An industrial zone has been envisaged as part of the project, instead of agricultural plots. A same process of land grabbing from the local farmer is evident at the confluence of the Blue and White Niles. There, investors are intending to transform the face of Tuti Island, which is considered as a rural haven of peace (Anon. 2008). The private Tuti Island Investment company, which has undertaken this urban development project, appraised at \$5 billion, exhibits its impressive visual images and videos on the Internet⁹. The company has close links with China and Egypt who guide the master plan with an engineering firm from Kuwait and a Malaysian subsidiary that execute the work. Before the erection of a modern suspension bridge (at a cost of \$14 million), achieved in 2009, access to the island was limited and dependant on the ferries that crossed the river. The island had been a primary example of heretofore unknown and successful resistance to the thrust and pressure of urbanization (Lobban 1982). However, this resistance was curtailed by the desire of government planners and private businessmen to link the island to the other segments of the city via bridges (Omdurman and Khartoum North) in order to

alleviate recurring traffic jams. In this way, they envisaged transforming the island into a traffic node for the whole agglomeration and creating a business district.

On a different part of the African continent, in Mauritania, we can similarly observe how private or public interests motivate investment choices. For the Mauritanian state, it has been relatively easy to sell the land on the outskirts of Nouakchott. Created *ex nihilo* in 1960, the new capital city is surrounded by uninhabited sand dunes. There is no physical obstacle to urban sprawl and speculation. In 1983, a law enacted the end of tribal rights in land tenure. The state became the landowner and a real estate investor and property developer for luxury projects. A primary example of this phenomenon is the *Socogim*, the national society of building and real estate, created in 1974. In the 1970s, during the urban growth caused by the droughts, the role of the *Socogim* was to construct urgently needed social housing. At present, it is promoting 400 villas, named 'Socogim Beach', for the most solvent clients of the most influential banks (Choplin 2009). Obviously, social housing projects are no longer the priority of authorities. Moreover, when the state is not the direct property developer (as in the *Socogim* case), it is promoting private investments with new legislation. In 2005, a law recognized officially the property developer profession. Since then, companies offer investments and short-term capital speculation (in real estate) or long-term capital speculation (in land).

Finance Conseil Investment (FCI) is one of those societies, proposing investment funds, via its real estate subsidiary 'I'mar'. This company attempts to follow Islamic financial principles, extremely popular within the Arabian Peninsula, promoting an 'Islamic' quarter in the suburbs of Nouakchott. The future quarter, called *Sukuk*, is visible on the website (www.imar.mr): fifty villas, sixty allotments, and a central plot of 4,650 m² to become a central business district. The naming of this suburb connotes the diffusion of Islamic financial principles largely guided by those of the Middle East. The *sukuk* investment funds, developed by I'mar Company, are structured in compliance with Islamic law (Ould Bah, 2011)¹⁰. The sale of *sukuk* (Arabic plural: 'financial title') is primarily directed at Islamic investors who are prohibited by Shari'a law from investing in conventional debt securities. Under these terms there seems to be no risk of usury or earning interest on money loaning. The *sukuk* example demonstrates that international dynamics can converge with national interests. Urban change is not only produced by foreign investments but by a subtle blending of the different interests of public and

⁷ The DAL Group consists of independent companies operating in the consumer, industrial, agricultural and property development sectors, with each offshoot playing a leading role in its own field. They distribute Coca Cola, and represent Mitsubishi group, Caterpillar...

⁸ www.alsunut.sd/amir/ [accessed 14 February 2013]

⁹ www.tuti-island.com/media.html [accessed: 14 February 2013]

¹⁰ See Anon. « Finance islamique : les Sukuk gagnent du terrain », 2008; Anon. « Interview M. Issa Cheiguer, PDG FCI », 2008, [accessed: 27 February 2013].



Le projet 'Sukuk', aux marges désertiques de Nouakchott. Les plots sont prêts à être vendus à des investisseurs privés. La zone centrale du projet est destinée à accueillir un « central business district ».

private actors. It is noteworthy that the State is augmenting its power to control land and easily accruing instantaneous monetary wealth.

However, in December 2011, five years after the project's inception, only seven houses had been built. Whereas the *Sukuk* northern suburb is awaiting the demand of buyers, the Qatari programme seems also to be on hold. Moreover, by December 2009, the Mauritanian project had disappeared from the Diar Website. As for the '*Ribat el-Bahr*' project, it comes down to an amazing showroom, completely empty, in the middle of the sand. In Khartoum, the Al Sunut project Website is 'under construction'. On others websites, one observes that the master plans are 'coming soon'. In Nouakchott and Khartoum, the main prestige projects are precisely 'projects'. Observing updated maps, we notice that nothing has spurted from the ground. This infers that until now they remain only in announcement form. Declarations of cooperation are rife and signed agreements do not always culminate in tangible achieved projects.

It is noteworthy that these 'turnkey projects' follow international principles, deploying Anglo-Saxon

terminology (*expert, benchmarking, master plan, workshops, waterfront...*), and are inspired by managerial and consulting processes (Barthel and Verdeil 2008). At the same time, companies are trying to adapt these international tools to local contexts. For instance, architectural styles evoke Arab cultural and historical influences and the project names are often Arabic signifiers (*Al-Khaima* centre refers to the nomadic tent; *Burj al-Fatih* takes on the name of Gaddafi's revolution in 1969 and so on). Indeed, some urban areas seem to be transposed segments of Dubai, complying with international standards. These standards are embodied in the use of videos, websites and futuristic images as marketing props. Gaining access to these master plans and Internet sites, which portray an ideal and simplistic picture of these iconically pharaonic projects, remains easy. By contrast, gaining more substantial information about their conception, the financial quandaries at their core, the identities of the diverse partners, the nature of the project management and the contracting owner, turns out to be a more delicate undertaking. The agreements and way to finance remain really opaque.

The various actors are very reticent about divulging such information.

DUBAISATION FOR WHOM?

The use (and abuse) of marketing tools invites us to go beyond the simple images and basic rhetoric in order to analyse the side effects on local contexts and populations. Gazing upon the advertising spots depicting the 'urban future', one might venture to ask to whom exactly is this city destined. For whom are these extravagant spaces provided? Arab investors? Local inhabitants? Moreover, we speculate why the central government and private investors want to beautify and upgrade the cityscape when the majority of its inhabitants remain impoverished and in need of low-income housing projects. We can ask with Brenner, Marcuse and Mayer (2011) if Khartoum and Nouakchott are cities for profits or for people.

The obvious response would suggest that the priorities of ordinary citizens are not taken into account in this lifestyle vision of luxury and entertainment. Therefore, such advertising strategies stand in stark contrast to the needs and realities imposed by the national/local context, characterized by poverty, and the difficulty to live under authoritarian regimes. In Mauritania, any proclaimed steps towards modernization and

prosperity are unfortunately taking a long time to bear the fruit of improving the everyday living conditions (Choplin 2010). For the larger majority of Mauritians and Sudanese, the promise of globalization gives rise to heightened frustration since it appears to be more symbolic than real. These expectations create a kind of apprehension and at the same time a huge desire to participate in this phenomenon called globalization, and by extension to political democratization. The new urban projects are characterized by paradox and ambiguity: on the one hand, they symbolize luxury and unabashed consumerism (obviously for a few people) and on the other hand, modernity and hope (for all). Moreover, the increase in competition over urban projects has sparked local conflicts over land possession. In Sudan, this phenomenon is marked by a brand new building bearing the sign 'Administration for Conflict Resolution'. Indeed, the fact that most of the projects are being erected on agricultural land has changed the legal classification of the plots being exploited. This engenders conflicts surrounding their appropriation. In 2001, while the restriction of agricultural activity at Mogran did not trigger an important revolt, we met some farmers, angry yet powerless to claim the right to stay on their land (Franck 2007). In contrast, in January 2009, the project envisaged as *Medinat al Noor* elicited the first expletive outcry related to the use of land. The fact that valuable land is being



© A. Franck, 2009, Khartoum

Socogim Beach



Chantier arrêté sur les berges du Nil en raison du conflit foncier en cours.

transformed into a construction site provoked the discontent of the owners with the decisions taken by the provincial State of Khartoum to reclaim this land. The evicted owners rose up in particular against the manner in which the authorities were meeting their target by selling the plots to a Kuwaiti company. They authorized the beginning of construction work before ensuring that the previous owners had been compensated as well as neglecting to ensure that grievances taken to court have been addressed. In order to be audible and visible, the previous owners physically occupied the land already under construction. They voiced their complaints by stating that they had neither been accorded adequate notice of their eviction nor been compensated before the actual sale of the land which was occupied in 2006. They quoted that both elements were clearly stipulated by law and thus such behaviour was in direct contradiction to the legal frameworks in which the state is supposed to operate.

Thus, step-by-step, in Khartoum, the political and business elite have designed a closed city, characterized by landscaped buffers, gated communities and residential enclaves, as is clearly demonstrated in the Al-Mogran project (Crombé 2009). Whatever the intent, such policies have indirectly created a security belt that is taking form by isolating the urban air-conditioned elite and the lower strata of society from each other. These urban and political choices wilfully encourage fragmentation: the centre is no longer characterized by a shared *public place* for everybody but has become a *place to be shared*

between the most powerful who can carry out their private interests.

Accordingly, this globalization process is limited to selected spaces as well as people. In exclusively targeting the affluent, such projects contribute to the emergence of a model in contrast to the sustainable city and the 'just city', characterized by 'material equality, diversity and democracy' (Fainstein 2009: 64, cf. also Marcuse et al. 2009, Harvey 2009, Soja 2010). Essentially based on social injustice, such cities create schisms by focusing solely on the 'beautiful city' desires of a rich minority. From a different vantage point, these ambitious projects are equally vulnerable to the risk of being not financially viable. Clearly, the size of the local elite and the expatriate community is an insufficient target to cover the capital expenditure. The threshold of profitability is very high, and we wonder if these projects have been designed with the objective of being achieved.. By being presented in a sanitized context through the visual media, these projects seem to be totally deterritorialized: they lack any authentic connection to the 'realities', characterized by land-use micro-politics, cultural and financial stakes.

Faced with these virtual images, it is pertinent to question the future prospects of these modern urban clusters and the fate of the city in general. While such urban projects clearly target the affluent members of local society, this does not eliminate the possibility that the city dwellers might take it upon themselves to appropriate these prestigious areas. For instance, in Khartoum, in largely unanticipated ways, the upmarket shopping mall Afra has increasingly become a social space and

an attraction point for many citizens, including modest and poor ones¹¹. This idea is also valid for a trendy café constructed on one of the roundabouts in downtown. The success of this enterprise has certainly inspired a vogue that makes use of built structures in the urban landscape as meeting points, spaces to have picnics and to consume Coca-cola... Similarly in Nouakchott, while the completion of the sukuk project is awaited, the local population takes advantage of this electrified area. Hence, it makes use of this empty space in the evenings to play cards or have tea beneath lighting provided by street lamps.

CONCLUSION

In less than ten years, the faces of Khartoum and Nouakchott have changed due to the injection of billion dollar construction projects, which suggests that the Emirates model is perceived as 'the' embodiment of success and, thus, as the exclusive path towards modernization. The emergent 'gulfication' is a way to reaffirm the – contested – aridity of the Sudan and Mauritania. However, this process is limited because of the increasing Asian (especially Chinese) influence in the Saharo-Sahelian region. Therefore, the discovery of oil as well as globalizing trends have provoked a spatial reversal: Sudan and Mauritania's marginal positions have become an advantage. Obviously, such newly emerging strategic geo-political situations and connections entail important spatial and identity changes. But, at present, both Nouakchott and Khartoum are looking forward to a future that may appear ephemeral. The comparison with Dubai as the quintessential post-petroleum city (Lavergne 2009) stops short. In 2010, the Dubai urban-financial system has collapsed, echoing the transient nature of such projects. In light of the current global economic uncertainty, the potential investors and private firms could firstly withdraw from the margins of the Arab world. Moreover, the geopolitical context has changed: Sudan must share the oil benefits with South Sudan whereas Mauritania is affected by current Malian crises. Facing political and social unrest and poverty, it is increasingly difficult to believe in the feasibility of such prestige urban projects and in the possibility of their full achievement. Some of them, as the *Sukuk* and *Qatari Diar* ones in Mauritania, are already delayed. The Arab spring and political instability became a pretext to delay or cancel some projects. Currently, seeing Dubai in the margins seems to be a mirage rather than a reality.

¹¹ A substantial portion of the shopping center burned down in early May 2012.

REFERENCES

- Anon. 2008. Khartoum investors eye Tuti Island. *Middle East Online*, 24 March 2008, www.middle-east-online.com/english/?id=25011, [accessed: 14 January 2013]
- Anon. 2008. « Finance islamique : les Sukuk gagnent du terrain », *La tribune* n°416, 20 September 2008, cridem.org/archive/article/2008/22506, [accessed: 27 February 2013].
- Anon. 2008. « Interview M. Issa Cheiguer, PDG FCI », *World Investment news*, 2 April 2008, www.winne.com/dninterview.php?intervid=2129, [accessed: 27 February 2013].
- Barthel, P.-A. (ed.) 2010, Arab mega-projects, *Built Environment*, 36 (2).
- Barthel P-A, Verdeil E. 2008, Experts embarqués dans le « tournant financier » : le cas des grands projets urbains au sud de la Méditerranée. *Annales de la recherche urbaine*, 104, 38-48.
- Berry-Chikhaoui I., Deboulet A. (ed.). 2000, *Les compétences des citoyens dans le monde arabe : Penser, faire et transformer la ville*. Tunis: Irmc-Khartala.
- Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., Roulleau-Berger L. (ed.) 2007. *Villes internationales : entre tensions et réactions des habitants*. Paris: La Découverte.
- Brenner N., Marcuse P., Mayer M., 2012. *Cities for people, not for profit: critical urban theory and the right to the city*. Abingdon, Oxon, New York: Routledge.
- Choplin, A., 2006. Fabriquer des villes-capitales entre monde arabe et Afrique noire : Nouakchott (Mauritanie) et Khartoum (Soudan), étude comparée. PhD thesis in geography, Univ. Paris-1 Panthéon-Sorbonne.
- Choplin, A. 2009. *Nouakchott au carrefour de la Mauritanie et du monde*. Paris: Karthala-Prodig.
- Choplin, A. 2010. From the Chingetti mosque to Dubai towers. Extraversion, connection, and neo-urban society in a globalized Mauritania. *The Maghreb Review*, 35 (1-2) 146-163.
- Crombé, L. 2009. Building Khartoum's future ?, *EspacesTemps.net* [Online]. Available at: test.espaces-temps.net/articles/building-khartoumrsquo-future/ [accessed: 27 February 2013].
- Denis E. 2005. Khartoum, ville refuge et métropole rentière, Mégapolisation des crises VS métropolitaine. *Villes arabes en mouvement, Cahier du Gremamo*. 18, Paris: L'Harmattan, 87-124.
- Edensor, T., Jayne, M. (dir.) 2012. *Urban Theory Beyond the West. A World of Cities*. London/New York: Routledge.
- Elsheshtawy, Y. 2006 From Dubai to Cairo: Competing Global Cities, Models, and Shifting Centers of Influence?, In P. Ammar & D. Singermann (eds).

Cairo Cosmopolitan: Politics, Culture, and Space in the New Middle East. Cairo: American University in Cairo Press, 235-250.

Elsheshtawy, Y. (ed.) 2008. *The Evolving Arab City. Tradition, Modernity and Urban Development*. London: Routledge.

Elsheshtawy, Y. 2010. *Dubai: Behind an urban spectacle*, London, New York: Routledge.

Fainstein S. 2009. *Spatial Justice and Planning. Justice spatiale, spatial justice*, 01, [Online], 58-77. Available at: www.jssj.org [accessed: 14 January 2013].

Franck, A. 2007. Produire pour la ville, produire la ville : étude de l'intégration des activités agricoles et des agriculteurs dans l'agglomération du grand Khartoum. PhD thesis in geography, Univ. Paris X Nanterre.

Harvey, D. 2001. *Spaces of capital: Towards a critical geography*. Edinburgh: Edinburgh University Press.

Harvey, D. 2009. *Social Justice and the City*. University of Georgia Press.

Lavergne, M. 2009. Dubaï, utile ou futile? Portrait d'une ville rêvée à l'heure de la crise. *Hérodote*, 133, 32-57.

Lobban R. 1982. Class and kinship in Sudanese urban communities. *Journal of the International African Institute*, 52(2), 51-76.

Marcuse P. et al., (eds.) 2009. *Searching for the Just City*. New York, London: Routledge.

Ould Bah, M. F. 2011. *Les systèmes financiers islamiques: approche anthropologique et historique*, Paris: Karthala.

Robinson, J. 2006. *Ordinary Cities. Between Modernity and Development*. London/New York: Routledge.

Sassen, S. 1991. *The global city*: New York, London, Tokyo. Princeton: Princeton University Press.

Schmid, H. 2009. *Economy of fascination. Dubai and Las Vegas as Themed Urban Landscapes*. Berlin: Gebrüder Borntraeger.

Soja, E. 2010. *Seeking spatial justice*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Venturi R., Scott B. D., Izenour S. 1977. *Learning from Las Vegas: the forgotten symbolism of architectural form*, Cambridge: Mass, MIT Press.

LES AUTEURS

Armelle Choplin est maître de conférences en géographie à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée, enseignante à l'École d'Urbanisme de Paris, co-responsable du Master 2 Urbanisme et Expertise Internationale. Elle s'intéresse à la production urbaine en Afrique et dans le Monde arabe. Elle s'attache à confronter la ville planifiée par les acteurs institutionnels et privés avec celle

fabriquée par les habitants. Ses thèmes de recherche concernent l'habitat précaire, les questions foncières, les mobilisations des populations marginales, les migrations en Afrique de l'Ouest. Elle conduit ses recherches principalement en Mauritanie (en lien avec l'Observatoire de la Mauritanie Contemporaine lié au Centre Jacques Berque de Rabat), au Sénégal, Mali, Ghana et au Soudan (où elle a bénéficié d'un accueil au CEDEJ lors de sa thèse).

Alice Franck est maître de conférences en géographie à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, coordinatrice du CEDEJ Khartoum depuis septembre 2013. Ses recherches portent sur les dynamiques foncières en ville, spécialement celles qui mettent en jeu la transformation des terres agricoles urbaines. Une entrée par les conflits (fonciers) est privilégiée dans la perspective de mettre à jour les rapports de force entre les différents acteurs et d'apprécier le rôle des autorités urbaine dans les projets de renouvellement urbain. Ces thèmes de recherche concernent l'agriculture urbaine (maraîchage et élevage), la fabrique et la gouvernance urbaine, la citoyenneté Vs marginalité. Elle conduit ses recherches essentiellement au Soudan et à Khartoum, où elle a bénéficié d'un accueil du CEDEJ depuis son premier séjour dans la cadre de sa maîtrise en 1999.

CEDEJ-Khartoum

Anne Choplin & Alice Franck
*Seeing Dubai in Khartoum and
Nouakchott: 'gulfication' on the
margins of the Arab World*

IN WIPPEL S., BROMBER K., STEINER C.,
KRAWIETZ B., (EDS), UNDER CONSTRUCTION:
LOGICS OF URBANISM IN THE GULF REGION,
LONDON: ASHGATE, 2014, 271-284.

bit.ly/underconstructiongulf

LA CHINE ET L'ÉTHIOPIE : ENTRE AFFINITÉS AUTORITAIRES ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Jean-Pierre Cabestan
CNRS, chercheur associé au CEFC

Source : *Perspectives chinoises*
n° 2012/4, 57-68.

Chine
Chine-Afrique
Éthiopie
développement autoritaire
Meles Zenawi
relations sino-africaines

65 – 82

La Chine et l'Éthiopie ont progressivement mis en place depuis 1995 des relations très étroites. L'établissement de ce partenariat a été motivé de part et d'autre par des considérations autant diplomatiques et stratégiques, qu'économiques voire idéologiques. Aux yeux de Pékin, la coopération économique et commerciale avec Addis-Abeba est un moyen plus qu'un but en soi tandis que pour cette dernière capitale, le partenariat avec la République populaire sert en priorité les objectifs politiques et économiques intérieurs du régime mis en place en 1991 et dirigé pendant vingt ans par le Premier ministre Meles Zenawi, et depuis la mort de ce dernier en août 2012, par son successeur Hailé Mariam Desalegn. Ces relations sont caractéristiques des rapports privilégiés mais asymétriques que Pékin s'efforce d'instaurer avec les pays du Sud stratégiquement importants mais économiquement démunis. Elles illustrent aussi l'attraction qu'exerce le « modèle chinois » de développement en Afrique et ailleurs.

Pourquoi les relations entre la Chine et l'Éthiopie sont-elles devenues si importantes et si étroites au cours des dix dernières années ? En effet, pour le gouvernement chinois, ce pays d'environ 85 millions d'habitants est largement démuné de matières premières et autres richesses du sol et du sous-sol, contrairement aux Soudan voisins, au Nigeria ou à l'Angola. Il possède un peu de pétrole et de gaz dans son désert oriental, l'Ogaden, mais la région est dangereuse : en 2007, neuf ouvriers chinois du Bureau d'exploration pétrolière Zhongyuan y étaient tués (et sept autres kidnappés) par le Front de libération nationale de l'Ogaden (FNLO). Et ses minerais sont encore largement inexploités, voire inexplorés. Qui plus est, l'Éthiopie appartient au groupe peu attractif des économies les moins avancées, occupant la 157^e place (sur 169 pays) sur la liste de l'ONU en matière de développement humain avec un PIB par habitant de l'ordre de 350 dollars américains¹ : la moindre sécheresse provoque encore des disettes palliées grâce à une meilleure capacité de réaction de l'État et les conséquences de la crise économique de 2008 s'y font encore sentir en dépit d'un taux de croissance annuelle du PIB de 8 % à 10 % au cours des années 2000 et de 11,4 % en 2010-2011. En outre, l'Éthiopie se situe au cœur de la corne de l'Afrique, une zone de haute turbulence, comprenant un État failli (la Somalie), un voisin difficile et isolé (l'Érythrée), un quasi-État (le

¹ Human Development Report, « The Real Wealth of Nations, Pathways to Human Development », United Nations Development Programme, 2010.

Somaliland) et un nouveau pays indépendant loin d'être encore stabilisé (le Soudan du sud)².

Pourtant la Chine est très présente en Éthiopie et entretient avec son gouvernement une relation étroite et même privilégiée. L'objectif de cet article est de montrer que l'établissement de ce partenariat a été motivé de part et d'autre par des considérations autant diplomatiques et stratégiques – voire idéologiques – qu'économiques. Pour pousser plus loin cette hypothèse, aux yeux de Pékin, la coopération économique et commerciale avec Addis-Abeba est un moyen plus qu'un but en soi tandis que pour cette dernière capitale, le partenariat avec la République populaire sert en priorité les objectifs politiques et économiques intérieurs du régime mis en place en 1991 et dirigé d'une main de fer par le Premier ministre Meles Zenawi, et depuis la mort de ce dernier en août 2012, par son successeur Hailé Mariam Desalegn.

Parmi les motivations chinoises, citons la présence à Addis-Abeba du siège de l'Union africaine (UA) ainsi que de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations-Unies ; le poids de l'Éthiopie qui, deuxième puissance démographique du continent noir après le Nigeria, comptera probablement en 2050 quelque 170 millions d'habitants ; son rôle régional, voire continental ; sa situation stratégique notamment par le contrôle qu'elle exerce sur les sources du Nil bleu (lac Tana) ; l'importance de ses besoins en matière de développement ; et enfin la stabilité politique du pays, le caractère autoritaire de son gouvernement ainsi que la centralité économique de l'État.

Coté éthiopien, la Chine participe activement au développement économique du pays et contribue, comme ailleurs en Afrique, à ouvrir le jeu : ses prêts, ses projets d'infrastructures, sa disponibilité, ses affinités avec le modèle de développement « colbertiste » du Premier ministre Meles, tous ces facteurs connus ont aussi favorisé ce partenariat. La relation n'est pas dénuée de difficultés et surtout d'asymétries qui pourraient à l'avenir sinon remettre en cause ce rapprochement, du moins le contrarier et en réduire la portée. Mais pour l'heure, Pékin continue de renforcer sa présence à Addis-Abeba, que les Éthiopiens aiment, abusivement, à appeler la « capitale de l'Afrique »³. Et l'Éthiopie fait partie des pays africains dit « sino-optimistes », par opposition aux « sino pragmatistes » et aux « sino-pessimistes » pour reprendre la catégorisation proposée par Seifudein

Adem⁴. Elle est séduite aujourd'hui par la réussite économique chinoise un peu comme, *mutatis mutandis*, elle avait pu, dans les années 1920-1930, être attirée par les succès du Japon, la première puissance non-occidentale à se moderniser⁵.

LES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET L'ÉTHIOPIE DEPUIS 1991 : LA MISE EN PLACE PROGRESSIVE D'UN PARTENARIAT PRIVILÉGIÉ

Si l'Empereur Hailé Sélassié établit des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine (RPC) en 1970, la révolution de 1974, qui devait favoriser la mise en place d'un régime proche de l'Union soviétique, contribua jusqu'à la fin des années 1980 à distendre les liens entre Addis-Abeba et Pékin. Il fallut donc attendre la victoire de l'opposition armée en 1991, la chute du régime de Mengistu et l'arrivée au pouvoir du Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (FDRPE) dirigé par Meles Zenawi pour que les relations entre les deux capitales connaissent un véritable essor⁶.

Néanmoins, parvenu au pouvoir avec le soutien des États-Unis, le FDRPE n'accorda pas au départ la priorité à un resserrement de ses liens avec la Chine. Le régime qui se mettait en place à Addis-Abeba était favorable à l'économie de marché (sauf pour ce qui concerne la propriété des terres et le maintien de nombre de monopoles d'État) et affichait un projet politique fédéral et démocratique. C'est seulement en 1995, à l'issue d'un long débat et pour renforcer sa position face à l'Occident que le nouveau pouvoir décidait de rééquilibrer sa politique étrangère en faveur de la Russie et de la Chine. Et de cette dernière en particulier auprès de laquelle les principaux responsables du FDRPE entendaient apprendre, en particulier en matière de « socialisme de marché » et de développement agricole⁷.

C'est ainsi qu'en octobre 1995, sorti vainqueur des premières élections démocratiques organisées

² Voir le site de Patrick Ferras, directeur de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique, www.csbaferas.eu (consulté le 6 novembre 2012) ; ainsi que le dossier sur la Corne de l'Afrique de la revue *Sécurité globale*, n° 18, hiver 2011-2012.

³ Voir Delphine Lecoutre, « L'Éthiopie et l'Afrique », in Gérard Prunier (éd.), *L'Éthiopie contemporaine*, Paris, CFEE – Karthala, 2007, p. 153-180.

⁴ Seifudein Adem, « China in Ethiopia: Diplomacy and economics of Sino-Optimism », *African Studies Review*, vol. 55, n° 1, avril 2012, p. 143-160.

⁵ Addis Dilnessa, « Relations between Ethiopia and China: An Ethiopian Perspective », in Abraham Kinfe (éd.), *China Comes to Africa: The Political Economy and Diplomatic History of China's Relation with Africa*, Addis-Abeba, EIIPD, 2005, p. 241.

⁶ Gedion Gamora et K. Mathews, « Ethio-China Relations : Challenges and Prospects », in Axel Harneit-Sievers, Stephen Marks et Sanusha Naidu, *Chinese and African Perspectives on China in Africa*, Kampala, Pambazuka Press, 2010, p. 93-94.

⁷ Seifudein Adem, « China in Ethiopia... », *art. cit.*, p. 145-146.



Meles Zenawi - Forum économique mondiale sur l'Afrique 2012

en Éthiopie, le Premier ministre Meles⁸ se rendait en Chine, et six mois plus tard, en avril 1996, le président chinois Jiang Zemin s'arrêtait à Addis-Abeba au cours d'une grande tournée africaine. Un important accord de coopération commerciale, économique et technique (Agreement on Trade, Economic and Technical Cooperation, ATEC) était alors signé. Renouvelé automatiquement tous les trois ans, cet accord mit en place en 1998 une commission économique conjointe (Joint Economic Commission) qui se réunit tous les deux ans. Accordant à l'Éthiopie le statut de « nation la plus favorisée », cet accord encadre aujourd'hui l'ensemble de la coopération économique bilatérale, que ce soit en matière de promotion des investissements à travers la mise en place d'entreprises mixtes sinoéthiopiennes ou d'entités propres, de transport maritime et d'échanges de « personnels techniques ».

Par la suite les liens sino-éthiopiens continuèrent de se resserrer. Lors de la tenue à Pékin du premier Forum de coopération sino-africain (FOCSA ou FOCAC en anglais) en 2000, Addis-Abeba fut choisie pour accueillir en décembre 2003 le deuxième FOCAC. L'Éthiopie se retrouva ainsi dans une position privilégiée dont sut

⁸ Meles fut président de la République de 1991 à 1995 et Premier ministre jusqu'à sa mort en août 2012. Dans le cadre de la Constitution de 1995, le président n'a plus aujourd'hui qu'un rôle protocolaire.

profiter le gouvernement de Meles Zenawi pour promouvoir un étroit partenariat diplomatique et politique entre Pékin et Addis-Abeba⁹. Lors de ce sommet, auquel prit part le Premier ministre chinois Wen Jiabao, plusieurs accords supplémentaires furent signés.

En 2005, les relations sino-éthiopiennes entrèrent véritablement dans une nouvelle phase, celle d'un étroit partenariat diplomatique, politique et économique. Cette évolution est directement liée au durcissement du régime de Meles et au renforcement des pouvoirs personnels de ce dernier à la suite des élections de 2005 au cours desquelles l'opposition parvint à conquérir environ un tiers des sièges du Parlement et à la montée de critiques occidentales à son endroit. Entachée de nombreuses irrégularités et suivie de multiples violences (au moins 200 morts), cette consultation provoqua une détérioration rapide des relations entre l'Éthiopie et ses donateurs traditionnels (États-Unis, Union européenne) qui commencèrent à envisager, sinon de suspendre, du moins de conditionner leur assistance¹⁰. Le Premier ministre mit alors en place un État véritablement développementiste. Et lors des élections de mai 2010, cette dérive autoritaire se confirma : l'opposition, désormais muselée, intimidée ou marginalisée, n'obtint que deux des 547 sièges au sein d'un Parlement maintenant presque entièrement contrôlé par le FDRPE, accusé d'avoir créé un « État de parti unique »¹¹.

UN ÉTROIT PARTENARIAT POLITIQUE

Depuis 1995 et plus encore le milieu des années 2000, l'Éthiopie et la Chine ont mis en place un partenariat politique de plus en plus étroit. Certes, cette dernière n'a jamais utilisé le terme connu de « partenariat stratégique » pour caractériser cette relation ; mais celle-ci à l'évidence s'en rapproche. Et pour le gouvernement éthiopien, il s'agit d'une « relation étroite » destinée à prendre une part importante à l'ambitieux projet de développement du pays et de réduction de la pauvreté lancé au même moment. Mais pour Addis-Abeba, la République populaire est plus que cela : c'est désormais un partenaire qui peut aussi lui apporter son expérience économique, son assistance technique ainsi que

⁹ Ai Ping, « Sino-African Relations - Ethiopia in the New Century: A Chinese Perspective », in Kinfe, *China Comes to Africa*, op. cit., p. 229.

¹⁰ Christine Hackensch, « European Good Governance Policies Meet China in Africa: Insights from Angola and Ethiopia », Working Paper, EDC2020 (European Development Co-operation to 2020), n° 10, février 2011, p. 32.

¹¹ Kjetil Tronvoll, « The Ethiopian 2010 Federal and Regional Elections: Re-establishing the One Party State », *African Affairs*, vol. 110, n° 438, 2011, p. 121-136.

son appui diplomatique¹². En retour, Meles a fait plusieurs gestes politiques. En 2006, le Parlement éthiopien apportait son soutien à la loi chinoise anti-sécession (de Taiwan) et, membre de la Commission des droits de l'homme de l'ONU jusqu'en 2007, l'Éthiopie (comme les autres pays africains) mit en échec toute motion destinée à critiquer le régime de Pékin.

Les visites entre responsables des deux pays sont fréquentes. Meles s'est rendu quatre fois en Chine, pour la dernière fois en août 2011 et, comme lors de ses précédentes visites (en 1995, 2004 et 2006), a été reçu par les plus hautes autorités du pays, dont le président Hu Jintao. Pour sa part, le Premier ministre Wen Jiabao a fait le voyage d'Addis-Abeba à l'occasion du 2^e FOCAC en 2003. Parmi les autres visites signalons celles du président de l'Assemblée populaire nationale Wu Bangguo en 2008, du ministre du Commerce Chen Deming en 2009 et du Président de la Conférence consultative politique du peuple chinois et numéro 4 du régime, Jia Qingling, en janvier 2012, à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège de l'UA financé et construit par la Chine (200 millions de dollars). Les rencontres entre ministres des Affaires étrangères sont régulières et presque annuelles. Notons cependant que Hu Jintao, pressenti au départ pour prendre part à cette inauguration, ne s'est jamais rendu en Éthiopie.

Ces échanges ne se limitent pas seulement aux hauts dirigeants politiques des deux pays mais incluent aussi des délégations de toutes sortes, commerciales, culturelles, médicales, militaires et de plus en plus souvent provinciales, qui mettent en lumière la diversité des coopérations engagées. C'est le volet commercial qui a été le plus rapidement institutionnalisé. En 2006, le gouvernement éthiopien signait un important accord-cadre de financement avec la China EXIM Bank qui a permis une rapide multiplication des projets chinois d'infrastructures (cf. ci-dessous). Cet accord-cadre exige que l'ensemble des exportations vers la Chine soient réglées à travers la Banque commerciale d'Éthiopie, la plus grande institution financière étatique du pays. L'objectif d'Addis-Abeba est de faciliter le remboursement de ses emprunts à la République populaire par les revenus de ses ventes à ce pays, adoptant en quelque sorte, mais sans la manne pétrolière, le « modèle angolais » de financement de son développement¹³.

Ces échanges se sont étendus aux relations entre partis, et surtout entre le Parti communiste chinois (PCC) et le FDRPE. Celles-ci ont démarré à l'occasion de la visite en Éthiopie en février 2000 de Dai Bingguo, alors directeur du Département de liaisons internationales du PCC. Elles se sont poursuivies depuis notamment avec la visite en Chine en mai 2002 de Kassu Ilala, alors vice-président du Front démocratique populaire de l'Éthiopie du Sud qui rejoindra le FDRPE en 2005 et également ministre chargé des infrastructures. Plus récemment, en septembre 2010, un représentant du PCC en la personne de Zhang Xuan, secrétaire-adjoint du comité du PC de la municipalité de Chongqing (qui, depuis 2007, a mis en place une relation économique particulière avec l'Éthiopie, avec l'ouverture d'une usine d'assemblage de voitures Lifan à Dukem, près d'Addis-Abeba), prenait part au 8^e congrès organisationnel du FDRPE. Et un mois plus tard Ai Ping, directeur adjoint du Département de liaisons internationales du PCC, conduisait une délégation à Addis-Abeba où les deux partis signaient un « mémorandum d'entente sur les échanges et la coopération entre le PCC et le FDRPE »¹⁴. Mettant en lumière leurs convergences politiques, ces deux partis ont développé des échanges sur des questions comme l'organisation du parti dirigeant et les stratégies de successions¹⁵.

L'ambassade de Chine à Addis Abeba est particulièrement active et entretient des relations directes avec la plupart des ministères éthiopiens ; chaque année, plus de la moitié des membres du gouvernement, conduits par le Premier Ministre, participent à la fête nationale chinoise le 1^{er} octobre, privilège accordé à aucune autre chancellerie. Développement tout aussi symbolique, le ministre des Affaires étrangères éthiopien de 1991 à 2010, Seyoum Mesfin, a été nommé cette année-là ambassadeur en Chine¹⁶. La relation avec la Chine est donc essentielle pour l'Éthiopie. Aux yeux de Pékin, Addis-Abeba constitue un lieu d'ancrage régional incontournable. L'Agence Xinhua, qui est très active en Éthiopie, a fait d'Addis-Abeba son siège régional pour la Corne de l'Afrique. Plusieurs chercheurs chinois, notamment de l'Institut d'études africaines de l'Université normale du Zhejiang, résident de manière permanente dans ce pays. Et en 2003, lors du 2^e sommet FOCAC, Pékin a décidé d'accorder à l'Éthiopie le « statut de destination approuvée » pour les touristes chinois, bien que ces derniers

¹² Ministry of Information, *Foreign Affairs and National Security Policy and Strategy*, Addis-Abeba, novembre 2002, p. 152, 1.

¹³ Le modèle angolais de financement est fondé sur l'allocation par la Chine de prêts préférentiels garantis par la livraison d'une quantité donnée de pétrole, cf. *China's Engagement of Africa: Preliminary Scoping of African Case Studies: Angola, Ethiopia, Gabon, Uganda, South Africa, Zambia*, Centre for Chinese Studies, University of Stellenbosch, novembre 2007, p. 23-27.

¹⁴ Site du ministère chinois des Affaires étrangères, www.fmprc.gov.cn/eng/wjbj/zjzj/fzs/gjlb/2984 (consulté le 6 novembre 2012).

¹⁵ Christine Hackenesch, « European Good Governance », *op. cit.*, p. 33.

¹⁶ On le dit cependant moins en faveur à Addis-Abeba, raison possible de sa nomination.

restent plus souvent des commerçants ou des immigrants que de véritables touristes¹⁷.

COOPÉRATION CULTURELLE ET EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET DE FORMATION : UN RENFORCEMENT DE LA « PUISSANCE DOUCE » CHINOISE

La coopération en matière de culture et d'éducation est ancienne mais s'est rapidement développée depuis le milieu des années 2000. Dirigée par la Chine, elle est principalement destinée à renforcer l'implantation économique mais aussi la « puissance douce » (*soft power*) de ce pays en Éthiopie. Cette coopération est centrée sur la formation technique dans les domaines agricole et minier, des communications, ainsi que de l'énergie. Plus récemment, elle s'est étendue à la formation de journalistes et des hauts fonctionnaires. Ainsi, 200 membres des administrations nationales et régionales suivent chaque année depuis 2006 des formations de courte durée en Chine ; il s'agit en réalité plutôt de voyages d'études destinés à présenter les succès de l'essor chinois. Ils participent d'une stratégie d'influence auprès des élites éthiopiennes.

En février 2010, le vice-ministre chinois de l'Éducation, Li Weihong conduisait une délégation en Éthiopie pour y inaugurer le premier institut Confucius dans ce pays¹⁸. Installé dans le Collège polytechnique éthio-chinois (où Pékin a investi 30 millions de dollars) à Addis-Abeba, cet institut forme gratuitement non seulement des futurs enseignants de langue mais aussi des diplomates et des fonctionnaires éthiopiens, leur apportant ainsi avant tout le point de vue des autorités communistes sur la civilisation chinoise¹⁹. En 2011, l'Institut Confucius d'Addis-Abeba signait des accords de coopération avec trois universités éthiopiennes afin d'y établir des centres d'enseignement du chinois (Université de Mekele, située à 780 km au nord de la capitale, Université d'Addis-Abeba et Université de Hawassa, située à 400

km au sud de la capitale)²⁰. En 2008, 118 étudiants éthiopiens étaient formés gratuitement en Chine²¹.

Enfin, depuis 2005, l'Éthiopie bénéficie en priorité du « programme chinois des jeunes volontaires au service de l'Afrique ». Au nombre de 300 pour l'ensemble du continent en 2009, et rappelant les « Peace Corps » américains, ces volontaires enseignent gratuitement pendant une durée d'un an des disciplines aussi diverses que l'agronomie, le sport ou les technologies de l'information ; ils sont rémunérés 200 dollars par mois²².

UNE COOPÉRATION MILITAIRE NON NÉGLIGEABLE

La coopération militaire entre la Chine et l'Éthiopie n'est pas négligeable, même si elle ne peut être comparée à celle que les États-Unis entretiennent avec cette dernière en particulier depuis le 11 septembre. Restructurée à l'issue du conflit avec l'Érythrée en 2000 et aujourd'hui forte d'environ 130 000 hommes, l'armée éthiopienne est considérée par les observateurs comme l'un des outils militaires les plus expérimentés et opérationnels du continent²³. Apparemment, Addis-Abeba ne tint pas rigueur à Pékin d'avoir fourni les deux camps lors du conflit qui l'opposa à Asmara entre 1998 et 2000, et ceci en contradiction avec l'embargo décidé par l'ONU et imposé aux deux pays (1 milliard de dollars de ventes à chacun des deux États). En 2005, le Premier ministre Meles recevait dans la capitale éthiopienne le général Zhu Wenquan, alors commandant de l'importante région militaire de Nankin, et signait un ambitieux accord de coopération militaire (formation, échanges de technologies, et mission de maintien de la paix)²⁴.

Aujourd'hui, la Chine fournit à l'armée éthiopienne des pièces d'artillerie, des blindés légers et des véhicules de transport de troupes. Elle forme chaque année un nombre indéterminé (probablement une dizaine) d'officiers éthiopiens. Les échanges de visites sont réguliers : par exemple, en juin 2010, le chef d'état-major des forces armées éthiopiennes, le général Samora Yenus se rendait pour la première fois en Chine et rencontrait de nombreux responsables de l'Armée populaire de libération

¹⁷ La grande majorité des 12 000 Chinois entrés en Éthiopie avec un visa de tourisme en 2008 étaient des hommes d'affaires ou des employés des grands groupes de RPC, cf. Ethiopian Economics Association & Ethiopian Economic Policy Research Institute, *A Survey of the Economic and Trade Relationships between China, India and Ethiopia*, Addis-Abeba, 15 décembre 2009, p. 43.

¹⁸ Site du ministère chinois des Affaires étrangères, www.fmprc.gov.cn/eng/wjfb/zjzg/fzs/gjlb/2984 (consulté le 6 novembre 2012).

¹⁹ « Confucius Institute Opens Training for Ethiopian Diplomats », *CRI English*, 15 mai 2010, english.cri.cn/6909/2010/05/15/168s569916.htm (consulté le 6 novembre 2012).

²⁰ « Addis Ababa Confucius Institute », english.hanban.org/node_10957.htm (consulté le 7 novembre 2012).

²¹ Monika Thakur, *Building on Progress? Chinese Engagement in Ethiopia*, Johannesburg, SAIHA, Occasional Paper, n° 38, juillet 2009, p. 12.

²² Une centaine d'entre eux aurait séjourné en Éthiopie, cf. Kenneth King, « China's Cooperation with Ethiopia – With a Focus on Human Resources », *OSSREA Bulletin*, vol. VIII, n° 1, février 2011, p. 72-88.

²³ Patrick Ferras, *op. cit.*, p. 3. 138 000 d'après www.indexmundi.com/facts/ethiopia/armed-forcespersonnel (consulté le 15 octobre 2012).

²⁴ Joshua Eisenman et Joshua Kurlantzick, « China's Africa Strategy », *Current History*, mai 2006, p. 222.

(APL), dont le vice-président de la Commission militaire centrale Xu Caihou et son homologue chinois Chen Bingde²⁵. En 2007, l'Éthiopie était l'un des 14 pays africains dont l'Ambassade de Chine incluait un attaché de défense.

Cela étant, alors que l'Armée éthiopienne reste dotée d'importants matériels soviétiques (avions, chars), elle se modernise avec l'aide principalement des États-Unis, de l'Italie, de la Russie et d'Israël. Sa coopération avec la Chine ne doit donc pas être surévaluée.

DES CONVERGENCES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES INDÉNIABLES

Sur les plans diplomatique et stratégique, les deux pays partagent de nombreux points de vue et intérêts communs. Farouche partisane de l'égalité entre les États, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de la souveraineté nationale, l'Éthiopie est, comme la Chine, très impliquée dans le système des Nations Unies. Ces deux pays prennent une part active par exemple aux opérations de maintien de la paix de l'ONU même si le premier y engage des effectifs autrement plus importants : l'Éthiopie notamment au Darfour, au Libéria, au Burundi et surtout aujourd'hui dans la région d'Abyei à la frontière entre les deux Soudan²⁶ ; la Chine également au Darfour, au Liberia et aussi en République démocratique du Congo (RDC). Addis-Abeba apporte également sa contribution à la lutte contre le terrorisme international à travers sa coopération aux forces d'opération américaines stationnées à Djibouti (*Combined Joint Task Force – Horn of Africa*) ce qui n'est pas pour déplaire au gouvernement chinois lui-même engagé dans la lutte contre la piraterie dans le Golfe d'Aden et très hostile à l'Islam politique.

Le rôle régional de l'Éthiopie est bienvenu et considéré comme stabilisateur par la Chine, tant que celui-ci ne s'aventure pas à modifier formellement les frontières – et par exemple imposer *manu militari* à l'Érythrée une ouverture sur la mer dans la région d'Assab, ce que certains à Addis-Abeba laissent parfois entendre. Il l'est aux yeux de Pékin, on l'a vu, au Soudan du Sud où par ailleurs l'Éthiopie est très présente à la fois politiquement, économiquement et dans le secteur de la sécurité et où la Chine s'est rapidement adaptée à la nouvelle indépendance, déclarée le 9 juillet 2011, transformant en ambassade l'actif consulat qu'elle avait mis en place auparavant. En outre, tirant parti de leur influence respective, la Chine et l'Éthiopie ont travaillé en étroite concertation

(ainsi qu'avec les États-Unis en l'occurrence) à la signature de l'accord pétrolier entre les deux Soudan d'août 2012.

Plus grand pragmatisme de la Chine encore au Somaliland, une entité séparée *de facto* de Mogadiscio depuis 1991 – date de sa déclaration unilatérale d'indépendance – et qui entretient d'étroites relations avec l'Éthiopie. Addis-Abeba voit dans Berbera un débouché alternatif sur la mer de nature à réduire sa dépendance quasi-totale vis-à-vis de Djibouti. Bien que le gouvernement chinois, attaché aux principes que l'on sait, ne soit pas disposé à reconnaître l'indépendance de ce quasi-État, il a développé depuis au moins 2010 des relations officieuses avec les autorités de fait à Hargeisa, la capitale du Somaliland, pour prendre part au développement de ce que l'on appelle le « corridor de Berbera », un projet financé par l'Union européenne. En janvier de cette année-là, le ministre de l'Aviation de cette entité, Waran Adde, se rendait à Pékin à la tête d'une délégation économique et commerciale pour y signer un accord relatif à la modernisation et l'extension de l'aéroport Mahamed Ibrahim Egal, l'aéroport international d'Hargeisa, et la réhabilitation du réseau routier de la capitale²⁷. Deux mois plus tard, en mars 2010, une importante délégation gouvernementale et d'affaires chinoise se rendait pour la première fois à Hargeisa et y rencontrait un certain nombre de responsables, dont le président du Somaliland, qui était alors Dahir Rayale²⁸. Un an après, une compagnie pétrolière chinoise basée à Hong Kong, PetroTrans, également intéressée par l'exploration du pétrole et du gaz en Ogaden (cf. ci-dessous), répondait à l'appel d'offre lancé pour la modernisation et l'extension du port de Berbera²⁹. En concurrence avec le groupe français Bolloré mais bien moins chère et surtout offrant un « package » beaucoup plus attractif, la société chinoise emportait quelques mois plus tard le marché à l'issue de la première visite du nouvellement élu président du Somaliland, Ahmed M. Silanyo, en Chine en août 2011. Certes, Pékin et l'Agence Xinhua restèrent prudents et ne firent état d'aucun entretien officiel. Toutefois des responsables du gouvernement chinois furent associés aux négociations. Quoiqu'il en soit, les accords trilatéraux signés (Chine, Somaliland, Éthiopie) lors de cette visite incluent l'installation d'un gazoduc et d'un oléoduc vers l'Ogaden, la construction d'une raffinerie à Berbera et

²⁷ *Somalilandpress*, 29 janvier 2010.

²⁸ *Somalilandpress*, 9 mars 2011.

²⁹ Fondée par le Chinois de Hong Kong John Ching en 1997, cette compagnie fut notamment chargée en 2001 de la construction de l'oléoduc de Khartoum à Port-Soudan (600 km).

²⁵ *Xinhua*, 28 et 29 juin 2010.

²⁶ Les forces éthiopiennes constituent l'essentiel de la Force intérimaire de Sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) déployée depuis juin 2011.

la rénovation de la route entre Berbera, Hargeisa et Tug Wajala, ville située à la frontière de l'Éthiopie³⁰.

Enfin, en 2006, en 2008-2009 comme en 2011, le rôle de l'Armée éthiopienne en Somalie a été perçu par la Chine comme utile, en particulier dans l'APL, qui a exprimé à plusieurs reprises sa frustration de ne pouvoir intervenir sur terre pour régler le problème de la piraterie dans le golfe d'Aden³¹.

UNE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE FLORISSANTE MAIS ASYMÉTRIQUE

La Chine entretient avec l'Éthiopie des relations économiques et commerciales qui sont caractéristiques de celles qu'elle développe avec l'ensemble des pays en développement dotés d'une importante population – et donc potentiellement d'un vaste marché intérieur –, d'énormes besoins en infrastructures, mais plutôt démunis en matières premières d'exportation. À cet égard, comme dans le cas de l'Égypte ou du Pakistan, ces relations sont florissantes mais appelées à demeurer particulièrement asymétriques. Certes, cette asymétrie est moins forte qu'avec, par exemple de plus petits États africains (Togo, Sierra Leone ou même Sénégal). Mais contrairement à Luanda ou à Khartoum, Addis-Abeba ne peut, du moins aujourd'hui, compenser sa position d'important demandeur par des ventes de produits dont Pékin aurait un besoin stratégique (pétrole, gaz, cuivre, bois). Ainsi, comme ailleurs sur le continent, ces relations sont dominées par un commerce en expansion rapide et restant très excédentaire pour Pékin ainsi que par des projets d'infrastructures chinois qui contribuent à alimenter cet excédent. Les investissements chinois au sens strict ont démarré plus lentement, favorisant une croissance plus récente et encore modeste des exportations éthiopiennes, en particulier en direction de la Chine. La stratégie à long terme du gouvernement éthiopien est justement de réduire par l'industrialisation et le développement de l'agriculture, et notamment l'agro-industrie, l'immense déficit commercial et l'endettement croissant du pays. Pour autant, l'un comme l'autre ont continué de se creuser, du fait notamment de l'ampleur et de la nature de l'assistance chinoise, une aide qui, comme

ailleurs, notamment en Afrique, reste pour l'heure largement liée.

L'on sait que dans le cas chinois, il n'est pas aisé de faire la distinction entre ce qui relève de ce que Pékin appelle la « coopération économique gagnant-gagnant » et de l'aide. Alors que les projets d'infrastructure comportent une part de dons ou de prêts préférentiels, l'assistance chinoise s'est progressivement diversifiée depuis le FOCAC de 2006 et surtout celui de 2009 et a en partie pris en compte les critiques d'Addis-Abeba. Pour autant, le modèle de coopération proposé par la Chine n'a guère évolué, incitant le gouvernement éthiopien dans la mesure du possible à diversifier ses partenariats³².

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA CHINE ET L'ÉTHIOPIE

La Chine est devenue en 2006 le premier partenaire commercial de l'Éthiopie. Les données statistiques éthiopiennes et chinoises accusent un certain écart mais celui-ci est bien plus modeste que pour de grands partenaires comme l'Afrique du Sud. L'une des raisons tient aux faiblesses de l'appareil statistique éthiopien.

Selon les données d'Addis-Abeba, reprises par l'Union européenne, entre 2001/02 et 2009/10 les échanges commerciaux entre les deux pays ont plus que décuplé : ils sont passés de 153 millions de dollars à 1 693 millions de dollars, ce qui représente 16,5 % des échanges extérieurs de l'Éthiopie³³. Certes, cette dernière avait encore alors un commerce supérieur avec l'Union européenne prise dans son ensemble (2 516 milliards de dollars, 24,5 % des échanges extérieurs éthiopiens) mais c'est avec la Chine que l'Éthiopie enregistre son plus important déficit : 1,261 milliard, soit plus de 20 % du déficit commercial éthiopien et 5,3 % de son PIB.

D'après les données officielles chinoises, le commerce bilatéral est passé de 100 millions de dollars en 2002 (année calendaire) à 1 467 millions de dollars en 2009, les importations éthiopiennes augmentant très rapidement (1 252 millions contre 96 millions de dollars en 2002), mais laissant apparaître cette dernière année un déficit un peu plus faible de 1 038 millions de dollars. Même si l'on prend en compte le décalage temporel entre les deux séries statistiques, le fossé n'est pas très significatif : la Chine est devenue la principale source de déficit commercial pour l'Éthiopie.

Par comparaison, le déficit avec l'UE ne s'élevait en 2009/2010 qu'à 871 millions de dollars. Les États Unis

³⁰ « Ethiopia + Berbera Port + China deal – change in the Horn? », *Ethiopia forums*, 12 août 2011, ethiopiaforums.com/ethiopia-berbera-port-china-deal-%E2%80%93-change-in-the-horn (consulté le 6 novembre 2012) ; « Somaliland says PetroTrans to extend Berbera port », *Ethiopia forums*, 20 août 2011, ethiopiaforums.com/somaliland-says-petrotrans-to-extend-berberaport (consulté le 6 novembre 2012). Il faut cependant rester prudent sur la portée de ces accords car les études de faisabilité n'ont pas encore été faites et leur légalité internationale pose problème.

³¹ Propos tenus par Chen Bingde, chef d'état-major général de l'Armée populaire de libération à Washington en mars 2011, Reuters, 18 mars 2011.

³² Jean-Noël Chaponnière et Jean-Jacques Gabas, « Les relations économiques entre la Chine et l'Afrique subsaharienne », in Jean-Jacques Gabas et Jean-Noël Chaponnière, *Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara*, Paris, Gemdev/Karthala, 2012, p. 41-69.

³³ L'année fiscale éthiopienne commence le 1^{er} juillet.



Par Dave Proffer, 2007, Wikimedia Licence CC-A

Autoroute de contournement d'Addis Abeba, construite par la Chine

sont loin derrière avec 597 millions d'échanges, ne représentant que 5,8 % du commerce extérieur éthiopien et dégagant un excédent de seulement 442 millions de dollars³⁴.

La part des importations éthiopiennes en provenance de Chine a doublé entre 2001/02 et 2009/10 passant de 9 % à 18 % de l'ensemble des achats extérieurs de ce pays. Comme nombre de pays africains (Afrique du Sud, Angola, Nigeria, Soudan), l'Éthiopie achète surtout à la République populaire des biens d'équipement et des machines³⁵, mais elle importe aussi une quantité croissante d'électronique et d'articles de consommation courante (vêtements, produits pharmaceutiques et alimentaires).

Ses exportations vers la Chine sont aussi en augmentation, atteignant 216 millions de dollars en 2009/2010 (246 millions en 2010). L'Éthiopie exporte vers ce pays surtout du café, du cuir, des textiles, du sésame et des fleurs coupées.

Afin de tenter de réduire le déficit commercial d'Addis-Abeba, en janvier 2010, les deux gouvernements ont signé un accord offrant un accès préférentiel des produits éthiopiens au marché chinois : alors, le nombre de produits exportés hors taxes vers la Chine est passé

de 130 à 440, soit 95 % du total. Si le déficit commercial de l'Éthiopie est structurel, le bas prix des produits chinois alimente et tend à creuser la profonde asymétrie des échanges entre les deux pays. Il est prévu qu'en 2015, les échanges entre sino-éthiopiens atteignent 3 milliards de dollars mais il est peu probable que le taux de couvertures des achats extérieurs d'Addis-Abeba s'améliore de manière radicale.

LE CAS DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Doté du plus vaste cheptel du continent, l'Éthiopie est depuis les années 1920 un exportateur de peaux de vache, de mouton comme de chèvre. Elle possède aussi une industrie locale du cuir et de la chaussure. Or en 2000-2001, l'on assista à une augmentation rapide des importations de chaussures bon marché en provenance de Chine, au risque de provoquer la faillite de nombreuses entreprises locales. Cependant, dans un premier temps très attractives parce que bon marché (1 à 2 dollars la paire), les chaussures chinoises se révélèrent rapidement de mauvaise qualité et furent boudées par les consommateurs éthiopiens. Parallèlement, avec l'aide du ministère éthiopien du Commerce et de l'Industrie et d'investissements étrangers, principalement européens mais aussi chinois (une vingtaine de sociétés), les entreprises locales du cuir et de la chaussure se sont modernisées, ont importé hors taxe des équipements plus performants et se sont placées sur le marché international, parvenant à mettre un frein aux achats extérieurs de chaussure et à accroître les exportations de cuir³⁶. Plus récemment, en novembre 2011, afin de stimuler ces industries, suivant l'exemple de nombreux pays (Inde, Pakistan, etc.), l'Éthiopie décidait d'interdire

³⁴ D'après les statistiques européennes de l'année calendaire 2010, la Chine talonnait déjà l'UE avec 1,192 milliard d'euros d'échanges avec l'Éthiopie (dont 1,003 milliards d'exportations) contre 1,196 milliard (et 761 millions d'exportations). Les États-Unis restent 3^e partenaire avec 719 millions d'euros d'échanges (et 627 millions d'exportations). Eurostat, European Union, DG Trade, 10 janvier 2012, trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2011/january/tradoc_147265.pdf (consulté le 6 novembre 2012) ; ces données correspondent aux chiffres avancés par le rapport plus ancien de l'Ethiopian Economic Association/Ethiopian Economic Policy Research Institute, *A Survey of the Economic and Trade Relationships between China, India and Ethiopia*, Addis-Abeba, 15 décembre 2009, www.fes-ethiopia.org/media/pdf/China%20and%20India%20and%20Ethiopia%20final%20report.pdf (consulté le 6 novembre 2012) ; Annuaire statistique chinois, diverses années.

³⁵ Bert Jacobs, « A Dragon or a Dove? A Comparative Overview of Chinese and European Trade with Sub-Saharan Africa », *Journal of Current Chinese Affairs*, 2011, vol. 40, n° 4, p. 35.

³⁶ *China's Engagement of Africa*, op. cit., p. 65-67.

l'exportation des peaux semi-finies (tannées mais non teintes) destinées à la fabrication des chaussures (*crust*). Cette mesure a incité plusieurs nouvelles entreprises chinoises

à s'installer en Éthiopie, certaines avec l'aide du Fond de développement sino-africain.

La question est de savoir si ce succès ne restera pas exceptionnel. Quoiqu'il en soit, la leçon que l'on peut en tirer est que la concurrence nouvelle que provoquent les importations chinoises dans un secteur donné ne peut stimuler les entreprises et la production locales dans ce secteur que si celles-ci reçoivent un soutien clair de leur gouvernement ainsi que des autres investisseurs (italiens dans le cas de la chaussure). En d'autres termes, cet exemple montre que l'adaptation des pays africains au nouveau contexte économique international dépend de la capacité étatique à réagir et imposer une négociation à ses partenaires économiques et notamment aux pays émergents, de la qualité de la gouvernance locale et aussi plus généralement du climat qu'ils sont capables d'offrir en matière de sécurité et d'infrastructures (électricité, transports) aux investisseurs étrangers.

PROJETS D'INFRASTRUCTURES

Comme dans beaucoup d'autres pays africains (et en développement), ce sont les grands projets d'infrastructure qui rendent la présence chinoise en Éthiopie particulièrement visible. Entre 2001 et 2007, ils ont représenté 10 % de l'ensemble des projets d'infrastructure chinois en Afrique, derrière le Nigéria (34 %) et l'Angola (20 %) mais devant le Soudan (8 %) ³⁷. Les trois grands secteurs d'intervention de Pékin sont les routes, l'énergie et les communications. Un quatrième, la mise en place d'un réseau ferré moderne et transfrontalier, est apparu plus récemment. Autant de secteurs considérés comme prioritaires dans la stratégie de développement national du gouvernement éthiopien. Le modèle d'approbation, de financement et de réalisation des projets chinois d'infrastructure est connu : choisis de gré à gré par les deux gouvernements ou remportés par Pékin à l'issue d'un appel d'offre, ces projets sont financés par les banques chinoises à l'aide de prêts en général commerciaux garantis par l'État et parfois concessionnels (bas taux d'intérêt, période de grâce de cinq ans, part de don supérieure à 35 %) et réalisés presque exclusivement par des entreprises d'État nationales ou provinciales chinoises auxquelles le financement est directement versé, en totalité ou en partie. Il ne s'agit donc pas

à proprement parler d'investissements bien que l'Agence éthiopienne d'investissement les comptabilise comme tels ³⁸. Si Addis-Abeba dispose d'une certaine marge de manœuvre en matière de choix des projets et d'allocation des prêts, étant donnée sa position de récepteur, cette liberté est le plus souvent étroite, y compris pour ce qui concerne la quantité de main d'œuvre chinoise allouée à chaque chantier ³⁹.

Comme ses homologues africains, qu'il y ait appel d'offre ou non, le gouvernement éthiopien préfère se tourner vers les entreprises chinoises pour toute une série de raisons connues : prix initial affiché, en général bien plus bas, conditions avantageuses de financement, rapidité d'instruction et d'exécution des projets, même si la qualité des réalisations est souvent inférieure (routes, ponts et systèmes de communications en particulier) ainsi que « package » éventuel de différents projets.

En Éthiopie comme dans la plupart des pays africains, les prêts accordés par la Chine sont principalement financés par la Banque chinoise de l'import-export (EXIM Bank, accords de 2006) et dans une moindre mesure par la Banque chinoise de développement (BCD) et la Banque industrielle et commerciale de Chine (BICC). Créé par la BCD en 2007 et d'un montant de 5 milliards de dollars, le Fond de développement Chine-Afrique finance aussi certains projets, notamment privés : usines de verre, de ciment et de cuir (cf. investissements).

Les financements sont parfois directement versés aux entreprises publiques éthiopiennes chargées de la réalisation des projets. Mais ils sont plus souvent versés aux entreprises chinoises chargées de la réalisation de ces projets.

En 2007, l'Éthiopie a été sélectionnée par Pékin comme l'un de ses quatre partenaires africains (les autres étant l'Angola, la RDC et le Nigéria) habilités à obtenir des prêts à des conditions favorables (*soft loans*) des institutions financières d'État chinoises, en particulier de l'EXIM Bank.

Bien que depuis quelques années les autorités chinoises aiment à indiquer que la part des dons (*grant*) dans le financement de leurs projets s'élève à environ 25 %, soit un ratio similaire à celui pratiqué par les pays de l'OCDE et du Club de Paris (mais inférieur au taux de 35 % recommandé par le FMI), cette part demeure en général confidentielle et dans le cas de l'Éthiopie, peu significative, sauf pour les projets routiers (35,8 % des 349 millions de dollars alloués) et de télécommunication (23,4 % des 1,4 milliards de dollars alloués). Pour

³⁷ Mary-Françoise Renard, *China Trade and FDI in Africa*, African Development Bank Group, Working Paper Series, n° 126, mai 2011, p. 21, www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Working%20126.pdf (consulté le 6 novembre 2012).

³⁸ Ainsi, en 2009, la délégation de l'Union européenne en Éthiopie estimait à 3 milliards le montant des investissements chinois dans ce pays (*2nd Quarterly Economic Report*, 2009).

³⁹ Monika Thakur, *Building on Progress?...*, *op. cit.*

les deux projets hydroélectriques dans lesquels la Chine est engagée (400 et 470 millions de dollars), cette part s'élève à 12 %. La période de grâce est environ de trois ans (sauf pour les routes, sept ans) et les prêts arrivent à maturité au terme de dix années (et vingt ans pour les routes). Enfin, les taux d'intérêts de ces projets ne sont pas particulièrement avantageux (LIBOR + 1,8 % à 2,35 %) ⁴⁰. La Chine n'accorde pas non plus d'aide directe budgétaire à ce pays.

Dans ce contexte, le financement et la construction par la Chine du nouveau siège de l'Union africaine fait figure à la fois de symbole et d'exception. Entièrement financé par un don chinois de 200 millions de dollars et inauguré en grande pompe en janvier 2012, il symbolise « l'amitié » et la « solidarité » sino-africaines et vise aussi à démontrer que, contrairement à une perception dominante, Pékin privilégie autant cette organisation continentale que ses rapports bilatéraux avec les capitales africaines.

LES PROJETS ROUTIERS

C'est probablement la facette la plus connue de la présence chinoise en Éthiopie. Pratiquant des tarifs particulièrement bon marché et défiant souvent toute concurrence, les entreprises chinoises ont remporté ces dix dernières années la grande majorité des appels d'offres en matière de projets routiers. En 2007, on estimait que ces entreprises contrôlaient 50 % à 60 % de ce secteur. Et en 2011, le ratio chinois est passé à 70-80 %. Les financements de ces projets sont divers (Banque mondiale, Union européenne, Banque africaine de développement, gouvernement éthiopien) même si Pékin apporte une aide importante, par des prêts avantageux ou un soutien financier indirect aux entreprises chinoises engagées dans ce pays.

LES PROJETS ÉNERGÉTIQUES : BARRAGES ET LIGNES À HAUTE TENSION

La Chine s'est principalement investie dans la construction de barrages hydrauliques (comme celui de Tekeze achevé en 2009), y compris les projets les plus controversés (Gibe III), et de lignes à haute tension. L'objectif est à la fois politique – l'on ne peut s'empêcher



Grand Ethiopian Renaissance Dam, 2015

de songer au précédent soviétique d'Assouan, dont la construction avait été boudée par les Occidentaux et les organisations internationales pour des raisons en partie similaires (écologiques) – mais aussi économiques : la vente d'électricité au marché national et aux voisins de l'Éthiopie servira à rembourser les emprunts contractés auprès des banques chinoises (EXIM Bank, BCD). La production d'électricité de l'Éthiopie s'élevait en 2011 à 2 000 mégawatts (MW) mais d'ici 2015, celle-ci devrait quintupler (10 000 MW). Le potentiel hydroélectrique du pays est estimé à 40 000 MW. D'où les ambitieux projets en cours, non seulement Gibe III, IV et V mais depuis 2011 le barrage du Millénaire destinés à transformer l'Éthiopie en grande puissance énergétique (*powerhouse*) de l'Afrique orientale. De fait, ces barrages s'inscrivent dans un ambitieux projet de pool d'électricité de l'Afrique de l'Est (*East African Power Pool*) lancé en 2005.

Gibe III fait l'objet de nombreuses critiques : construit à la confluence des rivières Gilgel Gibe et Omo, à 470 km au sud-ouest d'Addis-Abeba, il provoquera le déplacement forcé de 200 000 paysans éthiopiens et affectera le débit qui alimente le lac Turkana au Nord du Kenya, risquant de priver d'eau 300 000 Kenyans. En août 2011, le Comité pour l'héritage mondial de l'ONU s'est associé à ces critiques.

Pour les raisons environnementales évoquées, la Banque mondiale et la banque européenne d'investissement qui ont financé des barrages plus modestes sur l'Omo (Gibe I et II) ainsi que la Banque africaine de développement ont renoncé à participer à Gibe III. C'est alors que la Chine est entrée en piste : en 2010, la société d'État de machines électriques Dongfang s'est engagée à fournir du matériel électrique et mécanique (turbines) sur la base d'un prêt de la BICC de 500 millions de dollars. Par ailleurs, c'est une autre société chinoise

⁴⁰ LIBOR : *London Interbank Offered Rate*. Entretien, FMI, Addis-Abeba, avril 2011. À titre de comparaison, les prêts préférentiels de l'Inde s'élevaient à 1,5 milliard de dollars en décembre 2010 (2 % de taux d'intérêt, 20-25 ans d'échéance et 5 années de moratoire) et ses prêts commerciaux à 0,5 milliard (LIBOR + 2,3 %, 15 ans d'échéances et 5 années de moratoire). Ambassade d'Inde, Addis-Abeba, avril 2011.

qui, financée par l'EXIM Bank, construira la ligne haute tension qui devrait alimenter la capitale. Cela étant, le principal constructeur de ce projet est italien (Salini Costruttori S.p.A) : cette entreprise a obtenu le contrat du gouvernement éthiopien sans appel d'offre en 2006 et a commencé à la fin de la même année la construction de ce barrage⁴¹.

Au total, comme on a pu l'observer de multiples fois dans les pays en développement où elle apporte son concours, la Chine a fait le choix d'accompagner les ambitions du gouvernement en place et de rester sourde aux objections de la communauté internationale et des experts. Ces projets vont certes constituer une nouvelle source de recettes d'exportation. Mais le financement des plus récents d'entre eux comme de l'accès des paysans aux lignes à haute tension reste sujet à caution. L'on peut en conséquence s'interroger sur leur impact sur le développement du monde rural.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La Chine est aussi très présente dans le secteur des télécommunications. Arrivé en Éthiopie en 1996, ZTE domine depuis 2006 le marché local à la suite de l'accord passé cette année-là avec Ethiopian Telecommunications Corporation (ETC). Ce succès était alors le résultat d'une volonté du gouvernement chinois d'aider ZTE à sortir des difficultés financières dans lesquelles elle se trouvait à l'époque (elle était au bord de la faillite). ZTE joue désormais un rôle essentiel dans la modernisation du système de télécommunications du pays. Elle a par exemple rapidement installé un vaste réseau de téléphonie mobile, dont 1,2 million de lignes à Addis-Abeba et huit autres villes, permettant à de nombreux ruraux d'accéder à ce service. Entre 2007 et 2012, le nombre d'utilisateurs de téléphones portables est passé de 1 million à 15 millions. Les projets de GSM et de réseau CDMA en cours de réalisation devraient permettre à terme de couvrir respectivement 64 % et 90 % du territoire. ZTE aurait aussi formé un millier d'ingénieurs éthiopiens⁴².

Cela étant, la qualité des installations livrées a fait l'objet de nombreuses critiques. Suscitée par Addis-Abeba qui entendait rééquilibrer une relation de dépendance à l'égard de ZTE jugée trop contraignante, la conclusion en novembre 2010 entre Ethiopian Telecom et France Télécom d'un contrat de gestion de la première

par la seconde a en partie modifié la donne⁴³. L'irruption de France Télécom, qui est désormais responsable de la mise en œuvre des projets de modernisation d'ETC, a contribué à renforcer la main d'ETC pour imposer à ZTE des normes et un contrôle de qualité plus rigoureux. Cette restructuration constitue un exemple intéressant de réaction et d'adaptation du gouvernement éthiopien face à une situation devenue par trop déséquilibrée et préjudiciable.

LE RÉSEAU FERRÉ

Mais les projets d'infrastructure découlant de la coopération et du partenariat sino-éthiopien ne s'arrêtent pas là : ils incluent aussi la modernisation de l'aéroport d'Addis-Abeba, et désormais l'établissement d'un réseau ferré national et international d'environ 2 600 km d'ici 2015 et 5 060 km, vers 2020 pour un coût total d'environ 6 milliards de dollars⁴⁴.

C'est le plan de développement le plus récent et le plus ambitieux du gouvernement éthiopien. Reliant 49 villes du pays grâce à la construction de huit lignes principales, ce plan devrait permettre au réseau éthiopien d'être connecté avec celui des deux Soudan et du Kenya ainsi que de restaurer la liaison avec Djibouti. Caressé depuis le milieu des années 2000, ce projet n'a pu, par manque de fonds, se matérialiser avant que la Chine n'apporte son concours. En 2009, la société des chemins de fer éthiopiens (Ethiopian Railways Corporation ou ERC) lança un appel d'offre. En mai 2010, seule la Chine y avait répondu. Également intéressée, l'Inde ne put cependant déposer une offre dans les délais impartis⁴⁵.

Le premier objectif de l'ERC est de reconstruire la ligne Addis-Abeba/Djibouti, port par lequel transite environ 70 % du commerce extérieur éthiopien. Mais plutôt que de rénover l'ancienne voie ferrée étroite d'une longueur de 781 km posée par les Français entre 1897 et 1917, une nouvelle voie unique sera construite à proximité du tracé original jusqu'à la frontière djiboutienne (656 km).

Les autres projets incluent notamment les lignes ferroviaires d'Addis-Abeba à Afar où du potasse pourrait être exploité dans la dépression de Denakil, aux confins de l'Éthiopie, de l'Érythrée et de Djibouti, et d'Addis-Abeba à Bedele, ville située à l'ouest de la capitale et l'une des principales mines de charbon du pays. Mais la Chine n'a pas encore manifesté son intérêt pour ces projets.

⁴¹ International Rivers, « Fact Sheet: Gibe III Dam, Ethiopia », mai 2009, www.internationalrivers.org (consulté le 6 novembre 2012).

⁴² Zhao Lili, « Contributing to the Development of Ethiopia with Wisdom and Strength », *ZTE.com.cn*, www.en.zte.com.cn/endata/magazine/zte technologies/2009year/06/articles/200906/t20090612_172517.html (consulté le 6 novembre 2012).

⁴³ Élodie René, « ZTE, France Telecom et ETC : une coopération win-win-win », *Outre-terre*, 2011/4, n° 30, p. 335-339.

⁴⁴ Daniel Berhane, « Leaked Info: Railway To Link 49 Ethiopian Towns », danielberhane.wordpress.com/2010/11/14/leaked-info-railway-to-link-49-ethiopian-towns (consulté le 6 novembre 2012).

⁴⁵ Entretiens, Addis-Abeba, avril 2011.



Par Turtlewong - 2015 - Wikimedia - Licence CC0

Light Rail Traffic Circle (Mexico Square) - Addis Abeba

En mars 2011, en partie pour cette dernière raison, le plan éthiopien de développement du réseau ferroviaire a été ramené à la construction de 2 395 km d'ici 2015 et à 4,5 milliards de dollars⁴⁶. L'objectif final reste toutefois de relier l'Éthiopie aux réseaux soudanais et kenyan (et ceci en dépit d'une différence d'écartement de voies).

Bien accueillis par l'Éthiopie, ces projets d'infrastructure ont toutefois provoqué une augmentation rapide de l'endettement de l'Éthiopie à l'égard de la République populaire, celui-ci passant de 46 millions de dollars en 2000/2001 à 1,4 milliard de dollars en 2009/2010, soit plus de 25 % de l'encours de la dette éthiopienne. En 2011, certains estimaient que la Chine détenait la moitié de cet encours (3-4 sur 7-8 milliards de dollars)⁴⁷. Cela étant, en mai 2007, Addis-Abeba a bénéficié d'une remise de dette de la part de la Chine d'un montant de 18,5 millions de dollars et peut donc espérer en obtenir d'autres à l'avenir⁴⁸.

⁴⁶ Ezega, 30 mars 2011 ; Reuters, 14 janvier 2012.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ *China's Engagement in Africa...*, op. cit., p. 62.

DES INVESTISSEMENTS CHINOIS ENCORE FAIBLES

La Chine n'est pas un important investisseur en Éthiopie, ou du moins pas encore : elle est à la troisième ou quatrième place, selon les années, derrière l'Inde (2,5 milliards de dollars répartis en 1 230 projets en juin 2010), l'Arabie saoudite et les États-Unis.

Cela tient aux difficultés d'investissement dans ce pays mais plus encore à la stratégie d'implantation chinoise qui privilégie les projets d'infrastructure financés par des prêts et des dons et réalisés à l'aide d'une importante main-d'œuvre chinoise (cf. ci-dessous) au détriment de création d'entreprises et de prises de participation dans les secteurs productifs (et exportateurs de l'économie éthiopienne, même si, sous la pression d'Addis-Abeba et de l'opinion publique locale, les choses commencent à changer.

À la fin 2010, l'Éthiopie était au 8^e rang parmi les destinataires africains des investissements chinois (368 millions de dollars), loin derrière l'Afrique du Sud (4,2 milliards de dollars) et le Nigéria (1,2 milliard). Rappelons que les investissements chinois en Afrique ne constituent pour les années 2004-2010 que 4,1 % du total des investissements directs de la République populaire à l'étranger (2004-2010), soit 13 milliards de dollars. En d'autres termes, les investissements chinois en Éthiopie ne représentent que 0,1 % de l'ensemble des investissements chinois extérieurs (317 milliards de dollars)⁴⁹.

Il est probable que le volume des investissements chinois soit supérieur à cette estimation. En effet, un certain nombre d'entre eux sont originaires de Hong Kong ou de paradis fiscaux (Îles Caïman, Îles Vierges). Mais, il faut se méfier des données avancées par l'Agence éthiopienne d'investissement (3 milliards de dollars en 2011), à la fois parce qu'elles incluent les projets d'infrastructure, mais aussi parce qu'elles font état des contrats ou engagements d'investissements plutôt que des sommes réellement investies⁵⁰. La raison de ces variations est que le rythme de réalisation des projets reste lent : en 2009, seulement 23 % des projets étaient opérationnels, représentant 10 % de l'ensemble du capital investi, d'où cette distorsion dans les statistiques⁵¹.

Les secteurs d'investissement des entreprises chinoises sont la construction (environ les deux tiers du capital investi), les industries du verre et du cuir,

⁴⁹ 2010 Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment, p. 88-90.

⁵⁰ Gedion Gamora, Kidist Mulugeta, Kay Mathews et Hong Yonghong, « The Implementation of the 'Nine Principles' by Chinese Companies in Ethiopia », in Stephen Marks (éd.), *Strengthening the Civil Society Perspective: China's African Impact*, Le Cap, Fahamu, 2010, p. 43.

⁵¹ « Chinese Investment in Ethiopia », Annex, *2nd Quarterly Economic Report*, EU Delegation Ethiopia, 2009, p. 2.

l'automobile ainsi que, dans une moindre mesure, le secteur textile et l'agriculture. L'augmentation rapide en 2009 des investissements chinois s'explique par la construction de deux grandes cimenteries, projets d'un montant total de près de 600 millions de dollars.

L'ESTERN INDUSTRIAL PARK

En 2008, la Chine s'est vue allouer quelque 200 hectares de terrain à Dukem à 35 km au Sud-Est d'Addis-Abeba dans l'État régional d'Oromia pour y établir une vaste zone économique spéciale, le *Eastern Industrial Park* qui à terme devrait s'étendre sur 1 000 ha. Pour la Chine, il s'agit de l'une de ses sept ZES en Afrique (Algérie, Égypte, Nigeria [2], Maurice, Zambie)⁵². Cette zone est financée par un consortium d'entreprises chinoises publiques et privées. Cependant, en 2011, en dépit des mesures incitatives offertes par l'Éthiopie (faible coût du terrain et de la main d'œuvre, exemptions fiscales), les investissements chinois à Dukem ne s'élevaient qu'à 100 millions de dollars. Contrairement aux ZES nigérianes ou égyptiennes, cette ZES est constituée exclusivement d'investissements chinois.

LE RETOUR DE LA CHINE DANS LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

L'on sait les circonstances tragiques dans lesquelles la Chine s'est retirée de ce secteur en 2007 (cf. introduction)⁵³. Or, les récents projets de Pékin au Somaliland (cf. *supra*) ainsi que les nouvelles assurances données par Addis-Abeba en matière de sécurité semblent avoir convaincu les entreprises chinoises de se réengager dans l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière dans le bassin de l'Ogaden.

Ainsi, en juillet 2011, le ministère éthiopien des Mines allouait à la société chinoise PetronTrans les champs de gaz naturel de Calub et de Hilala ainsi que huit blocs d'exploration dans la région appelée officiellement l'État régional somalien (*Somali Regional State*) après le départ en mars de la compagnie malaisienne Petronas. Il est prévu que PetroTrans investisse 4 milliards de dollars dans ces projets qui comprennent la construction d'un gazoduc et d'un oléoduc vers Berbera, probablement avec l'aide de SinoPec ou de CNPC.

Toutefois, les problèmes de sécurité ne paraissent pas entièrement résolus : dès août 2011, la Coalition pour la résolution de la question de l'Ogaden (*Resolve Ogaden Coalition*, le porte-parole politique du FLNO) demandait à nouveau aux compagnies pétrolières étrangères de quitter la région ; le mois suivant, PetroTrans démentait l'information selon laquelle des rebelles du FNLO avaient attaqué un convoi de techniciens de cette société escorté par l'Armée et blessé 25 soldats éthiopiens.

Quoiqu'il en soit, deux choses sont certaines. D'une part, le gouvernement d'Addis-Abeba est résolu à faire tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la tâche de PetroTrans : ses activités en Ogaden sont désormais protégées par les forces spéciales des autorités fédérales. D'autre part, les risques encourus par les compagnies pétrolières et gazières étrangères dans cette zone, quoique peut-être décroissants, restent importants⁵⁴.

COOPÉRATION AGRICOLE

La Chine est peu impliquée dans le secteur agricole, qui pourtant représente encore 50 % du PIB, 85 % des exportations et emploie 80 % de la main-d'œuvre du pays. Alors qu'elle a signé ces dernières années, avec la RDC et la Zambie par exemple, d'important contrats de location de terres (2 millions et 2,8 millions d'hectares respectivement), la République populaire est restée plus prudente en Éthiopie, probablement du fait des nombreuses critiques qui y ont entouré les accords de *lease* saoudien ou indien et aussi de la présence de plusieurs partenaires occidentaux dans le nouveau secteur exportateur que constitue la floriculture (Pays-Bas, Belgique)⁵⁵. Pour l'heure, son action privilégie plutôt la formation et les transferts de technologies et relève de l'aide au développement.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET AIDE HUMANITAIRE

Annoncée lors des sommets sino-africains successifs (FOCAC), l'aide au développement fournie par la Chine à l'Afrique s'est diversifiée et intensifiée. L'Éthiopie est probablement l'un des seuls pays du continent noir à bénéficier de l'ensemble des programmes de « coopération » chinois, Pékin n'ayant adopté que récemment la notion même d'aide publique au développement. Cette

⁵² Cf. Deborah Brautigam et Xiaoyang Tang, « China's Investments in Special Economic Zones in Africa », in Thomas Farole et Gokhan Akinci (éd.), *Special Economic Zones: Progress, Emerging Challenges and Future Directions*, Washington DC, World Bank, 2011, p. 69-100, en particulier p. 76-77.

⁵³ Après cet incident, le régime éthiopien lança une offensive militaire en Ogaden qui tourna à la crise humanitaire et provoqua l'expulsion des ONG internationales.

⁵⁴ William Davison, « PetroTrans May Face Attack in Ethiopia Oil Search, Group Says », www.bloomberg.com/news/2011-08-09/petrotrans-may-face-attack-in-ethiopia-oil-search-group-says.html (consulté le 7 novembre 2012).

⁵⁵ *The Economist*, 21 mai 2009.



Le Nil bleu près de Bahar Dar

aide se concentre dans les projets agricoles (irrigation) et médicaux (hôpitaux)⁵⁶.

Au total, l'aide directe (au sens strict) de Pékin à Addis-Abeba reste relativement modeste au regard de la densité des relations politiques et économiques entre les deux capitales. Elle s'organise autour de projets peu nombreux mais à haute valeur symbolique. En 2006, elle s'élevait à environ 1 million de dollars, soit à 0,14 % de l'aide reçue par l'Éthiopie cette année-là (758 millions)⁵⁷. Cela est dû en partie à l'importance de l'aide accordée à l'Éthiopie par les bailleurs de fonds habituels (États-Unis, UE) et pour partie à la stratégie de la Chine en Afrique, une action qui privilégie la coopération Sud-Sud « gagnant-gagnant » sur l'aide traditionnelle. Pour autant, l'aide chinoise au développement en Afrique s'est

accrue ; son volume estimé situe la Chine parmi les donateurs moyens comme le Canada ou l'Italie⁵⁸.

CHINE, MODÈLE POLITIQUE POUR L'ÉTHIOPIE ?

L'ampleur et la diversité du partenariat privilégié de fait qui s'est mis en place entre la Chine et l'Éthiopie nous obligent à nous interroger sur le modèle politique que représenterait éventuellement la première pour la seconde. Cette question est en réalité plus complexe qu'il n'y paraît à première vue.

En effet, comme de nombreux gouvernements de pays en développement, et notamment africains, le régime éthiopien est ouvertement séduit par la réussite économique de la Chine et voit dans les réformes introduites par cette dernière au cours de ces trente dernières années autant de recettes possibles pour accélérer son propre développement : une amélioration du

⁵⁶ Deborah Braütigam et Xiaoyang Tang, *An Overview of China's Agricultural and Rural Engagement in Ethiopia*, Washington DC, IFPRI Discussion Paper 01185, mai 2012.

⁵⁷ Alemayehu Geda, « Scoping Study on the Chinese Relation with Sub Saharan Africa: The Case of Ethiopia », *AERC Scoping Study*, Nairobi, mars 2008, p. 4, 11-12.

⁵⁸ Cf. *South-South Cooperation: Africa and the new forms of development partnership*, Economic Development in Africa, Report 2010, United Nations Conference on Trade and Development, New York/Geneva, 2010.

climat des affaires par l'ouverture de zones économiques spéciales, un appel aux investissements étrangers et un accroissement des exportations, mais aussi une libéralisation prudente des échanges et du système financier ainsi qu'une intégration progressive et ordonnée à l'économie mondiale. De même, le mode d'accession de la Chine à l'OMC peut se révéler une utile expérience pour l'Éthiopie. De fait, le plan de croissance et de transformation de l'Éthiopie (*Growth Transformation Plan 2010-2015*) s'inspire largement des stratégies suivies à partir des années 1960 par des pays comme la Malaisie ou Singapour ; de même son programme de modernisation agricole et son mode d'intervention de l'État tirent leurs idées de l'expérience de Taiwan, de la Corée du Sud et plus tard de la Chine populaire. Enfin, et ce qui est plus préoccupant, l'Éthiopie semble aussi intéressée par les pratiques monopolistiques des groupes d'État chinois et retarde toute libéralisation de l'économie. Pékin, pour sa part, participe de cet engouement croissant pour le « modèle chinois », non pas en tentant de « vendre » ce dernier « clé en main » mais en multipliant les invitations à visiter la Chine auprès des élites gouvernementales, économiques et intellectuelles éthiopiennes et en resserrant activement les liens politiques et commerciaux entre les deux pays.

Bref, plus que l'Europe ou l'Amérique, c'est le modèle de développement asiatique qui exerce une force d'attraction réelle sur le régime éthiopien.

Mais contrairement à d'autres pays africains (Ghana, Sénégal, Zambie, etc.), ce dernier va plus loin et paraît aussi embrasser le modèle de développement autoritaire prôné par la Chine populaire. Très critique à l'égard du « néolibéralisme » qui sévit en Occident et aux excès du marché, Meles n'avait que des mots d'admiration pour le principal partenaire asiatique de son pays. Son successeur Haile Mariam Desalegn, alors ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre, a ouvertement appelé en 2010 à suivre le « modèle chinois »⁵⁹. De fait, l'on peut noter un certain nombre de convergences politiques et institutionnelles entre les deux pays. Statut de parti dirigeant et quasi-unique du FPRDE, auquel est inféodée l'armée, propriété publique des terres, rôle hégémonique des autorités villageoises (kebele) et des comités locaux du FPRDE, étroit contrôle des activités politiques et en particulier de l'internet, sans parler des longues traditions impériales et administratives que partagent les deux pays.

Certes, ces convergences ne sont pas sans limites : si le gouvernement de Meles et le FPRDE ont un modèle politique, c'est plutôt celui de Singapour ou de la Russie de Poutine. Par toutes sortes d'intimidations plus fortes

et efficaces qu'en 2005, Meles est parvenu à affaiblir, voire à marginaliser l'opposition, lors des élections législatives de mai 2010. Mais le FPRDE n'a ni le projet ni d'ailleurs besoin de faire évoluer son régime vers un système de parti unique à part entière. Beaucoup de facteurs l'en dissuadent : la tragédie humaine qui a marqué les années du régime Mengistu, l'existence d'une opposition légale et « loyale », quoique divisée, le souci du gouvernement d'Addis-Abeba d'accélérer le retour d'une diaspora riche mais souvent critique à l'égard des tendances autoritaires de ce dernier et aussi la dépendance persistante de l'Éthiopie à l'endroit de ses donateurs traditionnels que sont les États-Unis (1 milliard de dollars par an), l'UE (838 millions de dollars pour la période 2008-2013) et le Japon (100 millions) ainsi que la densité persistante de ses relations avec l'Occident où la plupart des étudiants éthiopiens restent formés. Quant au FPRDE, plus que le PCC, il doit assurer une représentation régionale et ethnique de la mosaïque humaine d'un pays de structure fédérale (pas uniquement les Tigréen et les Amhara qui dominent la scène politique mais aussi les Oromo, les Somali, les Afars et les peuples du Sud).

Cependant, l'irruption de la Chine sur la scène éthiopienne et sa contribution au développement du pays ont indéniablement renforcé la main du régime autoritaire en place. Comme un certain nombre de ses homologues africains (ou autoritaires), le gouvernement éthiopien s'efforce d'utiliser son partenariat avec la Chine comme un levier destiné à dissuader l'Occident d'exercer de trop fortes pressions en matière de droits de l'homme. Cela a été le cas après la suspension très provisoire et de fait très symbolique de l'aide européenne à la suite des irrégularités et violences qui ont entouré les élections de 2005. Cela est toujours le cas depuis 2010.

Cela étant, les hésitations de l'Occident à suspendre son aide ne dépendent pas tant de la Chine que de l'état de pauvreté de l'Éthiopie et du rôle stratégique essentiel que joue ce pays dans cette partie du monde comme allié contre les mouvements terroristes ou dans les tentatives de stabilisation de la Somalie, et aujourd'hui du Soudan du Sud.

DES DIFFICULTÉS PERÇUES COMME LIMITÉES

Le partenariat sino-éthiopien n'est pas sans nuages. Ceux-ci découlent en partie de la nature et des priorités de l'action diplomatique et économique du gouvernement de Pékin, non seulement en Éthiopie, mais dans l'ensemble du continent africain. Ils sont aussi le résultat des modalités d'implantation des entreprises chinoises dans les pays en développement. En ce sens, l'Éthiopie ne fait pas figure d'exception. Ils sont enfin

⁵⁹ *The Economist*, 21 octobre 2010.

liés aux difficultés propres au terrain local et aux objectifs mêmes du gouvernement d'Addis-Abeba. Toutefois, ces difficultés ne sont pas en mesure, dans un avenir prévisible, d'entacher le « sino-optimisme », pour reprendre l'expression d'Adem, de la majorité des Éthiopiens.

Tout d'abord, la coopération proposée par la Chine et son aide restent trop souvent politiquement et économiquement liées, ainsi qu'opaques. La République populaire attend de ses amis en Afrique ou ailleurs un appui sur les grands dossiers internationaux et une « omerta » sur toutes les questions qui la fâche (droits de l'homme, Tibet).

Mais c'est sur le plan économique et commercial que l'assistance de la Chine sert le plus directement ses propres intérêts. En effet, si, dans l'ensemble, les projets de coopération et surtout d'infrastructures proposés par ce pays contribuent directement à accélérer le développement de l'Éthiopie, leur réalisation est confiée, souvent sans appel d'offre, aux groupes étatiques chinois choisis par leur gouvernement en fonction d'une stratégie globale de montée en puissance de ces firmes sur le plan international. Et lorsqu'il y a appel d'offre et financement international (notamment européen), subventionnées et soutenues par leurs autorités politiques, les entreprises chinoises sont dans une position privilégiée pour afficher un meilleur prix et emporter le marché. Ainsi, par des pratiques qui s'apparentent à du dumping, ces entreprises ont contribué à stériliser la concurrence, notamment japonaise ou coréenne, dans le secteur routier⁶⁰. L'intérêt immédiat du gouvernement éthiopien n'entre pas forcément en conflit avec ces pratiques : en l'occurrence, il peut construire plus de kilomètres de routes avec moins d'argent. Mais son intérêt général est d'ouvrir et non de fermer la concurrence.

Les projets chinois alimentent également le déficit commercial de l'Éthiopie et présentent pour celle-ci un coût financier et parfois aussi environnemental important. De fait, comme ailleurs, les conditions financières offertes ne sont que rarement publiées, et les organismes internationaux (FMI, Banque Mondiale) éprouvent de grandes difficultés à les connaître. Et en raison des restrictions qu'elle impose à la concurrence (ce que l'on appelle en anglais le *single sourcing*), la coopération chinoise n'est pas forcément moins onéreuse que celle apportée par les autres partenaires de l'Éthiopie et alimente un endettement à long terme de ce pays préoccupant.

De plus, aspect le plus délicat et controversé de la coopération entre la Chine et les pays en développement, les projets chinois d'infrastructures en Éthiopie sont réalisés avec le concours d'une importante main-d'œuvre chinoise. Ce faisant, les entreprises engagées fournissent

à de nombreux techniciens et ouvriers chinois un travail plus attractif qu'au pays et, partant, favorisent une exportation de la main d'œuvre excédentaire vers les autres pays en développement. Mais en même temps, elle secrète un problème connu et commun à de nombreux pays africains qui est de nature à envenimer les relations sino-éthiopiennes.

En effet, alors que les données officielles font état de la présence en Éthiopie d'environ 20 000 ingénieurs, techniciens et ouvriers chinois en 2011, les acteurs économiques impliqués dans les grands projets cités plus haut estiment leur nombre à au moins 100 000 personnes⁶¹. Bien que le gouvernement d'Addis Abeba déclare négocier de manière très attentive le volume de la main-d'œuvre étrangère engagée dans chaque projet, dans la réalité, celui-ci se trouve le plus souvent dans une position de faiblesse pour imposer ses vues. Et, provenant à la fois des ouvriers chinois restés en Éthiopie à l'issue de leur contrat et des faux « touristes » venus s'y enrichir, la communauté chinoise a connu un accroissement rapide, provoquant un ressentiment souvent perceptible au sein d'une population locale majoritairement pauvre et sous-employée.

Par ailleurs, les transferts de technologies ne sont souvent pas à la hauteur des espérances éthiopiennes. Cette critique s'étend souvent aux projets d'investissement des entreprises chinoises⁶². D'après de multiples témoignages, il en résulte un sentiment de frustration croissant dont Pékin ne semble pas avoir pris toute la mesure.

L'autre critique récurrente, et guère propre à l'Éthiopie, est la mauvaise qualité des infrastructures, des technologies et des équipements fournis par la Chine. En outre, en dépit d'une évolution positive mais tardive, les investissements réalisés par les entreprises chinoises dans le secteur manufacturier sont jugés trop faibles par le gouvernement éthiopien.

Une autre limite de l'action de la Chine est que celle-ci privilégie l'appareil étatique et les élites officielles : l'Éthiopie n'y fait pas exception. Contrairement à l'aide occidentale, la chinoise n'est encore guère orientée vers la société civile ; il a fallu attendre 2010 pour que des ONG éthiopiennes soient invitées à effectuer de courts séjours en Chine. Certains représentants de ces ONG ont exprimé leur préoccupation au sujet de la nature et des modalités de l'assistance chinoise mais le gouvernement d'Addis-Abeba interdit tout débat public sur celle-ci ; les

⁶¹ En 2007, le nombre de Chinois en Éthiopie était estimé entre 3 000 et 10 000 et plutôt de 6 000 à 8 000, *China's Engagement in Ethiopia*, op. cit., p. 62. Par exemple, sur 10 000 salariés, Sinohydro n'employait en 2010 que 1 000 Éthiopiens (source diplomatique).

⁶² Alemayehu Geda et Atenafu Meskel, *Impact of China-Africa Investment Relations: Case Study of Ethiopia*, EARC, Nairobi, 2009, p. 21-26.

⁶⁰ Entretien, Addis-Abeba, avril 2011.

critiques, pourtant nombreuses, sont en conséquence confinées aux entretiens privés⁶³.

Enfin, sur le plan diplomatique, et pour les raisons économiques comme stratégiques évoquées plus haut, l'étroit partenariat sino-éthiopien n'a pas véritablement contribué à relâcher les liens entre Addis-Abeba et ses principaux partenaires. Outre les pays occidentaux et le Japon, l'Éthiopie entretient aussi des relations politiques cordiales ainsi qu'une coopération économique, technique et culturelle étroite avec des pays du Sud comme l'Inde, la Turquie, le Brésil et l'Arabie saoudite.

Coté chinois, le terrain éthiopien n'est pas sans son lot de frustrations largement répandues sur le continent. Certes, la corruption administrative est un problème moins aigu que dans les autres pays africains. Toutefois, la faible efficacité et les dysfonctionnements de la bureaucratie, les fréquentes coupures d'électricité, l'état encore souvent défectueux des infrastructures, les difficultés d'accès aux devises étrangères pour les entreprises implantées dans le pays, les ingérences de l'État en matière de choix des partenaires locaux, les problèmes quotidiens de communication avec une main d'œuvre locale peu formée et le caractère très arriéré des structures économiques comme des habitudes de vie éthiopiennes peuvent constituer autant d'obstacles à une coopération fructueuse et harmonieuse.

Pour autant, le cas éthiopien a aussi mis en lumière une capacité d'adaptation et de correction du partenaire chinois (au sens large) trop fréquemment sous-estimée. L'ouverture du parc industriel de Dukem et l'accroissement récent des investissements chinois dans le secteur exportateur éthiopien en sont des illustrations. Et bien que peu d'indices le confirment encore, le recours à grande échelle à la main d'œuvre chinoise pourrait aussi être révisé, ne serait-ce que parce que celle-ci devient plus coûteuse et s'avère moins utile à mesure que des cadres et des techniciens éthiopiens sont formés.

CONCLUSION

Nul ne peut contester que la Chine et l'Éthiopie ont mis en place depuis 1995, et plus encore au cours des dix dernières années, un partenariat diplomatique et économique particulièrement étroit et que celui-ci est appelé à durer, contribuant directement à affaiblir l'influence des autres grandes puissances dans la corne de l'Afrique, notamment celle des États-Unis, de l'Union européenne ou du Japon, et à y brider les ambitions des autres pays émergents comme l'Inde⁶⁴.

⁶³ Entretiens, Addis-Abeba, avril 2010, cf. aussi Christine Hackenesch, « European Good Governance », *op. cit.*, p. 30-31.

⁶⁴ Thierry Bangui, *La Chine, un nouveau partenaire de développement en Afrique. Vers la fin des privilèges européens sur le continent noir ?*, Paris, L'Harmattan, 2009.

La Chine a clairement élevé l'Éthiopie au rang de partenaire privilégié en Afrique. Mais contrairement au schéma dominant, les motivations chinoises n'y sont pas principalement économiques : ce pays n'appartient pas au groupe des grands fournisseurs de matières premières à « l'usine du monde » ; elles sont donc avant tout diplomatiques, stratégiques, voire idéologiques. Certes, l'ampleur des projets d'infrastructures et industriels poursuit également une logique économique et commerciale de montée en puissance pour les groupes chinois engagés. Mais aux yeux des autorités de la République populaire, cultiver les autorités du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, de la principale puissance de la sous-région et de la capitale qui abrite le siège de l'Union africaine sont autant de leviers qui lui permettent d'accroître son influence sur l'ensemble du continent noir. Le rôle et le prestige personnels en Afrique de Meles y ont directement contribué. Et quoique le PCC reste discret sur le principe même de l'exportation de son « modèle », l'admiration du régime éthiopien pour le succès de sa stratégie de développement autoritaire ne peut le laisser indifférent : elle contribue à renforcer, ou du moins à préserver, la légitimité internationale et partant la « puissance douce » de la République populaire. Dans le cas de l'Éthiopie en conséquence, la coopération économique et commerciale est d'abord un moyen pour l'État chinois d'atteindre ces objectifs plutôt qu'un but en soi.

Pour le gouvernement éthiopien, le partenariat avec la Chine est conforme autant à ses priorités intérieures qu'à ses objectifs internationaux. Il contribue à consolider l'emprise du FPRDE sur le système politique et l'armée, il favorise directement le développement de l'économie, il diversifie ses sources de financement extérieur et il accroît sa marge de manœuvre dans ses tractations souvent difficiles avec ses donateurs traditionnels. Sur le plan historique, ce partenariat constitue d'une certaine manière un prolongement et une réussite (tardive) de la coopération esquissée par Hailé Sélassié avec le Japon dans les années 1920-1930.

Cette double convergence d'intérêts, internes et externes, politiques et économiques, est assez courante non seulement entre la Chine et l'Afrique mais aussi la plupart des pays en développement non démocratiques (par exemple en Asie centrale). Néanmoins, ce qui rend le cas éthiopien exceptionnel est la forte dimension stratégique, voire idéologique de ce partenariat.

In fine, l'on se doit néanmoins de s'interroger sur la portée et l'avenir de cette relation privilégiée.

D'une part, il est important de mesure garder : la Chine a contribué à ouvrir le jeu, mais d'une manière générale, n'est pas parvenue à le fermer en sa faveur. Bien que Desalegn et son parti semblent désireux de poursuivre l'œuvre et les politiques de Meles, ils ne souhaitent

pas pour autant transposer le modèle chinois sans inventaire, ni renforcer plus que de besoin la connivence proprement stratégique avec Pékin. Pour l'Éthiopie, les relations avec les partenaires traditionnels restent vitales, même si l'irruption de la Chine pèse sur les projets de développement comme sur les modes d'action de ces derniers. L'on ne sait pas encore si ce nouveau facteur obligera, dans le cas éthiopien, Américains et Européens à revoir leurs priorités et à en revenir à une logique concurrentielle qui rappellerait celle qui prévalait à l'époque de la Guerre Froide avec le camp soviétique. Mais en Éthiopie comme ailleurs, la question est déjà posée.

D'autre part, comme pour le reste de l'Afrique, la présence chinoise en Éthiopie est une « arme à double tranchant »⁶⁵. Pour l'heure et dans un avenir prévisible, le gouvernement éthiopien et une partie des élites du pays continueront d'y voir un accélérateur bienvenu et irremplaçable du développement. Mais l'on peut se demander si à terme, conscient des risques de se trouver trop dépendant de Pékin, Addis-Abeba ne souhaitera pas rouvrir le jeu dans l'autre direction et distendre ses liens avec cette capitale. À l'évidence, cette éventualité dépend de multiples facteurs, notamment d'évolutions politiques intérieures, à la fois en République populaire et en Éthiopie.

L'on peut conclure au terme de cette étude que, dans ses rapports avec Pékin, Addis-Abeba n'est pas dans une position aussi vulnérable que nombre de ses voisins. En tout état de cause, les Chinois comme les autres partenaires des Éthiopiens auraient tort de sous-estimer le nationalisme d'un peuple fier et ambitieux qui a fait de sa sortie de la pauvreté la plus extrême et de sa modernisation économique la priorité des priorités.

L'AUTEUR

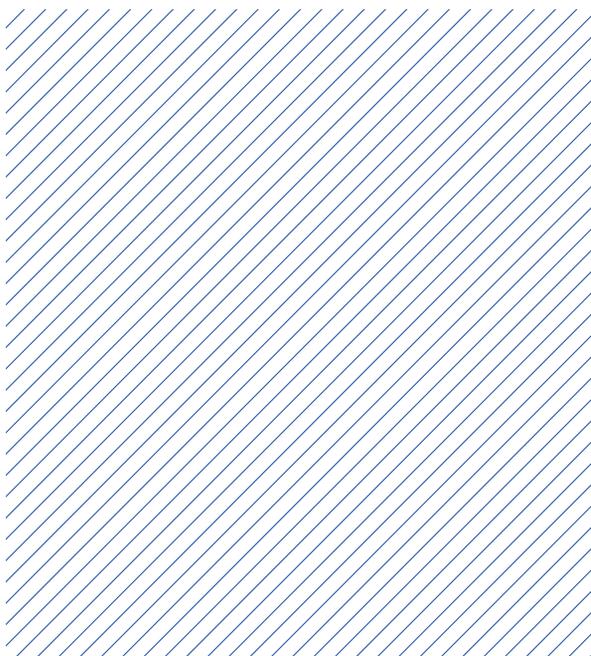
Jean-Pierre Cabestan est directeur de recherche au CNRS en détachement. Il est depuis 2007 professeur au Département de science politique de l'Université baptiste de Hong Kong et directeur de ce département. Il est aussi chercheur associé à Asia Centre, Paris ainsi qu'au Centre d'étude français sur la Chine contemporaine de Hong Kong. Il a dirigé de 1998 à 2003 le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) de Hong Kong ainsi que ses publications, *Perspectives chinoises* et *China Perspectives*.

Ses principaux thèmes de recherche incluent les réformes politiques, institutionnelles et juridiques en Chine populaire, la politique étrangère et de sécurité

chinoise, les relations Chine-Taiwan, le système politique taiwanais et les relations Chine - Afrique.

Il a récemment publié *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010 (2ème édition prévue pour l'automne 2015); *China and the Global Financial Crisis. A Comparison with Europe*. (co-dirigé avec Jean-François Di Meglio et Xavier Richet), Routledge, Oxon & New York, 2012 ; *Le système politique chinois. Un nouvel équilibre autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014 ; et *Political Changes in Taiwan Under Ma Ying-jeou. Partisan Conflict, Policy Choices, External Constraints and Security Challenges*. (co-dirigé avec Jacques deLisle), Abingdon, Oxon & New York, Routledge, 2014.

L'auteur tient à vivement remercier les deux évaluateurs anonymes de la version initiale de cet article. Leurs commentaires et critiques lui ont été très utiles.



CEFC

Jean-Pierre Cabestan
La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique

PERSPECTIVES CHINOISES
N° 2012/4, P. 57-68.

PERSPECTIVESCHINOISES.REVUES.ORG/6431

⁶⁵ Alex Vines, « China in Africa: a mixed blessing », *Current History*, vol. 106, n° 700, mai 2007.

THE CHINESE ICT DEVELOPMENT STRATEGY IN AFRICA.

TRANSPARENCY, SOVEREIGNTY AND SOFT POWER

Séverine Arsène
CEFC

Source : *Diplomacy, Development and Security in the Information Age*, Washington DC, Georgetown University, 2013

aide au développement
censure
Chine-Afrique
cybersécurité
télécommunications
transparence

83 – 92

Alors que les technologies de l'information et de la communication sont souvent présentées comme une promesse de développement économique et d'émancipation pour les sociétés civiles des pays en développement, elles donnent aussi lieu à une reconfiguration des rapports de forces et des luttes d'influence entre les pays qui fournissent ces technologies en interaction avec ceux qui les utilisent. Cet article analyse, pour le cas de l'Afrique, le rôle croissant des investissements chinois dans le secteur des télécommunications, et souligne les enjeux potentiels en termes de liberté d'expression, de cybersécurité, ou encore de souveraineté. Il souligne l'importance de prêter attention au pouvoir de facto que représente l'implantation locale de normes technologiques développées en Chine.

THE RISE OF ICT IN DEVELOPMENT POLICIES AND THE ADVENT OF NEW PLAYERS

Increasingly, transparency is identified as one of the key challenges in the field of development aid. Transparency was mentioned as a condition to improve accountability and aid effectiveness in the 2005 Paris Declaration on Aid Effectiveness, completed in 2008 by the Accra Agenda for Action.¹ In 2011 the Busan Partnership for Effective Development Cooperation² reaffirmed this principle.

Information and communication technologies (ICTs) are considered as an important tool to achieve this goal. An entire field of research and practice has emerged under the title «ICT for development» (ICT4D).³ It underlines the potential of ICTs for development in general (it could provide more economic opportunities, especially in remote places) and for transparency in particular.⁴

¹ « Paris Declaration on Aid Effectiveness and Accra Agenda for Action », OCDE, 2005/2008, www.oecd.org/dataoecd/11/41/34428351.pdf.

² www.aideffectiveness.org/busanhl4/images/stories/hlf4/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN.pdf [viewed on 10/8/2012].

³ Tim Unwin, *Ict4d: Information and Communication Technology for Development*, Cambridge University Press, 2009. Several journals are entirely dedicated to this field: *Information Technology for Development*; *Information Technologies and International Development*; *Electronic Journal of Information Systems in Developing Countries* etc.

⁴ At the same time, more and more studies warn against techno-determinism and underline that this increasing role of ICTs is coming along with a new set of technological, economic, political, anthropological issues. See a good bibliography on the blog of Ismael Pena-Lopez, ICTlogy. ictlogy.net/bibliography.

This promise of ICTs for transparency is twofold. On the one side it could empower civil society, increase participation or help fight corruption⁵, all of which considerably improve local governance and have a positive impact on development. From that perspective, reducing the “digital divide” between countries and within countries has become one of the top priorities of development agencies around the world.

On the other side ICTs could be used to improve the management of development projects themselves. By sharing and publicizing information on their development aid initiatives, donors improve aid coordination, control and efficiency. Major donors, such as the World Bank⁶, USAID⁸, and other international actors like the OECD⁹, are therefore rethinking and prioritizing the role that ICTs can play in achieving favorable development outcomes and good governance. As an example, the OECD Development Centre has developed two wikis aimed at sharing data on development and on women, Wikiprogress¹⁰ and Wikigender.¹¹

In this context, new players are gaining an increasingly important role in building the ICT infrastructure of developing countries. This is particularly true in Africa where most ICT infrastructure – from telecommunications backbones to customer services – is just starting to be developed, at a very rapid pace. Chinese companies are particularly under scrutiny as they gain new markets in Africa and win public bids to implement telecommunications technologies.

Several studies focus on the impact of this increasing Chinese presence within the international aid architecture. For example, they assess whether Chinese practices could undermine previous efforts by the international donor community to establish norms in terms

of international debt, supported export credits, social and environmental standards or governance and transparency among others,¹² or on the contrary whether such practices would give African countries an alternative from the neo-colonialism that is embedded in some traditional donors’ practices.¹³

It is not my intention to discuss the impact of China on development norms in general. Instead I would like to outline a number of issues that are specific to ICTs and transparency.

Indeed these technologies bear important stakes in terms of fundamental rights, from freedom of expression to privacy to the rule of law¹⁴. The very rapid development of telecommunications infrastructures in countries where they were not available so far – and the subsequent adoption of legislation to control them – is a crucial moment in these countries, affecting not just the social, political and economic development, but also on their state security and sovereignty. It has an impact on global Internet governance as well. In this paper I intend to explore the logical tension between these sensitive stakes and the transparency promises that are both embedded in ICTs.

The arrival of new actors like China, which plays a central role in this development process and may be a game-changer, is an excellent lens to explore this issue.

CHINA HAS BECOME A CENTRAL PLAYER IN AFRICAN ICT DEVELOPMENT

China has been involved in development aid for decades as part of its diplomatic strategy. Its influence in African countries’ development has considerably increased in recent years, not only through aid but also through a range of financial tools that enable Chinese companies to invest in infrastructure development projects.

Chinese development aid policy is now coordinated by the Chinese Ministry of Commerce (MOFCOM) and executed through the two Chinese “policy banks”,

⁵ John C. Bertot, Paul T. Jaeger and Justin M. Grimes, « Using ICTs to create a culture of transparency: E-government and social media as openness and anti-corruption tools for societies », *Government Information Quarterly*, vol. 27, n°3, juillet 2010, p. 264-271.

⁶ *Information and communication for development 2012 - Maximizing mobile*, Washington DC, World Bank, 2012, siteresources.worldbank.org/EXTINFORMATIONANDCOMMUNICATIONANDTECHNOLOGIES/Resources/IC4D-2012-Report.pdf.

⁷ *Information and communications for development 2009: extending reach and increasing impact*, Washington DC, World Bank, 2009, web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTINFORMATIONANDCOMMUNICATIONANDTECHNOLOGIES/EXTIC4D/0,,contentMDK:22229759~menuPK:5870649~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:5870636,00.html.

⁸ See their policies on www.usaid.gov/our_work/economic_growth_and_trade/info_technology

⁹ Richard Heeks, *The ICT4D manifesto*, OECD Development informatics working paper series, Manchester, Institute for Development Policy and Management, 2009.

¹⁰ www.wikiprogress.org/index.php/OECD_Development_Centre

¹¹ wikigender.org/index.php/New_Home

¹² For example, Algeria banned Huawei and ZTE from bidding in public markets for two years last June because employees of both companies were convicted with bribery. Juha Saarinen, « Huawei, ZTE banned from Algeria », IT News, 06/14/2012, www.itnews.com.au/News/304858,huawei-zte-banned-from-algeria.aspx [viewed on 10/6/2012].

¹³ Deborah Bräutigam, *China, Africa, and the global aid architecture*, Abidjan, Africa Development Bank, 2010, www.american.edu/sis/faculty/upload/Rev-working-paper-china-africa-aid-architecture-August-2010.pdf [viewed on 10/8/2012] ; Martyn Davies, *How China is influencing Africa’s development*, Paris, OECD Development Centre, 2010 ; Johan Lagerkvist, « Foreign aid, trade and development », Occasional UI papers, no.5, 2011.

¹⁴ See for example Rebecca MacKinnon, *Consent of the Networked: The Worldwide Struggle for Internet Freedom*, New York, Basic Books, 2012.

China Exim Bank and China Development Bank. Some of the financing tools used by China fall under the category of “Official Development Assistance” (ODA) as defined by the OECD Development Assistance Committee (DAC). They generally consist of concessional (subsidized) loans by Exim Bank. According to the China White Paper on Foreign Aid issued by the Chinese State Council, Africa was the recipient of 45.7% of Chinese foreign aid in 2009¹⁵. The White Paper on China-Africa Economic Trade and Cooperation, published by the State Council in 2010, states that “from 2007 to 2009, China provided US\$5 billion of preferential loans and preferential export buyer’s credit to Africa. It has also promised to provide US\$10 billion in preferential loans to Africa from 2010 to 2012.”^{16 17}

In fact the main tools of the Chinese development policy in Africa do not count as “aid” according to the OECD standard (they fall into the category of “Other Official Flows”) although they do contribute to infrastructure development. That essentially includes export buyers’ credits (loans with or without a preferential rate) and other financial tools that facilitate Chinese corporations’ exports in Africa. Bräutigam quotes Li Ruogu, president of China Exim Bank, who announced in 2007 \$20 billion of export buyers’ credits over three years. She also mentions that by 2010, the China Development Bank had committed more than \$10 billion to projects in Africa in loans at commercial rates.

Besides, Chinese policy banks can use “strategic lines of credit” to help key Chinese corporations invest in Africa through a combination of sellers’ credit, export buyers’ credits, import credits and preferential loans.

The Chinese commitment to increase trade and cooperation with African countries was confirmed by the creation of the Forum on China-Africa co-operation (FOCAC)¹⁸, which has held summits every three years since 2000. In a report for the OECD, Davies underlines that this is part of a Chinese “state-capitalist” approach, with state-owned companies in key sectors and policy banks through which China can make

strategic commitments towards Africa. This enabled China to increase the outbound FDI in a “counter-cyclical” manner¹⁹. Although Africa may not be China’s top priority, Chinese aid and even more importantly Chinese investments in Africa have increased considerably, making China one of the key actors in development in Africa, at a time when contributions from other donors and investors (mainly Western countries) may stagnate or decrease as a consequence of the global economic crisis.

While these investments mostly go to such sectors as mining, resource extraction, energy or financial service, they also fund a certain number of important infrastructure projects in the field of telecommunications. For example, the White Paper on China’s African Policy states that “the Chinese Government will step up China-Africa cooperation in transportation, telecommunications, water conservancy, electricity and other types of infrastructure.”²⁰

As a result, such companies as the Chinese manufacturers Huawei and ZTE are becoming major players, winning huge contracts to implement telecommunication networks that are still underdeveloped in many countries. One of the most striking examples is the case of Ethiopia. “ZTE was able to offer finance for the Ethiopian Government’s Millennium Telecoms Project, securing a US\$1.5 billion deal.”²¹ In 2008 ZTE was chosen as the exclusive partner to build the Ethiopian telecommunications backbone network²².

CITIZENS RIGHTS

One key feature of the discourse about telecommunications in terms of development is that ICTs are supposed to enable more transparent and therefore more efficient governance. ICTs are conceived as tools for better planning and resource allocation. The digitization of administrations is supposed to reduce bureaucratic burdens and increase the efficiency of public policies. E-government and open data are supposed to improve accountability and transparency. In general, the development of telecommunications may be a source of empowerment for civil society. In other words, ICTs not only may be a leverage tool for

¹⁵ State Council, « China’s foreign aid », 4/21/2011, english.gov.cn/official/2011-04/21/content_1849913.htm [viewed on 6/4/2012].

¹⁶ Information Office of the State Council, « China-Africa Economic and Trade Cooperation », 12/2010, english.gov.cn/official/2010-12/23/content_1771603.htm [viewed on 4/16/2012].

¹⁷ Bräutigam estimates that Chinese aid (ODA) to Africa was about \$1.2 billion in 2008 and probably \$1.4 billion in 2009. Deborah Bräutigam, « Chinese Aid: What, Where, Why and How much? », in *Rising China. Global challenges and opportunities*, Jane Golley et Song (ed.), Canberra, ANU E Press, 2011, p. 203–222, eprints.anu.edu.au/wp-content/uploads/2011/08/ch131.pdf [viewed on 10/8/2012].

¹⁸ www.focac.org/eng/ [viewed on 10/8/2012].

¹⁹ Martyn Davies, *How China is influencing Africa’s development*, *op. cit.*

²⁰ Information Office of the State Council, « China’s African Policy », 1/2006, english.peopledaily.com.cn/200601/12/eng20060112_234894.html [viewed on 5/30/2012]. Emphasis added.

²¹ Deborah Bräutigam, « Chinese Aid: What, Where, Why and How much? », *op. cit.*, p. 203–222.

²² ZTE Corporation, « ZTE to Help Ethiopia Telecommunications Corporation Build National Network », *ZTE*, 7/2/2008, www.zte.com.cn/en/press_center/news/200807/t20080703_156835.html [viewed on 6/6/2012].



GSM antenna in a rural village (Gambia)

economic development but also carry the potential to improve the functioning of democracy itself.

In that perspective the increasing success of China in developing countries is puzzling because China is one of the earliest and most efficient censors of telecommunications and particularly of the Internet in their own territory. The organization Reporters Without Borders qualifies China as an “enemy of the Internet”²³ because of its censorship practices and because of the repression against cyberdissidents. China was also one of the main targets of Hillary Clinton’s speech on “Internet Freedom”²⁴ in 2010.

In fact, beyond the question of freedom of speech per se, the specificity of China is to have bet on ICTs as leverage for economic development without really introducing democracy, which questions the assumption of a link between ICTs, transparency and democratization. The Internet is part of the strategy of the Chinese government to modernize the country and provide business opportunities throughout the territory. Administrations are also supposed to modernize and become more efficient and accountable through

the use of ICTs. At the same time the Chinese citizens’ expression online is tightly controlled and subtly channeled so that they can let off steam but they can never seriously question the regime.²⁵ Rebecca MacKinnon calls this «networked authoritarianism».²⁶

Therefore, one of the main concerns when it comes to Africa is that China may promote their own conception of telecommunications, as both an accelerator of economic development and a tool of social control. Indeed China has the capacity to provide African countries with technologies as well as legal and practical expertise to censor public opinion and spy on dissidents.

There are examples of African countries that censor telecommunications. Ethiopia strengthened controls of telecommunications substantially in the last few years, while engaging efforts in the development of infrastructures (only 1.1% of the Ethiopian population has access to the Internet so far²⁷). The country now

²³ march12.rsf.org/en/#ccenemies [viewed on 10/8/2012].

²⁴ Hillary Clinton, « Internet freedom », *Foreign Policy*, 1/21/2010, www.foreignpolicy.com/articles/2010/01/21/internet_freedom?page=full [viewed on 12 octobre 2011].

²⁵ Séverine Arsène, *Internet et politique en Chine*, Paris, Karthala, 2011 ; Séverine Arsène, « Chine : Internet, levier de puissance nationale », *Politique étrangère*, no.2, 2012, p. 291-303.

²⁶ Rebecca MacKinnon, « China’s « Networked Authoritarianism », *Journal of Democracy*, vol. 22, no.2, 2011, p. 32-46.

²⁷ ITU, 2011. www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/explorer/index.html [viewed on 10/8/2012].

uses deep packet inspection to block proxy services such as Tor, allegedly thanks to technologies provided by China with a \$1.5 billion loan²⁸. They are considering legislation that would make VoIP illegal and that would give «the ministry of communications and information technology the power to supervise and issue licenses to all privately-owned companies that import equipment used for the communication of information»²⁹. The latter measure, that would introduce a kind of intermediary liability, is one of the key characteristics of the Chinese domestic Internet control architecture (although holding intermediaries liable for content is now prevalent throughout the world).

However not all the African countries where Chinese companies operate have adopted such policies and censorship technologies. There are great differences throughout the continent. For example, apart from the Ethiopian case, the Open Network Initiative has found no evidence of Internet filtering in Sub-Saharan Africa³⁰, while most countries in the Middle East and North Africa region use various methods of Internet filtering and control.³¹ The differences between countries seem to depend on such factors as the level of development of ICT infrastructures (the Internet access rate is on average much higher in the MENA region than in Sub-Saharan Africa, and so are the corresponding censorship technologies) and, of course, on the type of regime, rather than on the presence of Chinese providers.

What may have changed though is that if required by the African government, censorship technologies cannot anymore be purchased exclusively from Western companies³² but also from Chinese companies, that have acquired a more competitive position on this market. In fact Chinese corporations seem to have similar reputation problems as Western companies when it comes to providing censorship technologies to authoritarian countries. Both Huawei and ZTE have had to promise to reduce their partnership with Iran after the fact that they had provided censorship

technologies was revealed, and also out of concerns about the Iranian nuclear projects³³.

As their business is growing, Chinese companies are now paying much effort to improve their image globally, including through transparency efforts. This happens in a context when the ICT sector is perceived as extremely sensitive, notably because of the cybersecurity and sovereignty issues that it raises.

TRANSPARENCY, CYBERSECURITY AND SOVEREIGNTY

Precisely because ICTs bear important democratic promises, they are particularly sensitive in terms of state sovereignty and public order. For example, the vice president of Huawei, Guo Tianmin, announced that his company was able to provide the Congolese authorities with adequate infrastructure for population census, the identity card fabrication and electoral filing for future elections³⁴. Although the promises brought by such technologies are extremely appealing, there are risks like data theft (for foreign intelligence) or manipulation (to destabilize the country). One may wonder whether it is safe for a country to put such data and power in the hands of foreign companies, be they Chinese or else.

This concern is emerging at a time when cybersecurity is becoming an important issue in global affairs, China and the United States being among the key players of a sort of “cyber war”³⁵. In this context the United States and Australia have barred Huawei and ZTE from participating in bids to build network construction projects on their territories³⁶. Meanwhile the U.S. Congress investigated whether the “networking equipment sold could secretly contain Chinese military technology to spy and interfere with U.S. telecommunications”³⁷ and concluded that Chinese telecom equipment makers should be

²⁸ Andrew Jacobs, «China's News Media Are Making Inroads in Africa», *NYTimes.com*, 8/16/2012, www.nytimes.com/2012/08/17/world/africa/chinas-news-media-make-inroads-in-africa.html?pagewanted=all [viewed on 10/6/2012].

²⁹ « Government steps up control of news and information », *Reporters Without Borders*, 6/7/2012, en.rsf.org/ethiopia-government-steps-up-control-of-07-06-2012,42735.html [viewed on 6/7/2012].

³⁰ opennet.net/research/regions/ssafrica [viewed on 10/8/2012].

³¹ opennet.net/research/regions/mena [viewed on 10/8/2012].

³² It is useful to note that Western corporations like Cisco, McAfee or Websense sell most censorship technologies in the world. Helmi Noman et Jilian York, *West Censoring East: The Use of Western Technologies by Middle East Censors, 2010-2011*, OpenNet Initiative, mars 2011, opennet.net/west-censoring-east-the-use-western-technologies-middle-east-censors-2010-2011 [viewed on 12 octobre 2011].

³³ Steve Stecklow, Farnaz Fassihi and Loretta Chao, « Huawei, Chinese Tech Giant, Aids Iran », *WSJ.com*, 10/27/2011, online.wsj.com/article/SB10001424052970204644504576651503577823210.html [viewed on 10/8/2012]; Bryan Bishop, « ZTE follows Huawei's lead, promises to curb Iran business after surveillance system sale », *The Verge*, 03/24/2012, www.theverge.com/2012/3/24/2898835/zte-follows-huaweis-lead-promises-to-curb-iran-business-surveillance-system [viewed on 10/8/2012].

³⁴ Angelo Mobateli, « Congo-Kinshasa: Kabila inaugure le centre régional Huawei de formation des experts », *AllAfrica*, 5/26/2012, fr.allafrica.com/stories/201205260006.html [viewed on 6/4/2012].

³⁵ Nick Hopkins, « US and China engage in cyber war games », *guardian.co.uk*, 4/16/2012, www.guardian.co.uk/technology/2012/apr/16/us-china-cyber-war-games [viewed on 4/16/2012].

³⁶ Yueyang (Maggie) Lu, « Australia Bars Huawei From Broadband Project », *NYTimes.com*, 03/26/2012, www.nytimes.com/2012/03/27/technology/australia-bars-huawei-from-broadband-project.html [viewed on 10/8/2012].

³⁷ Michael Kan, « US Committee to Investigate China's Huawei, ZTE », *PCWorld*, 11/18/2011, www.pcworld.com/businesscenter/article/244210/us_committee_to_investigate_chinas_huawei_zte.html [viewed on 10/8/2012].

kept from the American market.³⁸ It is notable that the Chinese government also claims that China is the victim of many cyber attacks³⁹. In general every country in the world is paying more attention to cybersecurity and to the impact of ICTs in terms of state sovereignty.

True, there is not enough transparency among Chinese corporations to be able to dispel concerns about cybersecurity. First, there are intricate links between the Party and the leadership of the Chinese corporations. This is a very common feature in China, due to the frequent conversion of political positions into economic responsibilities since the beginning of the 1980's economic reforms, but it is considered with particular suspi-



By IICD - CC Wikimedia

Satellite Internet access via VSAT
(Ghana, Ecamic project pictured)

cion in this sensitive sector. For example Huawei's founder, Ren Zhengfei, is known for having held the position of deputy director in the Chinese People's Liberation Army's engineering corps. Sun Yafang, the chairwoman, used to work for China's Ministry of State Security⁴⁰. Although Huawei is formally a private-owned company, the personal and informal ties that link its leadership to the Chinese authorities may be binding (which the Chinese firmly deny).

Besides there is a relative lack of transparency over the nature of the Chinese development projects

in Africa (and elsewhere) and the amounts invested⁴¹. China does not report aid to the DAC - whereas other non-member countries do. It is also very difficult to find figures broken down by country or by sector. This lack of accurate and up to date data about Chinese aid and investments in Africa is a source of concern for the donor community that is trying to increase coordination efforts in order to improve aid efficiency⁴². It sounds particularly paradoxical since ICTs are usually associated with more transparency. However this is also a very sensitive and strategic field, that is, in the eyes of the Chinese, not so much about aid but essentially about exports and investment.

Indeed the dynamism of the Chinese banks and manufacturers in this region is primarily an element of the Chinese "going out strategy". This strategy, launched by the Chinese leaders in 2000, is an encouragement for Chinese companies to invest abroad in order to reduce the volatility of Chinese financial assets and expand their markets. The handling of the issue by the MOFCOM instead of the Ministry of Foreign Affairs also suggests that the Chinese perspective is now more economic than diplomatic. In other words these projects are considered as a strategic element of the Chinese economic and industrial expansion, which explains a certain level of secrecy.

However the Chinese telecommunications companies have made some efforts to increase their level of transparency in order to reassure potential commercial partners.⁴³ In December 2010 Huawei opened a "Cyber Security Evaluation Centre" in Great Britain⁴⁴ where they let potential buyers test their products for potential threats. In Spring 2011 the annual report of the company, audited by KPMG, released for the first time the names of Huawei's board members (but only to receive more criticism when Sun Yafang's past at the Ministry of State Security was revealed, as well as the presence of several members of the Ren family in the list).⁴⁵ Huawei is said to be considering a potential listing in the US

³⁸ Jim Wolf et Lee Chyen Yee, « China's Huawei, ZTE should be kept from U.S. - draft Congress report », *Reuters*, 10/8/2012, uk.reuters.com/article/2012/10/08/uk-usa-china-huawei-zte-idUKBRE89702A20121008 [viewed on 10/8/2012].

³⁹ Information Office of the State Council, « White paper: the Internet in China », 6/15/2010, china.org.cn/government/whitepaper/node_7093508.htm [viewed on 6/23/2010].

⁴⁰ Kevin Brown, « Huawei's opacity a colourful issue for US », *Financial Times*, 04/19/2011, www.ft.com/cms/s/0/65e93b90-6a84-11e0-a464-00144feab49a.html#axzz1uafyc2XQ [viewed on 10/8/2012].

⁴¹ Sven Grimm, « Transparency of Chinese Aid: an analysis of the published information on Chinese external financial flows », Centre for Chinese Studies, University of Stellenbosch, 8/2011, www.aidtransparency.net/wp-content/uploads/2011/08/Transparency-of-Chinese-Aid_final.pdf [viewed on 10/8/2012].

⁴² Deborah Brautigam, *China, Africa, and the global aid architecture*, Abidjan, Africa Development Bank, 2010, www.american.edu/sis/faculty/upload/Rev-working-paper-china-africa-aid-architecture-August-2010.pdf [viewed on 10/8/2012].

⁴³ In fact these transparency efforts seem to be aimed at European and American decision makers rather than at developing countries'.

⁴⁴ « Huawei Opens Cyber Security Evaluation Centre in the UK », *Huawei*, 12/6/2010, www.huawei.com/en/about-huawei/newsroom/press-release/hw-093468-ukcenter-security.htm [viewed on 6/7/2012].

⁴⁵ « Huawei: The long march of the invisible Mr Ren », *The Economist*, 6/2/2011, www.economist.com/node/18771640 [viewed on 6/7/2012].

stock market, which would force them to disclose even more information.⁴⁶

These transparency efforts highlight the uncomfortable position of the Chinese telecommunications companies. ICTs are considered as an extremely sensitive field in China, monitored closely by the authorities. As such, the lack of transparency and the links between the Party and the company are not surprising, just like in any leading economic sector in China. At the same time, as industrial giants, Huawei and ZTE are supposed to take part in the Chinese “going out” strategy and conquer new markets. Although it may be technically possible to implement devices or software enabling some forms of spying or manipulation, any discovery of such technologies on Chinese installations could ruin their decade-long efforts to gain global trust and seriously hamper profits. In that sense there is no evidence to support the hypothesis that Chinese companies would be different from any of their Western counterparts that are competing for the same markets and that could also raise cybersecurity issues.

Actually, from an African point of view, cybersecurity is only one among various sovereignty concerns. As there are relatively little local resources in terms of technology and know-how, most African countries rely on foreign development projects to develop their ICT infrastructures. Moreover, development aid in Africa by Western organizations and companies is sometimes considered as a new form of «imperialism» or «colonialism» to the benefit of Western countries.⁴⁷ Indeed foreign aid is most often conditional upon or designed so that contracts are signed with multinational corporations from the donor countries. Financial support from international organizations (IMF, World Bank) is also conditional upon governance reforms that are often considered locally as infringements of sovereignty (privatizations, deregulation, suppression of trade tariffs etc.).

In that regard the relative opacity in which Chinese contracts are signed may be considered as an advantage for African countries that want to keep an upper hand on their own development policies and on the negotiations with international investors. Chinese investments are often considered locally as more politically neutral,

since they are not tied to political conditions and governance reforms.

But are they really?

THE OPAQUE POWER OF NORMS

True, the Chinese actors in this field do not seem interested in changing political regimes or government practices in Africa. However investing in Africa as part of the «going out» strategy is clearly aimed at raising China’s position as a global power. As such it is one element of the Chinese government’s recently enhanced “soft power” strategy. Based on Joseph Nye’s theory,⁴⁸ this strategy aims at improving China’s global influence and image not only through economic and industrial development, but also by promoting Chinese language and culture, products, trademarks, standards and technological know-how.⁴⁹ The global expansion of the Chinese media is a central element of this strategy, particularly in Africa.⁵⁰ The expansion of the Chinese expertise, technologies and norms in the field of ICTs is also a crucial element of it.

Indeed investing in African markets is part of a strategy to climb the ladder of innovation. China is investing a lot to develop its own technical standards in order to reduce its dependency on foreign technologies and actually start earning royalties. Moreover, implementing networks based on Chinese technologies in Africa may weight in favor of China in the global negotiations over technical norms. As China is very active in pushing for the adoption of norms that are favorable to the Chinese interests in such forums as the IETF or the ITU⁵¹, the fact that they are equipping an important part of the world may result in a kind of *fait accompli*. Therefore it would be interesting to look more closely at the technological choices involved in these contracts, to assess how they may shape these countries’ future relationships with China and with the international community.

⁴⁸ Joseph S. Nye, *Soft power : the means to success in world politics*, New York, Public Affairs, 2004.

⁴⁹ Bates Gill et Yanzhong Huang, « Sources and limits of Chinese ‘soft power’ », *Survival*, vol. 48, no.2, 2006, p. 17-36.

⁵⁰ Andrew Jacobs, « China’s News Media Are Making Inroads in Africa », op. cit. ; Iginio Gagliardone, Maria Repnikova et Nicole Stremmler, *China in Africa: a new approach to media development?*, University of Oxford, 2010, stanhope-centre.org/china-africa/mod/file/download.php?file_guid=1926 [viewed on 10/8/2012].

⁵¹ See the examples of the WAPI standard or the MPLS. Christopher Gibson, « Technology Standards - New Technical Barriers to Trade? », Sherrie Bolin (ed.), *The standards edge: golden mean*, 2007, papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=960059. Iljitsch van Beijnum, [viewed on 10/8/2012] ; « ITU bellheads and IETF netheads clash over transport networks », *ars technica*, 03/03/2011, arstechnica.com/tech-policy/news/2011/03/itu-bellheads-and-ietf-netheads-clash-over-mpls-tp.ars [viewed on 10/8/2012].

⁴⁶ Spencer E. Ante, Telis Demos et Anupreeta Das, « China’s Huawei Considers an IPO », *Wall Street Journal*, 10/4/2012, online.wsj.com/article/SB10000872396390443493304578036860213855012.html [viewed on 10/8/2012].

⁴⁷ Y.Z. Ya’u, « The new imperialism & Africa in the global electronic village », *Review of African Political Economy*, vol. 31, no.99, 2004, p. 11-29 ; Olivier Sagna, « De la domination politique à la domination économique : une histoire des télécommunications au Sénégal », *tic&société*, Vol. 5, no.2-3, 2012, ticetsociete.revues.org/1030 [viewed on 10/4/2012] ; Jørn Støvring, « ‘The Washington Consensus’ in relation to the telecommunication sector in African developing countries », *Telematics and Informatics*, vol. 21, no.1, 2004, p. 11-24.

Another related issue that will be crucial to look at in the near future is whether China will influence its African partners' positions in the field of telecommunications governance. For example, the vice president of Huawei, Guo Tianmin, recently announced the opening of a new training center in Kinshasa (one of five in Africa).⁵² Could this have any influence on the opinion of future African ICTs experts on these issues?

As the treaty known as International Telecommunications Regulations (ITRs), which dates back in 1988, is being renegotiated in 2012, China is taking very conservative positions that include the defense of digital sovereignty and the transfer of key competencies to the UN through the ITU⁵³. The "multi-stakeholder" governance scheme that currently prevails in this field and that allows non-state actors to take part in negotiations certainly does not have the support of China, as it is much too "volatile", so to speak, compared to the very codified, exclusive standards of inter-governmental negotiation⁵⁴.

In this context, China is positioning itself as a representative of developing countries' interests, arguing (with relatively good reason) that multi-stakeholder governance gives more influence to developed countries (particularly to the United States) which governments, for-profit and not-for-profit organizations all have better resources for lobbying than do those of developing countries. This argument seems to resonate with a number of developing countries' preoccupations. This year's negotiations at the ITU will be an excellent occasion to assess whether some African countries take positions that are close to the Chinese' and what they are.

CONCLUSION

The fact that new actors like China are acquiring an increasingly important role in the development of new infrastructures in Africa certainly has the potential to deal the cards. In the field of information and communication technologies, there are important stakes beyond the field of development aid, from freedom of

speech to cybersecurity and to global telecommunications governance.

Not all Chinese practices are different from Western countries' practices. Chinese companies too are selling technologies that are supposed to increase transparency and accountability of African countries. Chinese companies too are selling technologies that help governments monitor, filter or censor their citizen's expression. But the well-known expertise of China in using ICTs to control their own population has shed a new light on the fact that there is no direct link between ICTs, transparency and democratization. This all depends on various factors and particularly on the recipient country's political agenda, as well as on the people's appropriation of the technologies.

As a consequence, the very attempt to study the Chinese role in «Africa» is very limited. It symbolically implies that African countries would be passive objects of other entities' actions, which is not the case. Africa is a very diverse continent with all sorts of political regimes, levels of development and local dynamics. At this stage it seems important to advocate for more specific case studies in a series of African countries.

Chinese and Western companies are also not that different in that they raise cybersecurity and sovereignty issues for African countries that put their most sensitive data and government processes into their hands. All of them are now competing to develop, implement and normalize new technological standards and therefore exercise power on the people and countries that will use them. The very sensitive character of these technologies and the geopolitical stakes paradoxically lead to a certain level of secrecy around the technologies that are supposed to bring more transparency.



⁵² Angelo Mobateli, « Congo-Kinshasa: Kabila inaugure le centre régional Huawei de formation des experts », *Allafrica*, 5/26/2012, fr.allafrica.com/stories/201205260006.html [viewed on 6/4/2012].

⁵³ Robert McDowell, « The U.N. Threat to Internet Freedom », *WSJ.com*, 2/21/2012, online.wsj.com/article/SB10001424052970204792404577229074023195322.html [viewed on 10/8/2012]; Ben Woods, « Schmidt: UN treaty a "disaster" for the internet », *ZDNet UK*, 2/29/2012, www.zdnet.co.uk/news/regulation/2012/02/29/schmidt-un-treaty-a-disaster-for-the-internet-40095155/ [viewed on 10/8/2012].

⁵⁴ For more details, see Milton Mueller, « China and Global Internet Governance », in *Access contested*, Ronald Deibert, Rafal Rohozinski and Jonathan Zittrain (eds.), Cambridge (Mass.), MIT Press, 2012, p. 177-194, access.opennet.net/wp-content/uploads/2011/12/accesscontested-chapter-09.pdf [viewed on 10/8/2012].

However China is different from other countries in that its development projects are most often not considered as aid but as investment, for the conquest of new markets in the framework of the «going out» strategy. More generally, this is part of the Chinese «soft power» strategy, which aims at increasing China's global power through economic, technological, cultural domination. Both Africa and ICTs are clearly identified as strategic goals in that regard. The initiatives to increase transparency undertaken by such companies as Huawei and ZTE are in fact only the result of an effort to gain trust in the international markets, not that of a will to increase coordination with other donor countries. The flip side of this coin is that it gives recipient countries more autonomy in their own political and economic choices, whereas governance requirements by other donor countries (including transparency) are perceived as a new form of Western hegemony.

What the Chinese rise underlines is in fact the hard competition that the worlds' biggest technological powers are involved in, and the importance of developing countries as an enormous stake in this battle. The Western calls for more transparency seem not only motivated by the need to improve aid coordination (though this seems justified), but also by a perceived potential threat for their own interests in Africa.⁵⁵

This puts to the forefront the issue of the political importance of «code» and technical standards.⁵⁶ These stakes remain relatively opaque to the public so far, perhaps partly because of their highly technical character. Opacity may also be inherently linked to the development of ICTs as it is shaped now, based on a race to impose proprietary technologies. Therefore one might suggest the idea that open source technologies, together with technological training, could be an interesting solution to efficiently improve transparency, better guarantee developing countries' sovereignty and avoid getting trapped in a technological race at the expense of users and citizens.

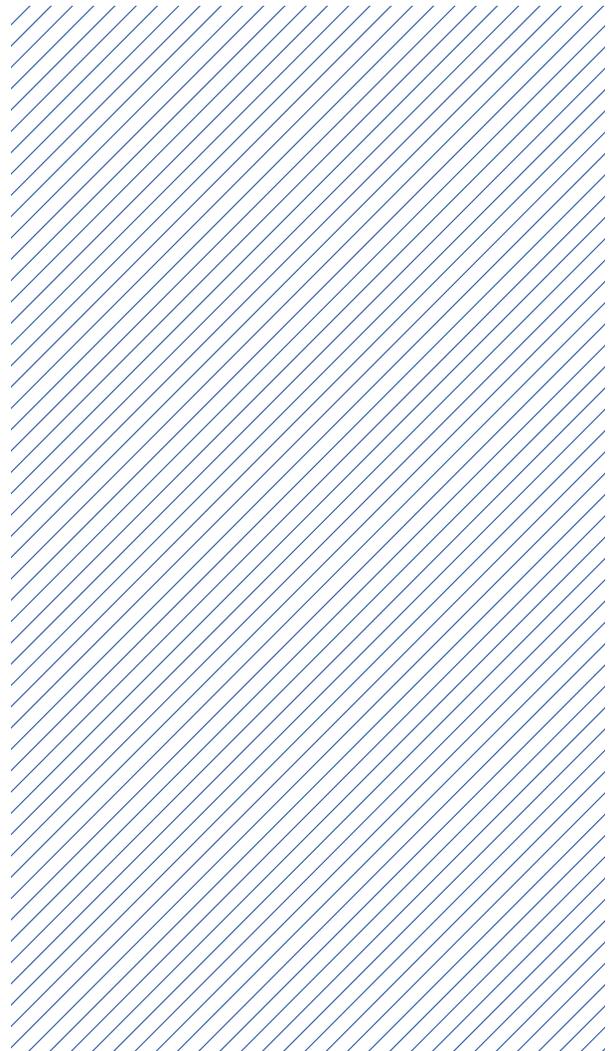
L'AUTEUR

Séverine Arsène, docteur en science politique de l'IEP de Paris, est chercheuse au CEFC à Hong Kong et rédactrice en chef de la revue *Perspectives chinoises*. Ses recherches sur les usages et la gouvernance d'Internet éclairent les transformations des rapports de pouvoir en Chine même ainsi que la place de la Chine sur la scène mondiale. Elle a mené des recherches au laboratoire

⁵⁵ Joanne Wagner, « «Going Out»: Is China's Skillful Use of Soft Power in Sub-Saharan Africa a Threat to U.S. Interests? », *Joint Force Quarterly*, no.64, 7/2012, www.ndu.edu/press/chinas-use-of-soft-power.html [viewed on 10/7/2012].

⁵⁶ Lawrence Lessig, *Code and other laws of cyberspace*, New York, Basic Books, 1999.

Orange Labs à Pékin et enseigné à l'Université Lille 3 et à l'Université Georgetown (Washington DC). Son livre, *Internet et politique en Chine*, a été publié aux éditions Karthala en 2011.



CEFC

Séverine Arsène
The Chinese ICT development strategy in Africa. Transparency, sovereignty and soft power

IN KALATHIL SHANTHI (ED.), DIPLOMACY, DEVELOPMENT AND SECURITY IN THE INFORMATION AGE, WASHINGTON DC, INSTITUTE FOR THE STUDY OF DIPLOMACY, GEORGETOWN UNIVERSITY, 2013

bit.ly/diplomacy-development

SOURCES

ANNALES D'ÉTHIOPIE

Depuis 1955, les *Annales d'Éthiopie*, rendent compte des travaux menés prioritairement par les chercheurs français et éthiopiens en archéologie et en histoire. Éditée par le Centre français d'études éthiopiennes, elle publie des articles en français et en anglais.

www.ifre.fr/c/241

LESEDI, LETTRE D'INFORMATION DE L'IFAS RECHERCHE

Cette lettre publiée par l'Institut français d'Afrique du Sud - Recherche, publie des articles courts des chercheurs de l'IFAS ou qui lui sont liés. Le numéro 18 (mars 2015) est consacré à l'Angola.

www.ifre.fr/c/1999

PERSPECTIVES CHINOISES

Perspectives chinoises est une revue trimestrielle interdisciplinaire, publiée par le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (Hong Kong & Taiwan), qui analyse les mutations du monde chinois contemporain dans leurs aspects politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle est publiée en ligne sur *revues.org* avec une barrière mobile de 3 ans. La revue existe

également dans une version en langue anglaise.

perspectiveschinoises.revues.org
chinaperspectives.revues.org

PROJECT NIGERIA WATCH

Cette base de données a pour objectif de collecter et surveiller les homicides et morts violentes (accidents compris) au Nigeria pour produire des statistiques, des analyses de tendances et des cartes qui aident à localiser les points dangereux et à sécuriser le transport des passagers et des biens. 25 working papers ont été publiés.

www.nigeriawatch.org/

L'ENTREPRENEURIAT TRANS-MEDITERRANÉEN : LES NOUVELLES STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION

Cet ouvrage s'intéresse aux nouvelles stratégies d'internationalisation des entreprises à partir des régions riveraines de la Méditerranée et tout particulièrement dans une dimension Maghreb/Europe. Firmes-réseau, diasporas économiques et systèmes productifs transnationaux font de la Méditerranée une interface active, tenant du *hub* plus que de l'espace intégré.

Sylvie Daviet (dir.), Paris, IRMC-Karthala, "Hommes et sociétés", 2015.

www.ifre.fr/c/22224

LA RÉGIONALISATION DU MONDE : CONSTRUCTION TERRITORIALE ET ARTICULATION GLOBAL/LOCAL

L'objectif des auteurs est de décrire et d'expliquer à plusieurs échelles la régionalisation de l'espace mondial, en

utilisant des approches tant théoriques et conceptuelles qu'empiriques.

Alia Gana, Yann Richard (dirs), coll. *Hommes et Sociétés*, IRMC-Karthala, Paris.

www.ifre.fr/c/1643

DIPLOMACY, DEVELOPMENT AND SECURITY IN THE INFORMATION AGE

De wikileaks aux conséquences du printemps arabe, les politiques ont été confrontés aux ramifications épineuses des flux d'information globaux et ubiquitaires. Deux phénomènes cruciaux ont émergé comme nouvelles caractéristiques des relations internationales : une transparence renforcée et une volatilité accrue.

Kalathil Shanthy (ed.), Washington DC, Institute for the Study of Diplomacy, Georgetown University, 2013.

bit.ly/diplomacy-development

UNDER CONSTRUCTION: LOGICS OF URBANISM IN THE GULF REGION

Avec une approche interdisciplinaire, ce volume explore et déchiffre la valeur symbolique et l'iconicité de l'environnement construit dans la région du Golfe arabe, son esthétique, son langage et ses caractéristiques performatives.

Steffen Wippel, Katrin Bromber, Christian Steiner, and Birgit Krawietz (eds), London: Ashgate, 2014.

bit.ly/underconstructiongulf

A stylized world map in light blue, centered behind the large white letters of the acronym. The map shows the continents and major landmasses.

IFRE

INSTITUTS FRANÇAIS DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER (UMIFRE)

IFRE

UMIFRE

Youth on perilous journeys: Irregular migrants from Təgray, Northern Ethiopia, to the Gulf region



Itinéraires d'une commerçante angolaise dans la mondialisation

Autour du lac Tchad, l'intégration régionale dans tous ses états

Gaps in global media reporting on violence in Nigeria



Internationalisation : les nouvelles ambitions des groupes tunisiens et marocains

Seeing Dubai in Khartoum and Nouakchott: 'gulfication' on the margins of the Arab World



La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique



The Chinese ICT Development Strategy in Africa. Transparency, sovereignty and soft power

